



HAL
open science

Le "nouveau" Front National en question

Alexandre Dézé

► **To cite this version:**

Alexandre Dézé. Le "nouveau" Front National en question. [Rapport de recherche] Fondation Jean Jaurès; Observatoire des radicalités politiques. 2015, 129 p. hal-02531084

HAL Id: hal-02531084

<https://hal.science/hal-02531084>

Submitted on 3 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LE « NOUVEAU » FRONT NATIONAL EN QUESTION

LE « NOUVEAU » FRONT NATIONAL EN QUESTION

ALEXANDRE DÉZÉ

Fondation Jean Jaurès



FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES
FONDATION EUROPÉENNE
D'ÉTUDES PROGRESSISTES



Fondation
Jean Jaurès
Observatoire
Radicalités politiques



LE « NOUVEAU » FRONT NATIONAL EN QUESTION

ALEXANDRE DÉZÉ

AVERTISSEMENT

La mission de la Fondation Jean-Jaurès est de faire vivre le débat public et de concourir ainsi à la rénovation de la pensée socialiste. Elle publie donc les analyses et les propositions dont l'intérêt du thème, l'originalité de la problématique ou la qualité de l'argumentation contribuent à atteindre cet objectif, sans pour autant nécessairement reprendre à son compte chacune d'entre elles.

Remerciements

Je tiens à remercier l'ensemble des membres de l'Observatoire des radicalités politiques pour leur soutien, et en particulier Nicolas Lebourg, sans qui cette étude n'aurait pas vu le jour et qui a pris le temps de relire l'intégralité de ce texte.

Merci également à Cécile Alduy et à Delphine Espagno pour leurs précieux commentaires.

SOMMAIRE

Introduction	7
La place du Front national dans la vie politique française	9
Le Front national n'est pas le « premier parti de France »	10
Le Front national n'est pas aux « portes du pouvoir »	14
Le Front national n'a pas fondamentalement changé	21
La stratégie de « dédramatisation » de Marine Le Pen n'est pas nouvelle	21
Un programme qui repose toujours sur les fondamentaux du parti	28
Un leadership différent ?	37
Évolutions et invariants de l'organisation partisane frontiste	45
Un électorat relativement stable dans son implantation géographique et sa composition sociologique	53
Les militants : un renouvellement dans la continuité	64
La construction de la réalité politique du Front national	71
Le traitement médiatique et sondager du FN	71
La banalisation des idées frontistes par des agents exogènes au FN	120
Les effets d'amnésie liés à l'effacement politique du FN dans les années 2000	126
Conclusion	129

INTRODUCTION

Cette étude a pour ambition de proposer un état des lieux de la réalité politique actuelle du Front national. Elle s'attache à déconstruire un certain nombre de croyances devenues dominantes sur le parti d'extrême droite français, notamment depuis que Marine Le Pen a été élue à sa présidence en janvier 2011. Sans sous-estimer l'importance politique croissante du FN, il s'agira ici de montrer qu'il n'est pas le « premier parti de France », qu'il ne se situe pas aux « portes du pouvoir » pas plus qu'il n'est devenu un « nouveau » parti. En effet, ce n'est pas tant le FN qui a changé que les perceptions de ce parti. Sa banalisation repose certes sur des facteurs endogènes – la stratégie de dédiabolisation de Marine Le Pen, le renouvellement du leadership frontiste –, mais elle s'explique également par des facteurs exogènes liés au traitement médiatique, sondagier et politique de l'organisation frontiste.

LA PLACE DU FRONT NATIONAL DANS LA VIE POLITIQUE FRANÇAISE

Commençons par revenir sur le poids et la place du Front national dans la vie politique française. Depuis les élections municipales et européennes de 2014, s'est imposée l'idée selon laquelle le FN serait devenu le « premier parti de France¹ ». Ce statut n'est pas seulement revendiqué par les dirigeants du parti² ; il se trouve également relayé et accrédité par certains médias³ et acteurs politiques⁴, et il a été au cœur des débats de la campagne pour les élections départementales de 2015⁵. Mais qu'en est-il concrètement ? Le FN représente-il vraiment la première force politique en France, et se trouve-t-il par conséquent « aux portes du pouvoir⁶ » ?

-
1. L'usage des guillemets s'impose ici puisque cette expression renvoie originellement à un slogan frontiste.
 2. « C'est la première fois dans l'histoire de la V^e République que le Front national est le premier parti de France », déclare ainsi Florian Philippot au soir des résultats des élections européennes, le 25 mai 2014 (affirmation relayée par d'autres responsables du parti, mais aussi par certaines de ses affiches). Cité dans « Européennes : après la victoire du FN, 2017 dans le viseur de Marine Le Pen », *nouvelobs.com*, 25 mai 2014.
 3. Par exemple : « Ces électeurs qui font du Front national le "premier parti de France" », *lefigaro.fr*, 26 mai 2014 ; « Le Front national devient le premier parti de France : les cinq explications », *sudouest.fr*, 26 mai 2014 ; « Le Front national, premier parti de France », *parismatch.com*, 1^{er} juin 2014.
 4. « Le FN, c'est le premier parti de France. On peut siffler, on a raison de le faire mais c'est le premier parti de France [...] », discours de Benoît Hamon lors de la fête de Frangy-en-Bresse, 24 août 2014 ; « Le Front national est en passe de devenir le premier parti de France, pas cette fois à des élections européennes, comme au printemps dernier, mais là, à des élections départementales », discours de Manuel Valls à Limoges, 5 mars 2015, cité par *lemonde.fr*, 5 mars 2015.
 5. Cf. sur ce point Alexandre Dézé, « Départementales 2015 : le FN et Marine Le Pen, un objet politique rentable pour les médias », *leplus.nouvelobs.com*, 28 mars 2015.
 6. Selon les termes de Manuel Valls lors d'une conférence en Italie le 7 septembre 2014, repris ensuite par les médias (cf. par exemple le thème de l'émission *Du grain à moudre* de France Culture du 15 septembre 2015 : « Le Front national est-il aux portes du pouvoir ? »).

LE FRONT NATIONAL N'EST PAS
LE « PREMIER PARTI DE FRANCE »

Il ne fait aucun doute que le Front national a obtenu des scores inédits lors des scrutins de 2014. Aux élections municipales, les listes frontistes ont souvent dépassé les 30 % de suffrages, permettant ainsi au parti d'obtenir 11 mairies (plus que 10 aujourd'hui, avec l'annulation de l'élection du maire du Pontet) et d'installer 1 546 conseillers dans les municipalités de plus de 1 000 habitants. Aux élections européennes, le FN a réussi pour la première fois à devancer l'UMP et le PS dans un scrutin national (24,9 % des suffrages exprimés), terminant en tête dans 5 des 8 circonscriptions hexagonales, 16 des 22 régions métropolitaines et 71 des 101 départements. En définitive, ce sont 23 eurodéputés FN qui siègent actuellement au parlement de Strasbourg. Ces résultats sont donc remarquables. Toutefois, il importe de ne pas les surévaluer.

Concernant les élections municipales, il faut rappeler que le FN est demeuré absent du premier tour dans 35 400 communes de France (sur 36 700) ; que son score, rapporté au niveau national, n'a atteint que 4,7 % des suffrages (comme en 1995) ; que, dans les 415 villes de plus de 10 000 habitants où il présentait des listes, il a recueilli un résultat légèrement inférieur en voix à celui de Marine Le Pen à l'élection présidentielle de 2012⁷ ; que ses élus ne représentent que 0,2% de l'ensemble des conseillers municipaux en France. Concernant les européennes, il faut préciser que ce ne sont pas 24,9 % des Français qui ont apporté leur soutien au FN – comme on a pu l'entendre dans nombre de commentaires médiatiques – mais 24,9 % des votants (soit 4,6 millions d'électeurs, c'est-à-dire 10% du corps électoral français).

Si les résultats du FN ont pu être surévalués pour les élections municipales et européennes de 2014, ils ont été en revanche sous-estimés pour

7. Rapporté au total des inscrits, le résultat des municipales représente un recul de 4 points (de 12 % à 8 %) par rapport à la présidentielle de 2012. Cf. Céline Braconnier, Jean-Yves Dormagen, « Ce que s'abstenir veut dire », *Le Monde diplomatique*, n° 772, mai 2014.

les élections départementales de 2015. Ainsi, on a pu lire dans la presse que le FN avait « raté le raz-de-marée des 30 %⁸ », que « la dynamique [s'était] enrayée pour la première fois depuis que Marine Le Pen a repris les rênes [du FN]⁹ », qu'il avait pour partie « manqué ses départementales¹⁰ », voire qu'il s'agissait d'un « échec¹¹ ». On peut supposer que cette lecture des résultats tient à un double effet de décalage :

- décalage entre les estimations des instituts de sondage concernant les intentions de vote en faveur des candidats du parti d'extrême droite au premier tour (estimations qui sont montées jusqu'à 33 %¹²) et les résultats finalement recueillis par le FN (25,2 %) ; rappelons à ce titre que trois sondages sur quatre publiés entre le mois de décembre 2014 et le mois de mars 2015 ont placé le FN premier à l'issue du premier tour des élections départementales¹³ ;
- décalage entre les résultats du deuxième tour (22,2 % au niveau national) et le nombre très modeste de conseillers départementaux obtenus (62 conseillers dans 14 départements, aucun département remporté¹⁴).

Pourtant, ces élections traduisent bien une nouvelle progression du FN¹⁵. Au soir du 22 mars 2015, les binômes frontistes (qui étaient les plus nombreux à se présenter sous la même étiquette¹⁶) sont tout d'abord arrivés en

8. « Départementales : bilan et décryptage d'une étrange élection », *lefigaro.fr*, 29 mars 2015.

9. « Départementales : oui, il est possible de faire reculer le Front national », *tempsreel.nouvelobs.com*, 22 mars 2015.

10. « En direct des élections départementales, suivez le premier tour », *lefigaro.fr*, 22 mars 2015.

11. « Départementales - Pascal Perrineau : "Pour le FN, cette élection est un échec" », *lepoint.fr*, 30 mars 2015 ; Renaud Dély « Front national : l'échec du "marinisme" », *tempsreel.nouvelobs.com*, 30 mars 2015.

12. « Départementales : le FN largement en tête, à 33 % d'intentions de vote », *leparisien.fr*, 1^{er} mars 2015.

13. Cf. Alexandre Dézé, « Départementales : pourquoi les sondages se sont-ils trompés », *lefigaro.fr*, 24 mars 2015.

14. En comparaison, l'UMP a remporté 915 élus, le PS 896.

15. Même si l'on doit tenir compte du fait que les 2,3 millions d'électeurs habitant à Paris, dans la métropole lyonnaise, en Guyane et en Martinique n'étaient pas invités à prendre part au scrutin. Le FN était plus faible dans ces territoires, on estime que la non participation des électeurs résidant dans ces territoires a augmenté le score final du FN d'un point. Cf. « Départementales : 2 millions d'électeurs en moins qui pèsent sur l'analyse », *liberation.fr*, 20 mars 2015. Notons encore qu'en nombre de voix, le FN enregistre un gain de 400 000 voix par rapport aux élections européennes et progresse dans 1 601 cantons. Cf. « Départementales : le FN confirme son implantation locale », *lesinrocks.com*, 23 mars 2015.

16. 1 909 binômes, couvrant ainsi 93 % des cantons.

tête des binômes présentés par les différentes formations partisanes, loin devant les candidats regroupés sous les labels « Union de la droite » (20,9 %), « Parti socialiste » (13,3 %), « Union de la gauche » (8,2 %) ou encore « Union pour un mouvement populaire » (6,7 %) ¹⁷. Ainsi, ce n'est qu'au prix d'un regroupement des voix par blocs politiques (gauche, droite, FN) ¹⁸ que le FN « rate la pole position ¹⁹ ». Il n'en demeure pas moins que les candidats frontistes ont fini premier dans 43 départements, qu'ils ont réalisé ailleurs des scores souvent élevés ²⁰ et qu'ils se sont maintenus dans 1 107 cantons. Au second tour, le FN n'a certes enregistré qu'une progression de 4,5 points en moyenne dans les cantons où ses candidats étaient encore en lice, certains binômes augmentant leurs scores de plus de 10 points (dans 13 % des cantons), d'autres perdant jusqu'à 5 points (dans 23 % des cantons). Mais il faut rappeler que nombre de binômes FN ont échoué de peu à se faire élire, comme dans le canton de Lunel (49,7 %), Sin-le-Noble (48,8 %), Frontignan (48,2 %), Essômes-sur-Marne (47,9 %), Draguignan (47,5 %) ou encore Fère-en-Tardenois (47,5 %). À l'inverse, les binômes frontistes l'emportent de peu (avec 50,5 %) dans le canton du Nord-Médoc, en Gironde.

Les derniers scores électoraux du FN sont donc indiscutablement élevés, a fortiori dans un contexte de forte démobilisation électorale. Mais ils ne sauraient suffire à faire de l'organisation frontiste la première force politique française – un statut qu'il convient d'apprécier à l'aune de bien d'autres critères. Ainsi, il faut rappeler que la représentation du parti reste non seulement marginale au niveau municipal mais également très relative au niveau régional (118 conseillers sur 1 880, aucune présidence de conseil régional), départemental (62 conseillers sur 4 108, aucune présidence de conseil départemental) et parlementaire (2 députés sur 577, dont un député Rassemblement Bleu Marine,

2 sénateurs sur 348). De même, le Front national se situe encore derrière l'UMP et le PS en nombre d'adhérents. Au lieu des 83 087 militants annoncés par ses dirigeants à la fin du mois d'octobre 2014 – un chiffre présenté sans vérification ni retenue comme un « record historique » par un certain nombre de médias ²¹ –, il s'avère que le parti d'extrême droite en compte deux fois moins (42 130). En effet, seuls 22 329 militants à jour de leurs cotisations ont participé à la réélection de Marine Le Pen à la présidence du FN lors du congrès des 29 et 30 novembre 2014. Or, d'après les dirigeants frontistes, le taux de participation pour ce scrutin interne s'est élevé à 53 %...

Plus généralement, il paraît abusif de parler de « vague mariniste », voire, au niveau européen, de « vague populiste ²² ». Non seulement le FN a connu plusieurs phases de flux mais aussi de reflux électoral au cours de son histoire mais, en outre, il est tout sauf un phénomène nouveau dans la vie politique française. On oublie en effet – sans doute en raison de son érosion électorale dans les années 2000 et de sa discrétion relative sur la scène politique française pendant cette décennie ²³ – que ce parti existe depuis plus de quarante ans. Son émergence politique date du milieu des années 1980 et, depuis lors, son niveau électoral se situe entre 10 et 20 % des suffrages exprimés à l'échelle nationale.

17. Source : <http://elections.interieur.gouv.fr/departementales-2015/FE.html> (consultation : mars 2015).

18. Sur le classement relatif des formations en fonction des différentes modalités de comptage possibles de leurs résultats, cf. « Départementales : qui a vraiment gagné le premier tour ? », *lemonde.fr*, 26 mars 2015.

19. « Le FN rate la pole position, la gauche résiste », *liberation.fr*, 22 mars 2015.

20. Voir sur ce point les cartes interactives et très utiles du *Monde*. Source : <http://www.lemonde.fr/carte-departements/> (consultation : avril 2015).

21. « Un record historique pour le parti, qui aurait doublé ses troupes depuis janvier 2012 » (*lefigaro.fr*, 31 octobre 2014) ; « Le Front national compte 83 000 adhérents, le plus haut niveau depuis sa fondation » (*huffingtonpost.fr*, 30 octobre 2014) ; « Le FN affirme avoir multiplié par 12 le nombre de ses adhérents depuis 2007 » (*lepoint.fr*, 31 octobre 2014).

22. Cette expression, qui resurgit à intervalles réguliers depuis une vingtaine d'années et a encore été abondamment employée par les commentateurs politiques à l'issue du scrutin européen de 2014, postule une homogénéité non seulement des partis désignés comme « populistes » mais également de leur évolution au niveau européen. Or, d'une part, des partis d'extrême droite nationaliste comme le Jobbik en Hongrie n'ont que peu à voir avec des partis conservateurs eurosceptiques comme l'Ukip au Royaume-Uni, des partis néo-nazis comme Aube dorée en Grèce ou encore des partis national-populistes comme le FN en France. Et, d'autre part, le succès de ces formations que l'on agrège comme si elles formaient un tout s'avère très variable. Pour prendre certains résultats des dernières élections européennes, là où le FPÖ autrichien a recueilli 19 % des voix, Romania Mare en Roumanie n'a récolté que 2,5 % ; là où le Parti populaire danois a obtenu 26 %, le Parti pour la liberté néerlandais n'a atteint que 12 %. Sur ce point, on se reportera à l'analyse de Jean-Yves Camus, *50 nuances de droite. Typologie des radicalités politiques en Europe*, note de l'Observatoire des radicalités politiques, n° 8, Fondation Jean-Jaurès, mai 2014.

23. Cf. le point 3.3. de cette étude.

LE FRONT NATIONAL N'EST PAS AUX « PORTES DU POUVOIR »

Si le FN n'est pas le premier parti de France, il est en revanche évident qu'il s'inscrit dans une dynamique politique renouvelée depuis que Marine Le Pen a été élue à sa présidence en janvier 2011. Pour nombre d'observateurs, cette dynamique s'expliquerait avant tout par la stratégie de « dédramatisation²⁴ » mise en œuvre par la présidente du FN dans le but de « conquérir le pouvoir²⁵ ». Le Front national serait ainsi devenu un parti « comme les autres »²⁶, normalisé, dont les succès électoraux répétés le placeraient « sur la route de l'Élysée²⁷ ». Or, si cette lecture a fini par s'imposer à force d'être tout à la fois co-construite et relayée par un trop grand nombre de médias²⁸, elle n'en relève pas moins de la fiction politique. Pour l'heure, le FN ne bénéficie ni de l'implantation, ni du réseau d'élus, ni même du nombre de cadres suffisants pour prétendre à l'exercice du pouvoir au niveau national. Au cours de ces derniers mois, l'organisation frontiste (à travers le FN ou le Rassemblement Bleu Marine) a certes réussi à recruter des individus pourvus d'un capital académique et/ou politique notable, parmi lesquels :

- Paul-Marie Coûteaux, ancien membre du cabinet de Jean-Pierre Chevènement au ministère de la Défense, ancien membre du cabinet de Philippe Séguin à la présidence de l'Assemblée nationale, ancien député européen villiériste ;
- Yves Bertrand, ancien directeur des Renseignements généraux de 1992 à 2004 ;

24. L'emploi des guillemets se justifie ici une nouvelle fois car ce terme appartient d'abord au vocabulaire frontiste – même s'il a été repris, par la suite, et sans plus de précaution ni d'explicitation, par les commentateurs et les acteurs politiques.

25. Une stratégie explicitement revendiquée par Marine Le Pen dans son discours de clôture du congrès du FN de janvier 2011.

26. Cf. par exemple : « Pour la moitié des Français, le FN est un parti comme les autres », leparisien.fr, 30 janvier 2015.

27. « Marine Le Pen : à l'Élysée peut-être dès 2017 », laprovence.com, 8 juillet 2013 ; « Marine Le Pen : et maintenant objectif Élysée 2017 », nouvelobs.com, 29 mai 2014 ; « Marine Le Pen, la marche vers l'Élysée », lepoint.fr, 30 octobre 2014.

28. Cf. le point 3.1. de cette étude.

- Bertrand Dutheil de La Rochère, ancien directeur des cabinets de Georges Sarre et de Jean-Pierre Chevènement, ancien premier secrétaire adjoint de la fédération de Paris du Mouvement républicain et citoyen ;
- Florian Philippot, diplômé de l'ENA et de HEC, ancien sympathisant chevènementiste, haut fonctionnaire à l'Inspection générale de l'administration rattachée au ministère de l'Intérieur ;
- Philippe Martel, diplômé de l'ENA, ancien collaborateur d'Alain Juppé ;
- Aymeric Chauprade, docteur en science politique, diplômé de Sciences Po ;
- Bruno Le Maire, docteur en mathématiques, docteur ès sciences économiques et diplômé d'Harvard ;
- Sébastien Chenu, ancien secrétaire national de l'UMP en charge de la culture, ancien chef de cabinet de Christine Lagarde sous le gouvernement Villepin.

Conclus dans le cadre de relations transactionnelles (c'est-à-dire en échange de postes à responsabilités ou de candidatures), ces ralliements ont été présentés par les principaux responsables frontistes comme autant de signes de l'« ouverture²⁹ » politique du parti et de sa capacité à se constituer un vivier de technocrates. Il reste que ces recrutements demeurent numériquement marginaux et, en tout état de cause, inférieurs à ceux que le FN avait pu enregistrer avant la scission de 1998. Bien plus, l'intégration de ces néo-frontistes ne s'opère pas sans difficultés ni tensions. Paul-Marie Coûteaux, qui était pourtant un important pourvoyeur de ressources pour le parti, a fini par en être écarté en avril 2014 en raison de désaccords avec Marine Le Pen. Après avoir connu des « débuts difficiles³⁰ » pour avoir dénoncé l'existence d'un « lobby gay³¹ » au sein de la direction frontiste, Aymeric Chauprade s'est vu

29. Pour Gilbert Collard, le ralliement de Sébastien Chenu constituerait ainsi la « preuve de l'ouverture du RBM » (cf. lepoint.fr, 11 décembre 2014).

30. Abel Mestre et Caroline Monnot, « Les débuts difficiles d'Aymeric Chauprade au FN », 15 décembre 2014. Source : <http://droites-extremes.blog.lemonde.fr/2014/12/15/les-debuts-difficiles-daymeric-chauprade-au-fn> (consultation : décembre 2014).

31. « Au FN, Marine Le Pen met au pas les tradis anti-gays », liberation.fr, 17 décembre 2014.

non seulement désavoué, mais également rétrogradé dans ses fonctions³² par Marine Le Pen, dont il était pourtant le proche conseiller³³. Florian Philippot est critiqué par certains cadres en raison de l'influence excessive qu'il exercerait sur Marine Le Pen³⁴. Mais il éprouve également des difficultés à trouver une légitimité auprès des militants de base³⁵ et se voit régulièrement admonesté par Jean-Marie Le Pen. L'arrivée de Sébastien Chenu a provoqué un mouvement de contestation au sein de plusieurs fédérations qui « ont fait remonter [au siège du parti] le mécontentement de leurs militants les plus traditionnels³⁶ ». De son côté, Bruno Gollnisch a émis des doutes quant à la sincérité de ces différents ralliements : « S'ils ne sont mus que par intérêt, ces personnalités nous laisseront tomber dès les premières difficultés. On en a fait l'expérience en 1986 en faisant élire des gens qui ne nous sont pas restés fidèles deux ans plus tard³⁷ ». En somme, l'ouverture politique ne va pas de soi au FN, qui peine comme par le passé à élargir ses équipes et à se professionnaliser³⁸. En septembre 2013, Steeve Brioso a certes pris la responsabilité d'un Comité de gestion et de suivi des administrations (CGSA) chargé de « constituer et de coordonner un réseau de cadres territoriaux (DGS, DGA, directeurs financiers...) amené demain à compléter les équipes d'encadrement et d'administration déjà existantes » du FN, mais on ignore tout du résultat de ce travail. De même, il est impossible d'évaluer avec précision le bilan des actions menées par le collectif Racine, qui a pour vocation de recruter de futurs cadres

32. Aymeric Chauprade s'est vu notamment retirer la responsabilité de la délégation des députés frontistes au Parlement européen, ainsi que sa charge de conseiller pour les affaires étrangères. Cf. « Marine Le Pen désavoue Aymeric Chauprade après ses propos sur les musulmans », *lefigaro.fr*, 19 janvier 2015 ; « Vidéo controversée : Marine Le Pen rétrograde Chauprade à simple député », *leparisien.fr*, 22 janvier 2015.

33. Ce déclassement est intervenu après la mise en ligne sur son blog d'une vidéo où il tenait des propos illicites sur l'islam et les musulmans. Cf. le point 2.4. de cette étude.

34. « Florian Philippot, le "gourou" de Marine Le Pen, incarne-t-il les impasses et les contradictions du FN actuel ? », entretien avec Sylvain Crépon, *atlantico.fr*, 8 mars 2013.

35. Cf. Sylvain Crépon, Nicolas Lebourg, « La stratégie de dédramatisation du FN oppose les technocrates à la base militante », *lemonde.fr*, 19 septembre 2014.

36. Cf. Raphaëlle Bacqué, « Le FN pour tous », *Le Monde*, 18 décembre 2014.

37. Cité dans « Le Front national va-t-il siphonner la droite et le centre ? » 20minutes.fr, 18 décembre 2014.

38. Sur l'histoire du Front national, on se reportera utilement à deux publications récentes : Valérie Igounet, *Le Front national de 1972 à nos jours. Le parti, les hommes, les idées*, Paris, Le Seuil, 2014 ; Dominique Albertini, David Doucet, *Histoire du Front national*, Paris, Tallandier, 2013.

frontistes dans le milieu enseignant et qui compterait, selon son secrétaire général Alain Avello, plus de 800 membres (chiffre non vérifiable mais sans doute surestimé).

On comprend dès lors un peu mieux qu'au sein même du FN, certains cadres pourtant proches de la direction déclarent redouter la perspective de devoir accéder aux responsabilités nationales. Marine Le Pen peut toujours se dire « prête à gouverner », y compris dans le cadre improbable d'une cohabitation avec François Hollande³⁹ ; d'aucuns en interne estiment à l'inverse qu'une telle issue serait « dramatique ». En septembre 2014, un responsable affirmait ainsi : « Vous imaginez demain "Marine" à l'Élysée ? Il n'y a pas assez de ministres ! Qui est son directeur de cabinet ? Qui est ambassadeur à Washington ? S'il n'y a qu'une dissolution, et qu'on peut avoir 150 députés, on met qui⁴⁰ ? ». Marine Le Pen et, plus largement, l'équipe dirigeante du FN comptent certes encore sur la gestion des mairies frontistes pour apporter la preuve que le parti d'extrême droite a toute légitimité pour prétendre à la conduite des affaires au niveau national. Mais certaines des municipalités dirigées par le FN ont connu des débuts chaotiques, entre :

- la politique menée à base de coups d'éclat à Béziers par Robert Ménard⁴¹ ;
- la condamnation à un an d'inéligibilité de Fabien Engelmann (Hayange) à la suite du rejet de ses comptes de campagne ;
- l'annulation de l'élection du maire du Pontet (Joris Hébrard) ;
- la condamnation à 3 000 euros d'amende de Julien Sanchez, le maire de Beaucaire⁴² ;

39. « Marine Le Pen prête à cohabiter avec François Hollande », *l'express.fr*, 29 août 2014.

40. Cité dans « FN : des doutes sur la capacité à gouverner au sein même du parti », *rtl.fr*, 9 septembre 2014.

41. Parmi les différentes mesures adoptées par la municipalité, rappelons : les arrêtés interdisant de cracher dans la rue, d'étendre le linge aux fenêtres ou d'installer des paraboles sur les balcons ; l'instauration du couvre-feu après 20 heures pour les moins de 13 ans ; le jumelage de la ville de Béziers avec Maaloula en Syrie ; la diffusion d'affiches vantant les mérites de l'armement de la police municipale ; la décision de débaptiser la rue du 19 mars 1962 (date de la signature des Accords d'Évian qui ont mis fin à la guerre d'Algérie) pour lui donner le nom d'un officier partisan de l'Algérie française, le commandant Elie Denoix de Saint-Marc.

42. Julien Sanchez a été condamné pour provocation à la haine raciale ou à la violence pour des commentaires écrits par des tiers et considérés comme racistes sur sa page Facebook.

- les départs en série du personnel municipal de la mairie de Mantes-la-Ville ;
- les différentes mesures qui tendent à contrarier la stratégie nationale de présentation du parti, telles que : l'augmentation du salaire de Joris Hébrard de 44 % (finalement annulée par la préfecture du Vaucluse) ; la hausse du salaire du maire de Luc-en-Provence, Philippe de La Grange, et de ses adjoints à hauteur de 15 % ; la revalorisation de 14,7 % du salaire de Marc-Etienne Lansade, maire de Cogolin, en plus de la création d'une nouvelle indemnité de frais de représentation ; la suppression de la gratuité de la cantine pour les enfants de familles démunies au Pontet ; la suppression de l'accueil du matin à l'école primaire pour les enfants de personnes sans emploi à Béziers⁴³
- autant de mesures dont il n'est fait aucune mention dans la brochure récemment éditée par le FN pour vanter le bilan de l'action de ses maires⁴⁴.

Penser que le FN est aux portes du pouvoir, c'est oublier encore que le parti d'extrême droite reste isolé sur la scène politique française – ce que les « marches républicaines » du 11 janvier 2015 et les débats qui les ont précédées ont rappelé⁴⁵. C'est aussi oublier que cet isolement constitue un obstacle majeur pour accéder au pouvoir dans un système politique dominé par le scrutin majoritaire à deux tours – comme l'ont encore nettement illustré les résultats du FN aux élections départementales. De ce point de vue, il paraît clair que le parti d'extrême droite « n'est pas encore une machine de second tour », comme le souligne à juste titre Gaël Brustier⁴⁶. La question des alliances politiques reste donc cruciale pour le FN, qui s'est mis en quête de soutiens extérieurs. En septembre 2013, les responsables du parti ont ainsi publié une « charte d'action municipale au service du peuple français » susceptible de servir

de plate-forme d'entente avec toute liste ou formation souhaitant nouer des accords en vue des élections locales de 2014. Or, le FN n'a réussi à fusionner ses listes avec la droite que dans deux villes (Villeneuve-Saint-Georges et L'Hôpital) et n'a apporté son soutien qu'à une seule liste (divers droite, à Sevran). Plus récemment, Marine Le Pen a bien appelé à la constitution d'une « grande alliance patriote⁴⁷ » avec les partis de Nicolas Dupont-Aignan, Jean-Pierre Chevènement et Philippe de Villiers. Mais une telle alliance paraît pour l'heure assez improbable. Comme le rappelle Jean-Yves Camus, les chevènementistes sont bien trop ancrés à gauche pour s'entendre avec le FN, tandis que les souverainistes de droite n'ont guère d'intérêt à s'allier avec le parti frontiste, sinon à perdre leur autonomie – comme l'illustre le cas récent du SIEL (Souveraineté, Indépendance et Libertés), qui avait été dirigé par Paul-Marie Coûteaux et sur lequel le FN a désormais la mainmise⁴⁸. À ce jour, seul le mouvement Agir pour la France (coordonné par un ancien proche de Paul-Marie Coûteaux) a répondu favorablement aux appels du FN. Mais il compte à peine une centaine d'adhérents et n'a aucun élu⁴⁹. Dans la perspective du troisième tour des élections départementales, Marine Le Pen a certes proposé une nouvelle « charte d'engagement politique pour le département ». Ce texte présentait huit « principes d'action » devant être préalablement acceptés par tout candidat à la présidence des départements souhaitant bénéficier des voix des élus frontistes⁵⁰. Mais force est d'admettre que cette nouvelle tentative pour sceller des alliances n'a guère reçu d'écho, et que les présidents des assemblées ont été élus sans le soutien des voix du FN. Le potentiel de coalition frontiste reste donc encore limité, restreignant sa capacité à accéder au pouvoir au niveau local comme au niveau national.

43. Sur l'action des maires du FN, cf. le dossier de *Libération*, 20-21 décembre 2014 (« Voyage dans les villes du Front. Le FN aux affaires ») ou encore l'article du *huffingtonpost.fr*, 30 septembre 2014 (« Villes dirigées par le Front national : quel bilan six mois après les municipales »).

44. Cf. Front national, « Communes Front national. Promesses tenues ! Ce que les médias ne vous diront pas, 2014 ». Disponible en ligne : www.frontnational.com/pdf/mairies-fn.pdf (consultation : décembre 2014).

45. Cf. « La présence ou non du FN à la marche républicaine de dimanche fait débat », *lemonde.fr*, 8 janvier 2015 ; « À Beaucaire, la marche républicaine réunit avant tout des frontistes », *lemonde.fr*, 12 janvier 2015.

46. « Le FN n'est pas encore une machine de second tour », *Le Monde*, 31 mars 2015. Cf. également Abel Mestre, « Le Front national rate son second tour », *Le Monde*, 31 mars 2015.

47. « Marine Le Pen évoque une grande alliance patriote », *nouvelobs.com*, 24 novembre 2014. Sur l'inspiration « buissonniste » de cette stratégie, cf. « Patrick Buisson, retour sur une stratégie politique vieille de trente ans : l'union de toutes les droites », *atlantico.fr*, 16 mars 2014.

48. Jean-Yves Camus, « Le Pen et le FN avec Dupont-Aignan et Chevènement ? Pourquoi on en est encore loin », *nouvelobs.com*, 26 novembre 2014.

49. « FN : d'anciens partisans de Pasqua et de Villiers soutiennent Marine Le Pen pour 2017 », *huffingtonpost.fr*, 24 février 2015.

50. « Le FN dévoile sa "charte d'engagement politique pour le département" », *lemonde.fr*, 31 mars 2015.

Enfin, il faut rappeler que le Front national peine toujours à être perçu comme un parti de gouvernement crédible et acceptable. Dans les enquêtes sondagières, dont les résultats doivent être interprétés avec précaution⁵¹, seuls 27 % des personnes interrogées reconnaissent à Marine Le Pen « l'étoffe d'un président de la République⁵² ». De même, 78 % déclarent ne pas lui faire confiance pour diriger le pays⁵³ et 65 % estiment que le FN n'est « pas capable » de gouverner⁵⁴. En dépit des efforts de sa présidente pour le « dédramatiser », le Front national reste ainsi considéré comme un parti protestataire.

51. Cf. les points 3.1.1. et 3.1.2. de cette étude.

52. Sondage CSA réalisé pour atlantico.fr, 30 août 2014.

53. Sondage CSA pour leparisien.fr, 10 mai 2014.

54. Sondage Odoxa pour I-télé-CQFD et Le Parisien-Aujourd'hui en France, 13 septembre 2014.

LE FRONT NATIONAL N'A PAS FONDAMENTALEMENT CHANGÉ

Si le FN n'est pas le premier parti de France et s'il n'est pas aux « portes du pouvoir », doit-on pour autant considérer qu'il est devenu un parti « comme les autres », normalisé ou « dédramatisé » ? Cette question appelle également une réponse négative. Il existe en effet bien plus d'invariants entre le FN mariniste et le FN lepéniste que de nouveautés. Pour en prendre la mesure, il suffit de comparer les principaux aspects du phénomène partisan frontiste : stratégie, programme, leadership, organisation et soutiens (électorat et militants).

LA STRATÉGIE DE « DÉDRAMATISATION » DE MARINE LE PEN N'EST PAS NOUVELLE

Avec le renouvellement du leadership frontiste s'est imposée l'idée selon laquelle la stratégie de dédramatisation de Marine Le Pen constituerait une nouveauté au Front national. Or, il est important de commencer par rappeler que la « dédramatisation » fait partie du répertoire stratégique ordinaire du parti⁵⁵. La création de l'organisation frontiste en 1972 procède de l'adoption même de cette stratégie. Le FN fut en effet fondé par les responsables du mouvement nationaliste-révolutionnaire Ordre nouveau dans le but de se

55. Pour une analyse des stratégies du Front national, cf. Guy Birenbaum, *Le Front national en politique*, Paris, Balland, 1992 ; Alexandre Dézé, *Le Front national : à la conquête du pouvoir ?*, Paris, Armand Colin, 2012.

constituer une façade politique légaliste et de participer aux élections législatives de 1973⁵⁶. Plus largement, le développement électoral du parti s'est toujours doublé d'un travail de « respectabilisation » de l'entreprise frontiste dans le but d'attirer de nouveaux soutiens. C'est ce travail que Marine Le Pen a décidé de relancer en janvier 2011, en cherchant à « transformer le Front national », pour en faire un « parti renouvelé, ouvert, efficace », un « instrument puissant [...] de conquête du pouvoir⁵⁷ ». Ce faisant, la présidente frontiste n'a fait que renouer avec la ligne stratégique adoptée une trentaine d'années plus tôt, au moment où le parti se lance ouvertement à la « conquête du pouvoir » – pour reprendre le mot d'ordre du congrès du FN qui se tient à Nice en 1990. Bien plus, force est de constater qu'elle a repris à son compte la plupart des actions qui avaient été lancées à l'époque.

Elle a tout d'abord tenté d'imposer un nouveau registre de discours euphémisé, en utilisant les notions de « priorité nationale », de laïcité ou de République. Or, ce travail d'ajustement sémantique est tout sauf nouveau. Il remonte au milieu des années 1980, lorsque Jean-Yves Le Gallou et Bruno Mégret, qui venaient de quitter les formations de la droite classique pour rejoindre le FN, suggérèrent d'adopter le concept de « préférence nationale » pour à la fois contourner la législation antiraciste et rendre plus acceptables les propositions xénophobes du parti. Quant au discours mariniste sur la laïcité et la République, il peut certes donner l'illusion d'un alignement sur les normes et les valeurs du système institutionnel français – et donc d'une rupture avec le FN lepéniste. En réalité, il sert surtout de ressort légitimant aux positions islamophobes du parti et s'inscrit, de fait, dans le cadre du travail discursif d'euphémisation du parti. Ainsi, lorsque Marine Le Pen évoque la laïcité, c'est en général pour mieux justifier les mesures discriminatoires qu'elle propose de prendre à l'égard des populations musulmanes⁵⁸.

56. Cf. Joseph Beaugard, Nicolas Lebourg, Jonathan Pedra, *Aux racines du FN. L'histoire du mouvement Ordre nouveau*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2014 (préface de Jean-Yves Camus).

57. Marine Le Pen, discours de clôture du congrès du Front national, Tours, 16 janvier 2011.

58. Cf. le point 2.2. de cette étude.

Marine Le Pen a également mis sur pied une structure périphérique susceptible d'accueillir toute personne souhaitant rallier le FN sans en devenir membre, autrement dit sans endosser le stigmate de la marque frontiste. C'est ainsi que le Rassemblement Bleu Marine (RBM) a vu le jour en mai 2012 dans la perspective des élections législatives, avant d'être transformé en association en septembre 2012, de servir de structure d'accueil à des transfuges (parmi lesquels Gilbert Collard et Sébastien Chenu), mais aussi de sigle pour des listes dites d'ouverture lors des élections municipales de 2014 – listes sur lesquelles ont également pu figurer des personnalités appartenant aux courants monarchistes, identitaires et nationalistes-révolutionnaires de l'extrême droite⁵⁹. Le RBM sert donc bien de façade « dédiable » au FN, dont la refonte idéologique et organisationnelle peut dès lors attendre. Mais il sert aussi d'« organisation parapluie » abritant « sous son toit plusieurs sensibilités idéologiques dont le FN, tout à sa stratégie de dédiable, ne souhaite pas assumer la présence en son sein même⁶⁰ ». Or, ce n'est pas la première fois que le parti d'extrême droite se dote d'une telle structure. À l'approche des élections législatives de 1986, les dirigeants frontistes avaient déjà mis sur pied un « Rassemblement national » (RN) dans le but de « regrouper tous ceux qui, parallèlement au Front, mènent un combat comparable au sien⁶¹ ». Il s'agissait alors, tout comme avec le RBM, de favoriser le recrutement de candidats extérieurs au FN, mais également de combler le déficit du parti en matière de personnel politique. En définitive, une trentaine de néo-frontistes rejoindront le FN sous l'étiquette RN. Et ils seront vingt à faire leur entrée à l'Assemblée nationale, à côté de quinze autres élus issus de la branche « historique » du parti.

59. Jean-Yves Camus, « À quoi sert le Rassemblement Bleu Marine ? À intégrer ceux que le FN dédiable n'assume plus », slate.fr, 19 mars 2014. Cf. également sur ce point Abel Mestre, Caroline Monnot, « Le Rassemblement Bleu Marine tourne à l'auberge espagnole d'extrême droite », 12 mars 2014. Source : <http://droites-extremes.blog.lemonde.fr/page/2> (consultation : décembre 2014).

60. Jean-Yves Camus, *art. cit.*

61. Damien Bariller et Franck Timmermans, *20 ans au Front. L'histoire vraie du Front national*, Paris, Éditions nationales, 1993, p. 66. Les deux auteurs sont cadres du FN à l'époque de la publication de cet ouvrage hagiographique.

L'un des autres ressorts de la stratégie mariniste a consisté à créer en avril 2010 un think tank, Idées Nation, initialement présenté par son premier responsable, Louis Aliot, comme une « structure autonome et indépendante⁶² ». Or, les fonctions de ce « club de réflexion » censé constituer « un arsenal intellectuel et technique⁶³ » au service de la présidente du FN ne diffèrent en rien de celles du « Conseil scientifique » créé à la fin des années 1980 par Bruno Mégret. Dans un même contexte stratégique de conquête du pouvoir, il s'agissait déjà d'assurer le « rayonnement intellectuel⁶⁴ » du parti, mais aussi de combler son déficit d'expertise tout en crédibilisant ses propositions programmatiques. S'inscrivant dans une démarche identique, l'actuel think tank du FN s'est fixé comme objectif de réunir des « universitaires » et des « professionnels reconnus⁶⁵ » dont l'extériorité partisane est censée constituer le gage de leur neutralité et donc, au-delà de leur titre, le fondement légitime de leur expertise. L'examen de la liste des participants aux différentes activités de ce « club », et notamment aux quelques « colloques » ou « tables rondes⁶⁶ » qui ont été organisés, témoigne cependant des difficultés du FN à mobiliser la communauté scientifique française. On y retrouve certes quelques intellectuels ou savants titulaires de titres et de diplômes. Mais, le plus souvent, soit ils évoluent en dehors du champ académique proprement dit (comme Norman Palma, docteur en philosophie et en économie, ou Gérard Lafay, docteur en sciences économiques, diplômé de Sciences Po Paris), soit ils sont déjà connus pour leur proximité avec la droite extrême ou certains membres du FN – à l'instar de François Costantini, docteur en science politique de l'université Paris I, diplômé de Sciences Po Paris, professeur associé à l'université de Beyrouth, auteur notamment des *Relations internationales en fiches* paru chez Ellipses, et proche d'Aymeric Chauprade. Quant aux « professionnels reconnus », soit ils

62. Source : <http://clubideesnation.fr/colloque-idees-nation-la-republique-face-aux-zones-de-non-droit> (consultation : décembre 2014).

63. Source : <http://ideesnation.fr/p/propos-de-club-idees-nation.html> (consultation : juin 2011).

64. Front national, Institut de formation nationale, *Militer au Front*, Paris, Éditions nationales, 1991, p. 41.

65. Pour reprendre les appellations employées.

66. Idem.

sont déjà membres du FN (Wallerand de Saint-Just, Louis Aliot, Bruno Le Maire, désormais en charge du think tank, Gilbert Collard, Thibaut de la Tocnaye, Michel Stirbois, Patrick Hays), soit ils appartiennent à des organisations défendant des idées proches (La Manif pour tous pour Camel Bechikh, Riposte laïque pour René Marchand). À l'instar du Conseil scientifique, Idées Nation est donc essentiellement une vitrine. Sa simple existence doit permettre au FN de se donner les allures d'un « laboratoire d'idées⁶⁷ », de montrer qu'il est capable de produire de la matière grise tout en se conformant à l'image des autres formations partisans du jeu politique, dont la plupart ont désormais leur propre fondation (la Fondation pour l'innovation politique pour l'UMP, la Fondation Jean-Jaurès pour le Parti socialiste) ou think tank (Terra Nova pour le Parti socialiste). La notoriété et l'activité d'Idées Nation s'avèrent cependant en deçà de celles du Conseil scientifique, qui a pu compter jusqu'à une trentaine de membres (dont certaines figures universitaires relativement établies comme Jules Monnerot, Jacques Robichez ou Pierre Milloz), qui possédait sa propre « revue d'études », *Identité*, et publiait même des ouvrages et des actes de colloques. Principal lieu et relais de ses activités, le site internet d'Idées Nation témoigne par ailleurs d'un net déclin depuis 2011 : six colloques à ce jour, dont quatre en 2011, un en 2012 et un en 2013, une quarantaine de contributions sous forme de tribunes ou de courtes analyses rédigées pour l'essentiel entre 2011 et 2012.

Dans son entreprise de dédramatisation, la direction frontiste a également misé sur la constitution de collectifs thématiques : le collectif Racine pour les « enseignants patriotes », le collectif Marianne pour la « jeunesse patriote », le collectif Audace pour les jeunes actifs, le collectif Cardinal pour les patrons de PME-PMI, le collectif Nouvelle Écologie pour traiter des questions environnementales. Mais ces structures satellites ne font que prolonger l'action des anciens « cercles » nationaux créés à partir du milieu des années 1980 pour tenter, dans la même optique, de mobiliser la société civile

67. Selon les termes utilisés par Marine Le Pen dans son allocution de clôture du premier colloque organisé par le think tank sur le thème « La République face aux zones de non-droit », Paris, 16 juin 2011.

et s'assurer le soutien de divers secteurs socioprofessionnels : banque (Cercle national de la banque), fonction publique (Cercle national fonction publique), Éducation nationale (Cercle Éducation nationale), jeunes (Cercle national des étudiants de Paris), santé (Cercle national du corps de santé, Cercle national de défense des handicapés), agriculture (Cercle national des agriculteurs), restauration (Cercle national des professionnels des métiers de la table), transports (Cercle national mer et ports, Cercle national RATP...), etc.⁶⁸. Au début des années 1990, le FN compte ainsi plus d'une vingtaine de « cercles ». En réalité, ils sont assez peu actifs. Quoi qu'il en soit, on ne saurait considérer la création des nouveaux collectifs frontistes comme des opérations inédites ou exceptionnelles pour le FN. C'est pourtant l'impression qui ressort à la lecture des nombreux articles et reportages consacrés à leur lancement⁶⁹. Or, qu'il s'agisse des cercles d'hier ou des collectifs d'aujourd'hui, l'activité de ces structures importe moins que leur existence même. Comme le rappelle Sylvain Crépon, l'enjeu pour le FN est surtout médiatique : « En communiquant sur ces collectifs, le Front national cherche à montrer qu'il se normalise à l'image des autres partis⁷⁰ ».

D'autres actions de « dédramatisation » ont été entreprises par le FN. Mais, encore une fois, il importe de souligner qu'elles n'ont rien d'inédit et qu'elles se déploient dans le cadre du répertoire stratégique ordinaire du parti. La politique de main tendue du FN en direction de la droite trouve ainsi de nombreuses illustrations dans le passé. On peut citer les élections municipales de Dreux en 1983, où le FN présente une liste commune avec le RPR pour finalement siéger avec 9 élus au conseil municipal ; ou les élections régionales de 1998, à l'issue desquelles cinq présidents de région UDF sont désignés grâce

68. Pour une présentation de ces structures périphériques du FN, cf. Guy Birenbaum, *Le Front national en politique*, op. cit. ; Jean-Yves Camus, René Monzat, *Les Droites nationales et radicales en France*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1992.

69. « Le Front national se met au vert », lefigaro.fr, 11 décembre 2014 ; « Écologie : le Front national se met au recyclage », liberation.fr, 9 décembre 2014. Pour une analyse critique des rapports entre écologie et extrême droite, cf. l'entretien accordé par Stéphane François sur le site internet des *Inrocks*, 9 décembre 2014 (« L'idée d'une écologie patriote semble étrange, et assez peu cohérente »).

70. « Les collectifs du FN : un enjeu plus médiatique que politique », lefigaro.fr, 3 septembre 2014.

au soutien du FN. De la même manière, les exclusions de membres trop radicaux, la formation interne (assurée hier par l'Institut de formation nationale, aujourd'hui par les campus Bleu Marine) ou la valorisation de la présence de jeunes militants censée attester la modernité partisane du FN (hier Samuel Maréchal, aujourd'hui Julien Rochedy) font partie des pratiques stratégiques routinières du parti depuis le début des années 1990.

Enfin, il convient de rappeler que, pour se respectabiliser, le FN a toujours cherché à attirer des individus extérieurs dont les diplômes, les fonctions professionnelles, la notoriété médiatique ou l'origine politique pouvaient constituer un capital symbolique exploitable à des fins de légitimation. On l'a vu, un certain nombre de transfuges ont déjà rejoint le parti. À la liste des personnalités déjà évoquées, il faut encore ajouter les noms de l'avocat médiatique Gilbert Collard, de l'humoriste Jean Roucas, de l'ancien mannequin Bruno Clavet, de l'ancien secrétaire général de l'association Reporters sans frontières Robert Ménard ou de l'ancien secrétaire général du groupe centriste de Seine-Saint-Denis, Julien Odoul. Plus ces ralliements paraissent a priori improbables, plus ils suscitent l'attention médiatique, et plus les gages de normalité qu'ils apportent au FN sont élevés. Cependant, on aurait tort de considérer ces soutiens comme un phénomène extraordinaire dont l'explication tiendrait à la seule « dédramatisation » supposée du FN. Le parti ayant renoué avec une dynamique électorale positive, il offre aux personnes qui le rejoignent des perspectives de profit matériel et symbolique (postes, candidatures, visibilité médiatique) qu'elles ne trouvent pas nécessairement ailleurs, y compris lorsqu'il s'agit d'individus ayant déjà une carrière importante derrière eux. On ne saurait comprendre autrement les multiples ralliements qui ont scandé l'histoire du FN⁷¹ ni oublier que, par le passé, les « prises de guerre » – comme elles sont surnommées dans le vocable journalistique⁷² – ont

71. Guy Birenbaum, Bastien François, « Unité et diversité des dirigeants frontistes », in Nonna Mayer, Pascal Perrineau (dir.), *Le Front national à découvert*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996 [1989], p. 86.

72. Voir les articles parus sur le FN dans 20minutes.fr (18 décembre 2014), lefigaro.fr (16 décembre 2014) et le huffingtonpost.fr, 24 février 2015.

pu être plus éclatantes que celles remportées par Marine Le Pen : qu'il s'agisse de Bruno Mégret, polytechnicien, ingénieur des Ponts et Chaussées, diplômé de l'université de Berkeley, conseiller technique au cabinet ministériel à la Coopération de 1979 à 1981, membre du Comité central du RPR de 1978 à 1981 ; de Jean d'Ormesson, diplômé de l'Essec, membre du Centre national des indépendants et paysans, député de 1958 à 1962, député européen élu sur la liste UDF conduite par Simone Veil ; ou encore du petit-fils du général de Gaulle, Charles de Gaulle, candidat sur listes frontistes aux élections européennes de 1999 et aux élections municipales de 2001.

La stratégie de dédramatisation de Marine Le Pen n'est donc pas nouvelle, ni dans son principe, ni dans ses modalités. Sa réactivation témoigne simplement de l'inscription du parti dans une logique intensive de conquête du pouvoir, comme cela s'est déjà produit dans l'histoire du Front national.

UN PROGRAMME QUI REPOSE TOUJOURS SUR LES FONDAMENTAUX DU PARTI

On a beaucoup glosé depuis 2011 sur la nouveauté supposée du Front national, mais sans se demander si le programme du parti – qui est au fondement de son identité politique – avait lui-même changé. Or, l'examen du « projet » frontiste, qui fait office de programme officiel depuis 2012 et se décline sous deux formats (l'un exhaustif, l'autre synthétique⁷³), montre que le parti d'extrême droite campe toujours sur ses fondamentaux – même en tenant compte des prises de position de Marine Le Pen depuis 2011. On retrouve en

73. « Notre projet. Programme du Front national », Paris, 2012 (version PDF non paginée disponible sur le site internet du parti : www.frontnational.com/pdf/Programme.pdf, dernière consultation : décembre 2014) ; « Mon projet pour la France et les Français, 2012 » (version PDF paginée disponible sur le site internet du parti : www.frontnational.com/pdf/projet_mlp2012.pdf, dernière consultation : décembre 2014).

effet dans ce corpus l'essentiel des éléments constitutifs du noyau dur de l'idéologie frontiste :

- la *critique antisystème* (« le système UMPS » ; les « grands » partis, ces vieux mastodontes, archétypes d'un système à bout de souffle » ; le « monstre à trois têtes technocratiques "FMI-BCE-UE"⁷⁴ » ; « cette fausse alternance, mes chers amis, cette fausse alternance entre l'UMP, le PS, ou leurs satellites, tous ces partis du système, tous ces représentants de la Caste⁷⁵ ») ;
- la *préférence nationale* (« la priorité nationale pour le logement social » ; « les entreprises se verront incitées à prioriser l'emploi, à compétences égales, des personnes ayant la nationalité française » ; « les allocations familiales seront réservées aux familles dont un parent au moins est français ou européen⁷⁶ ») ;
- la *défense de la nation* (« il reste la colonne vertébrale de la nation, la seule chose qui importe. Il en découle la défense de l'identité, des libertés, de la souveraineté. Ce qui a changé, ce sont les dangers, les maux. Nous adaptons la défense de la nation aux nouvelles formes d'agression qu'elle subit⁷⁷ ») ;
- le *rejet de l'Union européenne et la sortie de la zone euro* (« l'UE est une anomalie mondiale » ; elle « est comme l'Union soviétique maintenant : elle n'est plus améliorable⁷⁸ » ; « il n'y a qu'une solution pour lutter contre le déficit, d'abord créer une monnaie nationale pour sortir du carcan de l'euro⁷⁹ ») ;
- la notion de décadence (« nous sommes au bout d'un système », « la nation est en proie à la dislocation⁸⁰ ») ;
- le *rejet de l'immigration et des immigrés* ou, plus largement, de l'étranger, de l'autre, quelle que soit son origine ou sa religion, avec une dimension islamophobe déjà présente mais de plus en plus marquée⁸¹ (« l'immigration massive met à mal notre identité nationale et amène avec elle une

74. Discours de clôture de Marine Le Pen, université d'été du FN, Nice, 11 septembre 2011.

75. Discours de campagne de Marine Le Pen, meeting de Bordeaux, 22 janvier 2012.

76. « Notre projet. Programme du Front national », *op. cit.*

77. Entretien de Marine Le Pen accordé au *Journal du dimanche*, 2 novembre 2014.

78. Entretien de Marine Le Pen accordé à RFI, l'AFP et *Libération*, 15 octobre 2013.

79. Discours de meeting de Marine Le Pen, Paris, 18 mai 2014.

80. Discours de clôture de Marine Le Pen, congrès du Front national, Tours, 16 janvier 2011.

81. Sur le concept d'altérophobie, cf. Nicolas Lebourg, « La diffusion des péjorations communautaires après 1945. Les nouvelles altérophobies », *Revue d'éthique et de théologie morale*, 267, décembre 2011, pp. 39-58.

islamisation de plus en plus visible » ; « des mesures d'ordre constitutionnel, législatif et réglementaire doivent être prises au plus vite pour stopper aussi bien l'immigration légale que clandestine⁸² » ; « suppression du droit du sol et réforme en profondeur du code de la nationalité » ; « suppression du regroupement familial » ; « suppression, dans le droit français, de la possibilité de régulariser les clandestins » ; « suppression des pompes aspirantes de l'immigration clandestine, telle que l'Aide médicale d'État, réservée aux migrants clandestins⁸³ » ; « on va demander beaucoup d'efforts aux Français pour payer aux migrants seniors des allers-retours dans leur pays d'origine, c'est-à-dire que vous allez leur payer des vacances⁸⁴ » ;

- la *dénonciation de l'insécurité et sa mise en relation avec l'immigration et les immigrés* (« d'où vient cette insécurité grandissante ? De ce laxisme d'État avec lequel je romprai. Mais aussi, pourquoi le nier, de l'immigration, de l'immigration massive, de l'immigration incontrôlée, de l'immigration favorisée⁸⁵ » ; « combien de Mohamed Merah dans les bateaux, les avions, qui chaque jour arrivent en France remplis d'immigrés ? » ; « combien de Mohamed Merah parmi les enfants de ces immigrés non assimilés⁸⁶ ? ») ;
- la *dénonciation du chômage et sa mise en relation avec l'immigration et les immigrés* (« lorsque près de 5 millions de nos compatriotes sont au chômage, quel intérêt peut-il y avoir à faire entrer légalement 203 000 immigrés supplémentaires chaque année dont 5 % seulement ont un contrat de travail [...]⁸⁷ ? ») ;
- la *condamnation de la « mondialisation », du « mondialisme » et du « multiculturalisme »* (« la négation des identités nationales, l'immigration massive, le multiculturalisme comme doctrine, le communautarisme, tous ces fléaux contemporains participent du projet mondialiste⁸⁸ ») ;

82. « Notre projet. Programme du Front national », *op. cit.*

83. *Ibid.*

84. Discours de Marine Le Pen, Reims, 17 février 2014.

85. Discours de clôture de Marine Le Pen, université d'été du Front national, Marseille, 15 septembre 2013.

86. Discours de campagne Marine Le Pen, meeting de Nantes, 25 mars 2012.

87. Discours de clôture de Marine Le Pen, université d'été du FN, Nice, 11 septembre 2011.

88. Discours de campagne de Marine Le Pen, meeting de Rouen, 15 janvier 2012.

- la *restauration de la souveraineté populaire et l'instauration du référendum* (« redonner la parole au peuple français par le recours au référendum pour les choix politiques importants⁸⁹ ») ;
- la *rétablissement de la peine de mort* (« la peine de mort sera rétablie, ou la réclusion criminelle à perpétuité réelle sera instaurée⁹⁰ » ; « un système pénal ne peut pas tenir sans peine capitale. La disparition de la peine de mort a effondré l'échelle des peines⁹¹ »).

Les grands principes structurants de la vision du monde frontiste n'ont donc guère changé. Pourtant, certains observateurs ont considéré que les positions du Front national avaient pu évoluer, notamment sur le social, l'État, la République, l'école, le féminisme ou encore l'homosexualité.

Concernant la dimension sociale, en réalité, le tournant du FN ne date pas de la présidence de Marine Le Pen mais d'il y a vingt ans, sous le leadership de Jean-Marie Le Pen. En effet, c'est à partir du huitième congrès de 1990 que les dirigeants frontistes commencent à s'y intéresser – inflexion qu'il convient de rapporter à l'évolution de la composition sociologique de l'électorat frontiste, qui compte à partir du début des années 1990 un nombre croissant d'ouvriers, d'employés et de chômeurs. Rédigées en 1992, les « 51 mesures pour faire le point sur le social » constituent l'armature de base du programme social du FN. Elles préconisent notamment de « lutter contre la pauvreté », de « revaloriser le travail », de « développer la propriété populaire », de « favoriser la famille », de « juguler le chômage » et de « garantir les avantages sociaux ». Comme aujourd'hui, ces mesures sont toutes passées au prisme de la préférence nationale (RMI, HLM, allocations familiales, aides sociales devant être prioritairement attribués aux Français). C'est également à cette époque que le FN rompt pour la première fois avec l'ultralibéralisme. À partir de 1992, les responsables du parti dénoncent de plus en plus vigoureusement

89. « Mon projet pour la France et les Français », *op. cit.*

90. *Ibid.*

91. Propos de Marine Le Pen, rapporté dans « Le Pen fonce sur la guillotine », *liberation.fr*, 13 mars 2015.

le « mondialisme croissant », « l'utopie libre-échangiste⁹² », et prônent un « nouveau protectionnisme » pour mieux défendre le marché de l'emploi – soit un positionnement semblable à celui que Marine Le Pen a adopté depuis le congrès de Tours, plus particulièrement sous l'influence de Florian Philippot : contre « l'ultralibéralisme », pour le « protectionnisme économique et social » (réservé aux nationaux)⁹³. À partir du milieu des années 1990, la « défense des travailleurs » devient en outre l'un des thèmes du discours frontiste, les dirigeants tentant de s'approprier le monopole de la représentation du social. L'un des principaux slogans de l'époque est « Le social, c'est le Front national⁹⁴ ». En 1996, lors de la fête de Jeanne d'Arc (que le FN célèbre le 1^{er} mai depuis l'élection présidentielle de 1988 pour la faire coïncider avec la fête du travail), Jean-Marie Le Pen salue « la longue lutte des travailleurs et des syndicats pour plus de justice, plus de sécurité, plus de liberté dans le travail⁹⁵ », dans un registre donc proche de celui de Marine Le Pen, qui invitait à défilier le 1^{er} mai 2011 « en l'honneur des travailleurs⁹⁶ ». De fait, le FN mariniste s'inscrit ici plutôt dans la continuité du FN lepéniste, même si l'importance accordée aux thématiques sociales s'est accentuée depuis 2011.

Concernant la conception de l'État, le FN actuel s'avère sans conteste plus interventionniste que le FN ancien⁹⁷. La défense du service public, pour ne prendre que cet exemple, fait désormais partie des axes clairement identifiés du programme frontiste – même si ce mot d'ordre s'affichait déjà en tête des cortèges manifestants de l'organisation d'extrême droite au milieu des années 1990⁹⁸. De

92. *Le Monde*, 7 novembre 1992.

93. Cf. par exemple le discours prononcé par Marine Le Pen à Bompas le 11 mars 2011, qui avait pour thème : « La vague bleu Marine, la vague sociale ».

94. Encore repris par Marine Le Pen dans une des vidéos de son site internet (marinelepen.com) : https://www.youtube.com/watch?v=2y_RqcWfy8o (consultation : décembre 2014).

95. Cité par *Libération*, 29 mars 1997.

96. Cité par *Le Monde*, 1^{er} mai 2011.

97. Pour une grille de lecture complémentaire de la conception mariniste de l'État, cf. Nicolas Lebourg, « Le "marinisme" : un souverainisme intégral », *Le Nouvel Observateur*, 8-15 mai 2014, pp. 44-45.

98. Comme le rappelle Erwan Lecœur dans *Un néopopulisme à la française. Trente ans de Front national*, Paris, La Découverte, 2002, p. 88.

là à conclure que le programme du FN serait devenu de gauche, il existe un fossé que certains journalistes politiques n'ont pourtant pas hésité à franchir⁹⁹. Comme le démontrent Delphine Espagno et Stéphane François¹⁰⁰, le FN aborde tout d'abord la question du service public dans une visée instrumentale. Son évocation permet de nourrir le discours critique de ses responsables à l'égard de l'« UMPS » (qui serait à l'origine de son démantèlement) et de l'Union européenne (rendue pour partie responsable de sa libéralisation et de sa privatisation). La façon dont le FN conçoit les services publics s'avère ensuite aux antipodes des principes universalistes qui en sont au fondement. Elle repose en effet sur des ressorts exclusionnaires. C'est ce qu'illustrent assez bien les mesures de restriction en matière d'accueil qui ont été adoptées à Béziers et, plus largement, le fait que, selon le FN, la défense du service public doit reposer sur le principe de la préférence nationale¹⁰¹. Enfin, cette nouvelle revendication du parti d'extrême droite s'inscrit dans la lignée de l'une de ses plus anciennes propositions, l'instauration d'un « État fort¹⁰² » conforté dans ses fonctions régaliennes : « Le redressement des services publics constitue [...] un axe essentiel du projet présidentiel, et s'inscrit en cohérence avec la restauration d'un État fort, partout sur le territoire¹⁰³ » ; « Ma conviction profonde est que la France et le peuple français ont plus que jamais besoin d'un État fort. [...] La réponse de l'État doit être policière, judiciaire, carcérale, administrative pour les reconduites systématiques à la frontière, et éducative¹⁰⁴ ». De ce point de vue, Marine Le Pen ne rompt donc que partiellement avec la vision de son père. Cela vaut aussi pour ses aspirations « républicaines ».

99. « En lisant le programme du FN, j'ai eu l'impression de lire le programme commun de la gauche », a pu déclarer l'animateur de RMC Jean-Jacques Bourdin. Cité par Éric Dupin, « Le Front national sur un plateau », *Le Monde diplomatique*, mars 2014.

100. Delphine Espagno, Stéphane François, « Le Front national et les services publics comme enjeu politique », in Sylvain Crépon, Alexandre Dézé, Nonna Mayer (dir.), *Le Front national : un parti en transition ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015 (à paraître).

101. *Ibid.*

102. « Notre projet. Programme du Front national », *op. cit.*

103. Cité par Delphine Espagno, Stéphane François, *op. cit.* Source : www.frontnational.com/le-projet-de-marine-le-pen/autorite-de-letat/services-publics (consultation : janvier 2015).

104. Marine Le Pen, discours de clôture du congrès du Front national, Tours, 16 janvier 2011.

Rappelons tout d'abord que l'apparition de la sémantique républicaine au FN est antérieure à l'élection de Marine Le Pen à la présidence du FN¹⁰⁵. En 1995, le slogan de la campagne présidentielle de Jean-Marie Le Pen était : « En avant, pour la sixième République ». Ensuite, il faut se souvenir que le principe de la préférence nationale, qui demeure la pierre angulaire de la pensée frontiste, s'avère en pleine contradiction avec les principes constitutionnels de la République. En effet, du point de vue des droits sociaux, les étrangers en situation légale doivent être traités comme des nationaux. Les quelques tentatives d'application de ce principe dans les communes frontistes ont ainsi été jugées illégales¹⁰⁶. Ce qui explique la volonté de Marine Le Pen d'inscrire la « préférence nationale dans la Constitution¹⁰⁷ » (une proposition qui, là encore, n'a rien d'inédit puisqu'elle faisait déjà partie du programme du FN dans les années 1990¹⁰⁸). Enfin, il faut bien comprendre que si, dans leur quête de respectabilité, les responsables frontistes ont cherché à s'approprier un certain nombre de mots et de valeurs associés à la République, c'est pour mieux les dévoyer et les mettre en conformité avec l'orthodoxie frontiste. Ce processus de « dérive sémantique¹⁰⁹ », pour reprendre l'expression de Cécile Alduy, se repère tout particulièrement dans les usages marinistes de la notion de laïcité. La présidente du FN la conçoit en effet dans une double perspective, à la fois « maximaliste » (ce qui revient à limiter la libre expression religieuse à la sphère privée), mais aussi « sélective » (ce qui revient à en nier les fondements mêmes)¹¹⁰. Ainsi cette conception semble devoir surtout s'appliquer aux

105. Cf. sur ce point Sylvain Crépon, *Enquête au cœur du nouveau Front national*, Paris, Nouveau Monde Éditions, 2012, p. 171 et suiv.

106. En janvier 1999, Catherine Mégret et son premier adjoint Hubert Fayard sont mis en examen pour discrimination et incitation à la discrimination à la suite d'une plainte avec constitution de partie civile de l'Union nationale des associations familiales après l'attribution par la mairie de Vitrolles d'une prime de naissance préférentialiste aux parents européens. Cette prime de 5 000 francs (754 euros) avait été jugée illégale le 17 avril 1998 par le tribunal administratif de Marseille. Cf. *Le Monde*, 27 janvier 1999.

107. Marine Le Pen, discours de clôture du congrès du Front national, Tours, 16 janvier 2011.

108. « Les réformes qu'engagerait un gouvernement Front national », *Libération*, 1^{er} avril 1997.

109. Cécile Alduy et Stéphane Wahnich, *Marine Le Pen prise aux mots. Décryptage du nouveau discours frontiste*, Paris, Le Seuil, 2015, p. 94.

110. *Ibid.*, p. 95.

populations de confession musulmane : « L'État doit censurer et sanctionner toutes les atteintes à la loi de 1905, s'agissant par exemple de la participation publique directe ou indirecte à la construction de mosquées. Il doit interdire l'aménagement d'horaires particuliers dans les piscines pour les femmes musulmanes ou l'introduction d'interdits religieux alimentaires dans les cantines scolaires¹¹¹ ». « Ainsi, conclut Cécile Alduy, Marine Le Pen greffe-t-elle sur des laïcus républicains en apparence inattaquables un discours d'extrême droite pur jus, identitaire, islamophobe et anti-immigration. Le discours policé est vite doublé par son envers extrémiste, mais il a rempli sa fonction de légitimation morale¹¹² ».

De façon similaire, les positions adoptées par Marine Le Pen sur l'école ont pu surprendre tant le FN, sa nouvelle présidente mais aussi Jean-Marie Le Pen défendaient jusqu'alors des positions plutôt hostiles à l'égard des enseignants et de l'Éducation nationale¹¹³. Si Marine Le Pen entend donc désormais mettre fin à ce qu'elle appelle un « malentendu¹¹⁴ », il reste que sa conception de l'école demeure conforme à la vision autoritaire du monde frontiste, puisqu'elle consiste pour l'essentiel à « rétablir la discipline, rétablir les punitions et les appliquer, [...] appliquer la tolérance zéro [en matière de sécurité], équiper les établissements de portails électroniques, faire appel à la police en cas de besoin¹¹⁵ ».

Une analyse identique peut être menée à propos de la tolérance apparemment accrue du FN aux valeurs féministes et à l'homosexualité. Comme l'a montré Sylvain Crépon, ces évolutions s'ancrent avant tout, là encore, dans

111. Discours de clôture du congrès du Front national, Tours, 16 janvier 2011.

112. Cécile Alduy et Stéphane Wahnich, *op. cit.*, pp. 98-99.

113. Dans son autobiographie parue en 2006, Marine Le Pen évoque ainsi la « dérive de l'Éducation nationale, qui n'a pas su porter la neutralité comme une valeur pérenne [et] porte une lourde responsabilité dans le climat délétère qui règne aujourd'hui en son sein ». Cf. Marine Le Pen, *À contre flots*, Paris, Grancher, 2006, p. 56.

114. Sur ce point, voir le décryptage proposé par le journal en ligne Mediapart.fr dans son édition du 13 février 2012.

115. Allocution de clôture du deuxième colloque du club Idées Nation sur le thème « Comment redresser l'école de la République », Paris, 29 septembre 2011.

une conception xénophobe. Le chercheur parle ainsi à juste titre d'un « national-féminisme » érigé par les frontistes en une sorte de contre-modèle de la façon dont l'islam concevrait, selon eux, la place de la femme dans la société et qu'ils jugent tout à la fois rétrograde et incompatible avec la culture démocratique occidentale¹¹⁶. De même, la présence de personnes homosexuelles au FN et sa surmédiatisation à des fins stratégiques de normalisation politique semblent plutôt relever d'une logique « homonationaliste¹¹⁷ » visant à instrumentaliser la cause homosexuelle à des fins xénophobes. Ainsi, on est encore loin d'une libéralisation du parti et de ses membres sur la question des mœurs¹¹⁸.

En conclusion, il apparaît donc que les orientations programmatiques du Front national n'ont pas fondamentalement changé. La seule exception tient à quelques points relatifs à l'économie qui, il est vrai, occupe une place croissante dans l'offre du parti. Ainsi, le FN se montre désormais hostile à la suppression de l'impôt sur la fortune. Il est également favorable à la nationalisation des entreprises bancaires en difficulté. Si l'on ajoute à ces aspects ceux qui ont été évoqués précédemment, on peut sans doute considérer, comme le suggère Gilles Ivaldi, que le FN se place aujourd'hui « parmi les mouvements les plus économiquement à gauche », non pas du spectre politique, mais de « la constellation radicale populiste¹¹⁹ ». Il reste, comme on l'aura noté, que ces

116. Sylvain Crépon, *Enquête au cœur du nouveau Front national*, op. cit., p. 241 et suiv.

117. Sur cette notion : « Homo et d'extrême droite : qu'est-ce que l'homo-nationalisme ? », lemonde.fr, 22 décembre 2014. Pour une analyse plus approfondie, cf. « Nationalismes sexuels. Reconfigurations contemporaines des sexualités et des nationalismes », *Raisons politiques*, n° 49, janvier 2013 (numéro spécial, sous la direction d'Alexandre Jaunaït, Amélie Le Renard, Élisabeth Marteu).

118. Rappelons qu'en mars 2015, l'ensemble des eurodéputés frontistes a voté contre le paragraphe 45 du « Rapport sur les progrès accomplis en matière d'égalité entre les femmes et les hommes dans l'Union en 2013 », paragraphe insistant notamment sur le fait que les femmes « doivent avoir le contrôle de leur santé et de leurs droits sexuels et reproductifs », notamment « grâce à un accès aisé à la contraception et à l'avortement ». À l'occasion des débats parlementaires sur ce texte, Aymeric Chauprade a notamment estimé que l'avortement était une « arme de destruction massive contre la démographie européenne ». Les députés frontistes ont par ailleurs rejeté l'article 5 de ce même texte, qui souligne « qu'une participation égale des femmes et des hommes au marché du travail permettrait d'augmenter de manière substantielle le potentiel économique de l'Union européenne ». Cf. « Égalité hommes-femmes : au Parlement européen, le FN vote contre... », metronews.fr, 19 mars 2015.

119. « Le Front national n'a pas encore atteint le statut de parti de gouvernement », lemonde.fr, 11 septembre 2014.

inflexions n'ont pas entamé le cœur du logiciel frontiste¹²⁰. De ce point de vue, il faut également remarquer que les premières mesures prises par les nouveaux maires frontistes tendent plutôt à s'inscrire dans la lignée de l'orthodoxie du parti : réduction du financement ou suppression des locaux pour les associations de défense des droits de l'homme, de lutte contre le racisme ou pour celles jugées trop proches de la gauche à Hénin-Beaumont, Villers-Cotterêts, Mantes-la-Ville et Fréjus ; suppression d'ateliers de danse ou de spectacles orientaux à Hayange et à Cogolin¹²¹ ; mesures sécuritaires, avec l'augmentation du nombre de policiers et l'instauration du couvre-feu pour les mineurs de moins de 13 ans à Béziers ; mise en cause des lieux de culte musulman à Fréjus et à Mantes-la-Ville ; refus de commémorer l'abolition de l'esclavage à Villers-Cotterêts ; suppression des abonnements à *Libération* et au *Figaro* à la médiathèque de Fréjus. Autant de mesures qui rappellent celles qui avaient été adoptées par les municipalités frontistes conquises en 1995 et 1997¹²².

UN LEADERSHIP DIFFÉRENT ?

Le renouvellement du leadership frontiste en 2011 constitue sans nul doute l'une des principales nouveautés dans l'histoire récente du Front national. Pour la première fois en quarante ans d'existence politique, les adhérents du parti d'extrême droite français ont élu un nouveau président. Bien que doublement héritière de Jean-Marie Le Pen, puisqu'elle est sa fille et occupe ses anciennes fonctions, Marine Le Pen a été rapidement considérée comme incarnant un leadership en rupture avec celui de son père. Plusieurs éléments

120. Sur les raisons de cette invariance programmatique, cf. la conclusion de cette étude.

121. Cf. encore sur ce point le bilan dressé par Marine Turchi, « Après six mois de gestion, le FN est toujours en manque de cadres », mediapart.fr, 1^{er} octobre 2014.

122. Cf. *Libération*, 9 février 1998 ; *Le Monde*, 9 mai 1998. On pourra également se reporter à Xavier Vandriessche, Bruno Villalba (dir.), *Le Front national au regard du droit*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2001.

ont participé de ce phénomène : la ligne « moderniste » qu'elle incarne et qu'elle promeut au sein du parti depuis le début des années 2000 ; sa biographie (le fait qu'elle soit une femme encore jeune, divorcée, mère de trois enfants, vivant en concubinage et d'une génération politique différente de celle de Jean-Marie Le Pen) ; sa personnalité, jugée par d'aucuns « joviale, pas désagréable¹²³ » voire « sympathique, respectable¹²⁴ » ; enfin, la distance qu'elle a prise avec certaines positions de Jean-Marie Le Pen. En février 2011, Marine Le Pen affirmait ainsi : « Tout le monde sait ce qui s'est passé dans les camps [d'extermination nazis] et dans quelles conditions. Ce qui s'y est passé est le summum de la barbarie. Et croyez-moi, cette barbarie, je l'ai bien en mémoire¹²⁵ ». Il n'en fallait cependant pas tant pour que la présidente du FN soit décrite par certains médias comme le « nouveau visage de l'extrême droite¹²⁶ », comme la représentante d'un « nouveau Front national¹²⁷ », voire comme une « personnalité politique normalisée¹²⁸ ». La construction exogène de cette figure renouvelée du leadership frontiste¹²⁹ s'est notamment appuyée sur la production d'un portrait *ex adverso* de Jean-Marie Le Pen. Ainsi, tour à tour, l'actuel président d'honneur du FN a pu être présenté comme un « boulet » ou un « handicap » pour le parti¹³⁰, comme n'ayant jamais voulu prendre le pouvoir¹³¹, comme « nuisant à Marine Le Pen dans sa stratégie

123. Selon les termes de Stéphane Bern rapportés dans « Vidéo. Le FN se banalise », *lexpress.fr*, 24 avril 2013.

124. Selon les termes d'Yves Bertrand, ancien patron des Renseignements généraux rallié au FN dans « À Nice, Marine Le Pen, entre dédramatisation et stigmatisation », *liberation.fr*, 10 septembre 2011.

125. « Les camps ont été le summum de la barbarie », *lepoint.fr*, 3 février 2011.

126. Pour reprendre le titre d'un article de *parismatch.com*, 5 novembre 2010.

127. « Le "nouveau FN" de Marine Le Pen », *lemonde.fr*, 7 septembre 2011.

128. « Marine Le Pen : une femme politique normalisée », *lexpress.fr*, 24 avril 2013.

129. Cf. le point 3.1. de cette étude.

130. « Exclusif FN : Jean-Marie Le Pen, un boulet pour Marine Le Pen, selon une majorité de Français », *20minutes.fr*, 27 novembre 2014 ; « Le boulet de Marine Le Pen », *leparisien.fr*, 10 juin 2014. Notons que le terme « boulet » n'apparaît à aucun moment dans les questions ou les items utilisés dans le sondage réalisé par l'institut YouGov pour *20 Minutes* ; « Une majorité de Français juge Jean-Marie Le Pen comme un "handicap" pour le FN », *lemonde.fr*, 14 juin 2014 ; « Jean-Marie Le Pen, un "handicap" pour le FN selon 83 % des Français », *sudouest.fr*, 14 juin 2014.

131. « À la différence de son père, Marine Le Pen veut accéder au pouvoir », *latribune.fr*, 23 avril 2012 ; « Contrairement à son père, Marine Le Pen veut le pouvoir », *liberation.fr*, 25 avril 2012. Or, ce point de vue constitue en soi un véritable défi à la sociologie des entrepreneurs politiques, « intéressés au premier chef par la vie politique et désireux de participer au pouvoir », comme le rappelait déjà Max Weber dans *Le Savant et le Politique* (Paris, Plon, 1959, p. 149). Peut-on imaginer sérieusement que Jean-Marie Le Pen ait dédié l'essentiel de sa vie à la politique

de conquête du pouvoir¹³², comme cherchant à « saborder¹³³ » le FN ou encore comme étant rejeté par les militants frontistes et, plus largement, par les Français¹³⁴ – en somme, l'inverse de sa fille. Il est indéniable que des différences et des tensions existent entre la nouvelle présidente du FN et son père – tensions qui ont connu un point paroxystique à la suite de la publication de l'interview de Jean-Marie Le Pen dans le journal d'extrême droite *Rivarol*¹³⁵. Mais il est également vrai qu'elles ont été, pour partie et pendant un temps, artificiellement accentuées. Il reste qu'aujourd'hui, Jean-Marie Le Pen est bien perçu comme une figure antithétique de celle de Marine Le Pen et que cette opposition supposée est devenue l'un des arguments avancés par les nouveaux électeurs frontistes pour justifier leur vote. « Si Marine Le Pen n'avait pas pris la tête du parti, je n'aurais jamais voté pour son père¹³⁶ » ; « Je n'aurais jamais voté

sans vouloir prendre le pouvoir ? Lorsqu'on lui demande s'il a « réellement voulu le pouvoir », l'intéressé répond : « C'est une légende : "Le Pen ne voulait pas le pouvoir". Ça part de quoi ça ? Jamais le Front national n'a eu plus de 18 % à une élection présidentielle. Or, on ne prend pas le pouvoir avec 18 % des voix. On commence à l'espérer à partir de 25 %. Par conséquent, il est bien évident que le FN, comme tous les mouvements politiques, a eu pour vocation naturelle de prendre le pouvoir, de mettre en pratique ses idées », cité dans « Le Rassemblement Bleu Marine, c'est pour les tièdes », *lejdd.fr*, 5 octobre 2012.

132. « Le président d'honneur du FN "nuit" à la "stratégie de conquête du pouvoir" de Marine Le Pen », *lexpress.fr*, 27 novembre 2014 ; « Pour les sympathisants FN, Jean-Marie Le Pen nuit à l'image de sa fille », *europel1.fr*, 27 novembre 2014.

133. « Jean-Marie Le Pen peut-il saborder son propre parti », *lefigaro.fr*, 11 juin 2014.

134. « 91 % des Français ont une mauvaise opinion de Jean-Marie Le Pen », *francetvinfo.fr*, 15 juin 2014.

135. Le dernier incident en date entre Marine et Jean-Marie Le Pen étant intervenu au moment de la relecture des épreuves de cette étude, il n'a pas été possible de l'y intégrer et d'en proposer une analyse détaillée. Sans sous-estimer l'importance de cette ènième crise interne au sein du FN, on ne peut qu'être frappé par l'emballement médiatique qu'elle a suscitée alors même que les responsables frontistes, à commencer par Marine Le Pen, ont tardé à expliciter quelle mesure de « sanction » serait prise à l'égard de Jean-Marie Le Pen. Ce dernier ayant finalement décidé de retirer sa candidature aux régionales de 2015 au profit de sa petite-fille, sans doute en signe d'apaisement, on était néanmoins toujours en attente, au 13 avril 2015, de la date à laquelle devait se tenir le bureau exécutif exceptionnel censé statuer sur le sort du président d'honneur du parti. Pour une analyse critique de cet événement qui, concrètement, n'entame en rien la nature du parti décrite dans cette étude et ne devrait rien changer aux problématiques stratégiques du parti, cf. Alexandre Dézé : « Entre Marine et Jean-Marie Le Pen : un conflit ordinaire », *lemonde.fr*, 9 avril 2015 ; Cécile Alduy, « Entre le père et la fille, des désaccords plus tactiques que politiques », *Le Monde*, 9 avril 2015 ; Nicolas Lebourg, « Quelles fractures divisent le Front national ? », *Le Monde*, 9 avril 2015.

136. Fabien, 22 ans, interrogé par *Marianne* dans un article intitulé « Avoir 20 ans et voter FN », *marianne.fr*, 27 septembre 2012.

pour son père, mais elle, elle voulait changer le Front en Front des patriotes¹³⁷ » ; « C'est quelqu'un d'accessible. On se sent touché. Elle est convaincante. Je n'aurais jamais voté pour son père¹³⁸ ».

Pourtant, les différences entre Marine et Jean-Marie Le Pen sont plus ténues qu'il n'y paraît. On oublie tout d'abord que ce n'est pas la première fois que les responsables frontistes cherchent à utiliser l'image de leur leader pour moderniser et légitimer le parti. Au lendemain des élections législatives de 1986, dans la même optique, Bruno Mégret et Lorrain de Saint-Affrique avaient déjà entrepris de « présidentialiser » l'image de Jean-Marie Le Pen en lui donnant les allures d'un homme politique comme les autres, à l'opposé des représentations traditionnelles des leaders d'extrême droite¹³⁹. On relève ensuite de nettes homologues discursives entre le père et la fille. Ainsi :

- lorsque Marine Le Pen compare les prières de rue sur la voie publique à une « occupation » (11 décembre 2011 ; propos réitérés le 1^{er} juillet 2013) ;
- lorsqu'elle parle de « mondialisation identicide », de « Tchernobyl moral » ou de « monstre européen » (16 janvier 2011) ;
- lorsqu'elle propose de « dérembourser » ce qu'elle appelle les « avortements de confort » (8 mars 2012) ;
- lorsqu'elle affirme que « le problème de la politique, c'est la Mongolfite. C'est une maladie assez répandue qui fait gonfler la tête. Dès qu'ils se voient à la télévision, il y a la tête qui devient énorme » (2 avril 2012) ;
- lorsqu'elle envisage de « supprimer » le voile et la kippa dans l'espace public (21 septembre 2012) ;
- lorsqu'elle qualifie l'antenne de France Inter de « radio bolcho » (1^{er} juillet 2013) ;
- lorsqu'elle affirme que la France est « la maîtresse des États-Unis » et la « catin d'émirs bedonnants » (15 septembre 2013) ;

137. Selon un témoignage recueilli dans Nadia et Thierry Portheault, *Revenus du Front. Deux anciens militants FN racontent*, Paris, Grasset, 2014, p. 32.

138. Jeune femme de 23 ans interrogée par Francetvinfo.fr, 18 avril 2012.

139. Sur ce point, cf. Alexandre Dézé, *Le Front national : à la conquête du pouvoir ?*, op. cit., p. 76 et suiv.

- lorsqu'elle émet l'hypothèse que les otages français enlevés au Niger en 2010 par Aqmi et libérés en octobre 2013 puissent avoir « basculé » du côté de leurs ravisseurs en se basant sur la seule appréciation de leur allure physique et vestimentaire (« j'ai ressenti un malaise en voyant ces images [...]. On avait l'impression de voir des images d'hommes qui étaient très réservés, deux portaient la barbe taillée de manière étonnante... L'habillement était étrange... Et cet otage avec le chèche sur le visage, cela mérite peut-être quelques explications de leur part », 31 octobre 2013) ;
- lorsqu'elle compare l'UMP à une « pétaudière » (15 mai 2014) ;
- lorsqu'elle déclare qu'elle veut « détruire l'Union européenne », qu'elle considère comme un « monstre antidémocratique » (2 juin 2014) ;
- lorsqu'elle suggère de « renvoyer tous les migrants [de Calais] chez eux », « même ceux dont les pays sont en guerre » (24 octobre 2014) ;
- lorsqu'elle stigmatise « l'idéologie du métissage » qui aurait pour effet de « camoufler l'extinction accélérée de la diversité des sociétés humaines » (30 novembre 2014) ;
- lorsqu'elle justifie l'utilité du recours à la torture dans le cas d'affaires terroristes (10 décembre 2014) ;
- lorsqu'elle invoque la possibilité de rétablir la peine de mort (à laquelle elle se dit « personnellement favorable ») au lendemain de l'attaque terroriste perpétrée contre *Charlie Hebdo* (6 janvier 2015) ;
- lorsqu'elle dénonce « le service public en mode Pol Pot » (5 février 2015) ;
- lorsqu'elle déclare avoir trouvé un « surnom » pour le PS et l'UMP, « le ROM, rassemblement des organisations mondialistes » (25 mars 2015)...

... la nouvelle présidente du FN ne fait finalement que reproduire fidèlement la marque du discours de son père, avec son registre eschatologique, son vocabulaire emphatique, ses propositions radicales, ses « dérapages¹⁴⁰ »,

140. Soit un terme identique à celui qui a été employé pour son père. Cf. « Otage : le dérapage de Le Pen brouille sa stratégie », lemonde.fr, 31 octobre 2013.

contribuant ainsi à entretenir la singularité lexicale du parti¹⁴¹. Marine Le Pen n'est peut-être ni antisémite ni négationniste, mais elle n'a jamais clairement condamné les propos de son père lorsqu'il a évoqué, en juin 2014, la possibilité de faire une « tournée¹⁴² » d'artistes français hostiles au parti. Il convient en effet de rappeler que, contrairement à ce qui a été rapporté par la plupart des médias, ce ne sont pas les propos tenus par son père qu'elle a qualifiés de « faute politique¹⁴³ », mais le fait qu'il n'ait pas « anticipé l'interprétation qui serait faite de cette formulation¹⁴⁴ ». Il faut croire par ailleurs que cette indignation était ponctuelle puisque, depuis lors, Marine Le Pen a opéré une requalification des déclarations de Jean-Marie Le Pen en « petits accrocs de la vie¹⁴⁵ ». En réalité, la présidente du FN ne condamne que rarement les prises de position de son père¹⁴⁶. Elle l'a même clairement défendu lorsqu'il s'est vu reprocher d'avoir

141. Pour une analyse clinique et comparée du discours lepéniste, cf. Cécile Alduy et Stéphane Wahnich, *op. cit.* ; Marion Ballet, « "Nouveau" FN, nouveaux affects ? Une analyse émotionnelle comparée des discours électoraux de Jean-Marie et Marine Le Pen », communication à la section thématique n° 27 (« Le "nouveau" Front national en question ») du congrès de l'Association française de science politique, Sciences Po Paris, 2013.

142. Journal de bord de Jean-Marie Le Pen, n° 366, diffusé le 6 juin 2014 sur le site internet du parti. La vidéo a été effacée après sa publication par le site internet du Lab d'Europe 1.

143. « "Fournée" : Marine Le Pen condamne la "faute politique" de son père », lejdd.fr, 8 juin 2014 ; « Marine Le Pen condamne la faute politique de son père », lefigaro.fr, 8 juin 2014 ; « "Fournée" : Marine Le Pen condamne la "faute politique" de son père, qui évoque une "trahison" », huffingtonpost.fr, 8 juin 2014 ; « Marine Le Pen condamne la "faute politique" de son père sur Bruel », lci.tf1.fr, 8 juin 2014 ; « "Fournée" d'artistes : Marine Le Pen regrette "la faute politique" de son père », franceinfo.fr, 8 juin 2014 ; etc.

144. Voici la citation exacte, extraite d'un entretien accordé au *Figaro* le 8 juin 2014 : « Je suis convaincue que le sens donné à ses propos relève d'une interprétation malveillante. Il n'en demeure pas moins que, avec la très longue expérience qu'est celle de Jean-Marie Le Pen, ne pas avoir anticipé l'interprétation qui serait faite de cette formulation est une faute politique dont le Front national subit les conséquences. Si cette polémique peut avoir une retombée positive, c'est celle de me permettre de rappeler que le Front national condamne de la manière la plus ferme toute forme d'antisémitisme, de quelque nature que ce soit ».

145. « Front national : trois Le Pen pour un congrès », liberation.fr, 28 novembre 2014.

146. Si l'on fait bien sûr exception de la réaction de la présidente du FN à la suite de la publication de l'entretien accordé par Jean-Marie Le Pen à *Rivarol* au début du mois d'avril 2015. Encore une fois, cette crise étant survenue au moment de la relecture des épreuves de cette étude, il n'a pas été possible de l'aborder en détail. Il est clair que Marine Le Pen a rarement adopté des positions aussi explicitement hostiles à l'égard de son père. Au moment où cette note de bas de page est rédigée, on ne saurait présager de l'issue de cette crise. On notera cependant une chose : ce n'est sans doute pas un hasard si la condamnation de Marine Le Pen à l'égard de Jean-Marie Le Pen intervient après les élections départementales, alors même que le président d'honneur n'a cessé de multiplier les exactions verbales au cours de ces derniers mois, mais sans susciter, le plus souvent, de réaction de la part de la présidente du parti (comme on le rappelle dans le corps principal du texte). Les élections départementales de mars 2015 ont en effet montré qu'il y avait de potentielles limites à la progression du FN

cité un poème de l'écrivain antisémite et collaborationniste Robert Brasillach lors d'un meeting frontiste à Lille en février 2012¹⁴⁷. Elle l'a aussi ouvertement soutenu lorsqu'il a comparé le Parlement européen à une enceinte « bolchevique » (septembre 2011)¹⁴⁸. Et il est maintes autres occasions où elle ne l'a pas davantage désapprouvé :

- lorsqu'il a affirmé en mai 2014 que l'intervention de « Monseigneur Ebola » pourrait régler « l'explosion démographique¹⁴⁹ » et, partant, la question de l'immigration¹⁵⁰ ;
- lorsqu'il a déclaré en janvier 2015 : « Je ne suis pas Charlie, je suis Charlie Martel¹⁵¹ » ;
- lorsqu'il a tweeté une photo de Marine Le Pen avec ce texte : « Restez calme et votez Marine Le Pen » tandis que les forces de l'ordre étaient à la poursuite des auteurs présumés des attentats contre *Charlie Hebdo*¹⁵² ;
- lorsqu'il a affirmé, toujours en janvier 2015, que « l'apartheid est compris comme une abomination de la désolation par un certain nombre d'imbéciles, y compris de droite, n'est-ce pas, alors que c'était une politique de développement séparé¹⁵³ » ;
- lorsqu'il a défendu en février 2015 les propos qu'il avait tenus en 1996 sur l'inégalité des races : « Oui, j'avais dit que les Noirs courent plus vite que les

tenant à la fois à son isolement politique et au mode de scrutin majoritaire à deux tours. Marine Le Pen se devait donc en quelque sorte de rebondir. On imagine que le conflit avec son père doit lui être coûteux, mais il est manifeste qu'elle entend également en tirer parti pour relancer le FN et franchir un nouveau cap dans sa stratégie de « dédialisation ». Même si on peut douter qu'elle en ressorte tout à fait gagnante. Cf. sur ce point Alexandre Dézé : « Entre Marine et Jean-Marie Le Pen : un conflit ordinaire », lemonde.fr, 9 avril 2015.

147. « Marine Le Pen défend son père citant Robert Brasillach », liberation.fr, 24 février 2012.

148. « Norvège : Le Pen s'emporte à Strasbourg », lefigaro.fr, 14 septembre 2011.

149. « Jean-Marie Le Pen voit dans le virus Ebola un moyen de réduire l'immigration », lexpress.fr, 21 mai 2014.

150. « Marine Le Pen dénonce les propos dénaturés de son père sur Ebola », liberation.fr, 22 mai 2014.

151. « Jean-Marie Le Pen appelle à voter Front national et déclare "Je suis Charlie Martel" après l'attentat de *Charlie Hebdo* », huffingtonpost.fr, 9 janvier 2015. À la suite de ces propos, Marine Le Pen a tout de même estimé : « C'est très très *Charlie*, cette irrévérence, c'est très dans l'esprit de *Charlie Hebdo* » (citée dans lefigaro.fr, 12 janvier 2015).

152. « Jean-Marie tweete un appel au calme et appelle à voter Marine Le Pen », rtl.fr, 9 janvier 2015.

153. « Pour Jean-Marie Le Pen, l'apartheid était "au départ une volonté de promotion des deux communautés" », huffingtonpost.fr, 24 janvier 2015.

Blancs et nagent beaucoup moins vite [...]. Il y a bien une petite différence, non ? Qu'est-ce qu'il y a de scandaleux à reconnaître ça¹⁵⁴ ? ».

Les différences entre Marine et Jean-Marie Le Pen s'amenuisent encore lorsqu'on se souvient que, comme son père en 1988 et en 1998¹⁵⁵, Marine Le Pen ne bénéficie plus de l'immunité parlementaire. En juillet 2013, le Parlement européen a en effet décidé de lever cette immunité à la demande du parquet de Lyon afin de pouvoir entendre la présidente du FN dans le cadre d'une enquête pour incitation à la haine raciale. Elle est ainsi visée par une plainte du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) en raison de ses propos de décembre 2010 comparant les prières de rue dans l'espace public à une occupation. Enfin, à faire de Marine Le Pen une « femme politique normalisée », on oublie que la présidente du FN continue d'entretenir des liens avec les mouvements et personnalités de la droite radicale française et européenne¹⁵⁶. On se souvient notamment qu'en janvier 2012 elle s'était rendue à un bal organisé à Vienne par une confédération de fraternités étudiantes (dont certaines d'obédience néo-nazie) à l'invitation de Franz Obermayr, membre de la tendance nationale-allemande du FPÖ¹⁵⁷.

154. « Jean-Marie Le Pen défend ses propos sur l'inégalité des races », lemonde.fr, 5 février 2015.

155. En 1988, après avoir fait un jeu de mots à connotation antisémite (« Monsieur Durafour-crématoire »), en 1998, après avoir une nouvelle fois déclaré que « les chambres à gaz représentent un détail dans l'histoire de la Seconde Guerre mondiale », à l'occasion d'une conférence de presse organisée pour la présentation d'un livre intitulé *Le Pen, le rebelle* rédigé par Franz Schönhuber, ancien Waffen-SS et ancien président des Republikaner.

156. Sur les relations entre Marine Le Pen et Frédéric Chatillon (ancien dirigeant du GUD, proche de Dieudonné et d'Alain Soral, responsable de l'agence de communication Rival qui officie pour le FN), cf. « Frédéric Chatillon : la face cachée de Marine Le Pen », liberation.fr, 25 décembre 2014 ; « Frédéric Chatillon, l'imprimeur radical du Front national », lesinrocks.com, 25 avril 2012.

157. Cf. Abel Mestre, Caroline Monnot, « Marine Le Pen en Italie. L'ombre portée du MSI », 22 octobre 2011. Source : <http://droites-extremes.blog.lemonde.fr/2011/10/22/marine-le-pen-en-italie-lombre-portee-du-msi> (consultation : décembre 2014) ; Abel Mestre, Caroline Monnot, « Le FN et les radicaux : "Je t'aime, moi non plus" », 19 décembre 2014. Source : <http://droites-extremes.blog.lemonde.fr/2014/12/19/le-fn-et-les-radicaux-je-t-aime-moi-non-plus> (consultation : décembre 2014).

ÉVOLUTIONS ET INVARIANTS DE L'ORGANISATION PARTISANE FRONTISTE

Concernant la structure organisationnelle du Front national, ses modalités de fonctionnement et ses rapports de force internes, on note des évolutions, mais aussi des invariants. Commençons par l'organigramme. Depuis 2012, le Front national ne compte plus de délégation nationale. Cette structure avait été mise en place par Bruno Mégret en 1988, parallèlement au secrétariat général créé en 1972. Son rôle consistait notamment à prendre en charge les aspects études, communication et propagande. Désormais, le parti se structure autour de la présidence (Marine Le Pen, qui chapeaute également toutes les instances), du secrétariat national (Nicolas Bay, dont les responsabilités se voient élargies et renforcées¹⁵⁸) et de cinq vice-présidences (postes qui existaient déjà dans les précédents organigrammes, même si leur nombre et leur attribution ont pu varier). La plus importante de ces vice-présidences, ou du moins la plus « incontournable¹⁵⁹ », est celle de Florian Philippot, en charge de la stratégie et de la communication, et qui pilote par ailleurs trois « pôles » : communication, veille et prospective et société civile¹⁶⁰. Le reste des instances n'a connu que peu de modifications. Le bureau exécutif, centre décisionnaire du parti, a été resserré et comprend désormais le président d'honneur du FN – un poste créé spécialement en 2011 pour Jean-Marie Le Pen –, la présidente du parti, le secrétaire national, le trésorier (Wallerand de Saint-Just) et les cinq vice-présidents. Enfin, les autres composantes décisionnelles (le bureau politique, le comité central) ont été maintenues, de même que l'organisation fédérale du parti au niveau national.

Parallèlement à l'organigramme, la composition de ces instances a évolué et se révèle aujourd'hui majoritairement mariniste. Au sein du bureau

158. Cf. sur ce point l'analyse d'Abel Mestre et Caroline Monnot : « Ce que révèle le nouvel organigramme du FN », 20 février 2015. Source : <http://droites-extremes.blog.lemonde.fr/2015/02/20/ce-que-revele-le-nouvel-organigramme-du-fn> (consultation : mars 2015).

159. *Ibid.*

160. *Ibid.*

exécutif, l'équilibre semble encore à peu près respecté entre les membres « historiques » (Wallerand de Saint-Just, trésorier national ; Marie-Christine Arnautu, vice-présidente chargée de l'administration interne ; Jean-François Jalkh, premier vice-président chargé des affaires juridiques ; Jean-Marie Le Pen) et les proches de Marine Le Pen (Steeve Briois, vice-président aux exécutifs locaux et à l'encadrement ; Louis Aliot, vice-président chargé de la formation ; Nicolas Bay, secrétaire général ; Florian Philippot, vice-président chargé de la communication). En revanche, les résultats des élections du comité central (considéré comme le parlement du parti) lors du dernier congrès de Lyon montrent une nette montée en puissance des marinistes au détriment des « anciens » (tel Alain Jamet, l'un des fondateurs du FN)¹⁶¹, des partisans de Bruno Gollnisch (qui occupaient jusqu'alors presque la moitié des sièges du comité) ou des catholiques traditionalistes, témoignant par ailleurs d'un rajeunissement des cadres dirigeants. Enfin, le bureau politique renouvelé (qui est considéré comme le « gouvernement » du parti) est à l'image de ces mutations et traduit la mainmise de la nouvelle présidente sur l'appareil frontiste. Cette mainmise est encore renforcée par l'absence dans le nouvel organigramme des « libéraux conservateurs », tendance portée au sein du parti par Marion Maréchal-Le Pen, pourtant arrivée première en novembre 2014 à l'issue des élections au comité central, et par ses proches, tel Aymeric Chauprade¹⁶².

Il est donc clair que l'organigramme et la composition des instances décisionnelles du FN ont changé. Cependant, une organisation partisane n'est pas un corps politique figé une fois pour toutes et il faut bien noter que les structures internes tout comme le personnel du FN n'ont jamais cessé d'évoluer. Il suffit de se plonger dans l'abondante littérature sur le parti pour constater que la direction frontiste a fait l'objet d'un constant renouvellement

161. L'élection au comité central du FN procède du vote des adhérents, qui pouvaient choisir jusqu'à 100 candidats sur une liste de 400 noms. Le candidat qui a récolté le plus de suffrages arrive en première position. Aux 100 membres élus s'ajoutent 20 membres cooptés par la présidente du Front national.

162. Cf. sur ce point l'analyse d'Abel Mestre et Caroline Monnot : « Ce que révèle le nouvel organigramme du FN », 20 février 2015. Source : <http://droites-extremes.blog.lemonde.fr/2015/02/20/ce-que-revele-le-nouvel-organigramme-du-fn> (consultation : mars 2015).

depuis 1972, au gré des luttes internes, mais aussi des succès électoraux et des défaites du parti – comme l'illustre parfaitement l'ouvrage que Joseph Beauregard et Nicolas Lebourg ont consacré aux « numéros 2 » du parti¹⁶³.

De même, les effets d'homogénéisation liés à l'imposition du leadership mariniste ont pu faire un temps oublier que le Front national est, d'un point de vue sociologique, une organisation partisane comme les autres, c'est-à-dire un espace de lutte pour l'imposition des orientations légitimes du parti et, partant, pour le contrôle des ressources (matérielles, symboliques) relatives à l'occupation des positions de pouvoir¹⁶⁴. On s'étonne ainsi de relever depuis quelque temps l'existence de conflits internes au Front national, quitte à les exagérer¹⁶⁵, alors qu'ils constituent l'ordinaire du parti – et, plus largement, de toute organisation partisane. Le FN n'a en effet jamais cessé de constituer un agrégat d'individus issus de sensibilités diverses et poursuivant au sein du parti des intérêts différenciés¹⁶⁶. Ce constat vaut pour le FN de Marine Le Pen. Dès 2011, Caroline Monnot et Abel Mestre y repéraient la présence de plusieurs groupements : les « lepéno-lepénistes » (proches de Jean-Marie Le Pen), les « grécistes » (issus de la Nouvelle Droite), les « héninois » (en référence à l'équipe mariniste d'Hénin-Beaumont), les anciens « gudards » (tel Frédéric Chatillon), mais aussi les nouveaux ralliés de l'époque (comme les souverainistes Paul-Marie Coûteaux et Bertrand Dutheil de La Rochère)¹⁶⁷. Cette cartographie

163. Joseph Beauregard, Nicolas Lebourg, *Dans l'ombre des Le Pen : une histoire des numéros 2 du FN*, Paris, Nouveau Monde Éditions, 2012.

164. Cette normalité organisationnelle se manifeste aussi, finalement, à travers les « affaires » de financement récentes qui touchent le Front national. Cf. « Comment s'enrichit "Jeanne", le microparti de Marine Le Pen », *lemonde.fr*, 31 janvier 2015 ; « La machine à fric des amis du FN », *liberation.fr*, 18 février 2015 ; « Mise en examen de Frédéric Chatillon, un très proche de Marine Le Pen », *lefigaro.fr*, 30 janvier 2015 ; « Le FN embarrasé par une nouvelle affaire russe », *lemonde.fr*, 3 mars 2015 ; « Le trésorier de Jeanne, le microparti de Marine Le Pen, mis en examen pour escroquerie », *lemonde.fr*, 20 mars 2015.

165. Comme ce fut par exemple le cas avant et pendant le congrès de novembre 2014. Cf. par exemple : « À la veille du congrès, tensions au FN entre Marion Maréchal-Le Pen et Florian Philippot », *lefigaro.fr*, 24 novembre 2014.

166. Pour un rappel sociologique des logiques de fonctionnement d'une organisation partisane, cf. Michel Offerlé, *Les Partis politiques*, Paris, Presses universitaires de France (« Que sais-je ? »), 2010 [1987].

167. Cf. Caroline Monnot, Abel Mestre, *Le Système Le Pen. Enquête sur les réseaux du Front national*, Paris, Denoël, 2011.

partisane a évolué depuis lors et des tensions internes se manifestent à intervalles réguliers :

- Jean-Marie Le Pen a suggéré à Gilbert Collard de « changer les consonnes de son nom » après que ce dernier l'a invité à prendre sa « retraite¹⁶⁸ » ;
- Marine Le Pen a déclaré à Bruno Gollnisch lors d'un bureau politique : « Tu vois, il y a deux portes, celle des toilettes et celle de la sortie. Si tu n'es pas content, tu peux t'en aller¹⁶⁹ ! » ;
- Bruno Gollnisch a estimé que l'hommage annuel de Florian Philippot sur la tombe du général de Gaulle n'était « pas très utile¹⁷⁰ » ;
- Marion Maréchal-Le Pen a décidé de passer outre l'interdiction de Marine Le Pen de diffuser la vidéo controversée d'Aymeric Chauprade¹⁷¹ ;
- Florian Philippot a avancé la possibilité que Jean-Marie Le Pen ait pris « un peu de vodka » après avoir évoqué une thèse complotiste dans le cadre des attentats du 7 janvier 2015¹⁷², etc.

En outre, de nouvelles lignes de clivage sont apparues, que ce soit sur la question économique et le degré d'interventionnisme étatique, sur l'immigration et la théorie du « grand remplacement », sur l'homosexualité, sur la peine de mort, sur le conflit israélo-palestinien ou encore sur la laïcité¹⁷³. Ces oppositions ne relèvent pas simplement de désaccords doctrinaux. Elles procèdent de la compétition interne pour le contrôle du parti. Si celle-ci ne s'est jamais interrompue au FN, elle tend de nouveau à s'intensifier depuis que le capital de l'entreprise frontiste a repris de la valeur sur le marché politique. Notons encore que cette concurrence interne ne concerne pas le seul échelon

168. « Jean-Marie réplique à Collard de changer les consonnes de son nom », lefigaro.fr, 8 juin 2014.

169. « Chenu, la recrue homo qui trouble le FN », nouvelobs.com, 26 décembre 2014.

170. « La célébration de la mort de De Gaulle divise au sein du FN », lefigaro.fr, 9 novembre 2014.

171. « FN : Marion Maréchal-Le Pen désobéit à Marine Le Pen », liberation.fr, 20 janvier 2015.

172. « Le ton monte au FN entre Jean-Marie Le Pen et Florian Philippot », lemonde.fr, 24 janvier 2015.

173. « Front national : derrière le leadership de Marine Le Pen, les rivalités idéologiques affluent », huffingtonpost.fr, 30 novembre 2014 ; « Congrès du FN : des divergences sur la ligne du Front », francetvinfo.fr, 29 novembre 2014.

national. Elle se développe également au niveau local, où les tensions semblent s'intensifier :

- dans le Puy-de-Dôme, où la direction du FN est en « guerre ouverte¹⁷⁴ » ;
- en Gironde, où s'affrontent « jeunes marinistes » et « vieille garde locale¹⁷⁵ » ;
- à la mairie d'Hayange, où trois adjoints frontistes ont été congédiés par Fabien Engelmann¹⁷⁶ ;
- à Draguignan, où la question des investitures pour les élections départementales a provoqué de vives querelles¹⁷⁷ ;
- à Beauvais, où le groupe municipal FN s'est scindé six mois après les élections municipales¹⁷⁸ ;
- à Marseille, où le FN local et le RBM sont en rivalité¹⁷⁹.

On peut encore remarquer que la direction frontiste a procédé à partir de 2011 à plusieurs exclusions de militants radicaux ou de membres jugés indésirables, parmi lesquels :

- Alexandre Gabriac, conseiller régional de Rhône-Alpes, membre du bureau politique du FN, proche de Bruno Gollnisch, pour avoir été photographié le bras tendu devant un drapeau nazi ;
- Yvan Benedetti, ancien responsable de l'Œuvre française, « bras droit » de Bruno Gollnisch, en raison de ses propos antisémites sur le site internet Trans'Europe-Extrêmes ;
- François Chatelain, candidat frontiste à Neuville-en-Ferrain pour les municipales de 2014, après avoir posté des images antisémites et xénophobes sur son profil Facebook ;
- ou encore Joris Hanser, candidat frontiste à Rixheim pour les municipales

174. « Guerre ouverte au FN 63 : le secrétaire départemental porte plainte », lamontagne.fr, 7 octobre 2014.

175. « Petite guerre entre amis au Front national de Gironde », lefigaro.fr, 20 juin 2014.

176. « Le maire FN d'Hayange fait le ménage parmi ses adjoints », lci.tf1.fr, 20 septembre 2014.

177. « La guerre est déclarée au sein du FN dracénois », varmatin.com, 16 décembre 2014.

178. « Beauvais : rîfî au FN, le parti Bleu Marine se scinde en deux », lobservateurdebeauvais.fr, 16 septembre 2014.

179. « À Marseille, le FN avance les "vraies raisons" de la défection de sa candidate venue de la gauche », lefigaro.fr, 27 novembre 2013.

2014, qui a posté des tweets polémiques sur l'occupation nazie, les homosexuels ou encore le passé colonial de la France.

Toutes ces exclusions qui, pour certaines, ont suscité des désaccords en interne, ont été médiatisées par la direction frontiste et présentées comme autant de signes de la dédialisation supposée du parti, jusqu'à produire l'illusion d'une « purge¹⁸⁰ » visant à assainir le parti. Il reste que le FN continue d'entretenir des rapports étroits avec certains militants et groupes de l'extrême droite radicale¹⁸¹. Pour s'en tenir à quelques exemples, rappelons que le maire FN de Cogolin a recruté en novembre 2014 Julien Langella, l'un des cofondateurs de Génération identitaire, l'organisation de jeunesse du Bloc identitaire¹⁸², pour prendre en charge la communication de la municipalité. De même, le maire FN de Beaucaire, Julien Sanchez, a nommé Damien Rieu, le porte-parole de Génération identitaire, au poste de directeur adjoint de la communication de la ville. À Béziers, la gestion du dossier de création d'une mutuelle dédiée aux Biterrois a été confiée à Robert Ottaviani, ex-cadre du FN et ancien chanteur du groupe skinhead Ultime Assaut¹⁸³. L'examen de la liste des assistants parlementaires frontistes travaillant à l'assemblée de Strasbourg permet également de relever la présence de plusieurs membres issus de mouvements radicaux, comme Nicolas de Lamberterie, ancien d'Alsace d'abord, fondateur de l'antenne française du mouvement ultranationaliste et antieuropéen hongrois HVIM¹⁸⁴.

180. Abel Mestre, Caroline Monnot, « FN : vous avez dit "purgés" ? », 1^{er} juin 2011. Source : <http://droites-extremes.blog.lemonde.fr/2011/06/01/fn-vous-avez-dit-purges> (consultation : décembre 2014) ; « Une nouvelle purge anti-Gollnisch au FN ? », lyoncapitale.fr, 29 juin 2011.

181. Cf. Nicolas Lebourg, « Front national et radicaux : une interaction dynamique », *Hommes & Libertés*, n° 166, juillet 2014, pp. 28-31.

182. Groupuscule créé en 2003, le BI relève du courant identitaire de l'extrême droite qui est apparu au début des années 2000 suite à la dissolution d'Unité Radicale.

183. Cf. « La "mutuelle solidaire" de Béziers montée par un ancien rocker néo-nazi », rue89nouvelobs.com, 24 septembre 2014.

184. Cf. Abel Mestre, Caroline Monnot, « Le FN et les radicaux : "je t'aime, moi non plus" », 19 décembre 2014. Source : <http://droites-extremes.blog.lemonde.fr/2014/12/19/le-fn-et-les-radicaux-je-taime-moi-non-plus> (consultation : décembre 2014).

Enfin, il est important de rappeler que les prises de position au sein de l'organisation frontiste ne se résument pas à celles de sa présidente ou des partisans de la « dédialisation ». Nombre de représentants officiels du parti – cadres, candidats pour les départementales de mars 2015¹⁸⁵ – continuent d'apporter la preuve de leur attachement aux positions les plus radicales du parti. L'antisémitisme, le racisme, l'homophobie, l'islamophobie n'ont pas disparu avec l'élection de Marine Le Pen à la présidence du parti. Les déclarations illicites restent fréquentes¹⁸⁶. On ne saurait ici en rendre compte intégralement, mais on peut rappeler par exemple qu'Anne-Sophie Leclère, candidate FN aux élections municipales de 2014 à Rethel, a publié sur sa page Facebook un photomontage montrant d'un côté un singe, de l'autre Christiane Taubira, avec cette légende : « À 18 mois » et « Maintenant¹⁸⁷ ». On peut également évoquer les propos qu'Ymeric Chauprade a tenus dans l'une des vidéos postées sur son site internet à la suite des attentats contre *Charlie Hebdo*¹⁸⁸ : « La France est en guerre, avec des musulmans [...]. L'islam fait planer sur la France une menace très grave sur son avenir [...]. Les racines de la violence et du totalitarisme se trouvent dans l'islam même, dans ses textes sacrés [...]. Les partis politiques et leurs soutiens médiatiques qui ont organisé la manifestation parisienne de dimanche ont organisé l'invasion de la terre de nos ancêtres par une culture étrangère contre laquelle l'Europe, durant des siècles, avait lutté avec lucidité et efficacité [...]. On nous dit qu'une majorité de musulmans est pacifique. Certes. Mais une majorité d'Allemands l'étaient

185. Une centaine de candidats frontistes aux élections départementales ont été ainsi « épinglés » par les médias pour leurs actes ou leurs propos illicites. Sur ce point, cf. « Départementales : la cuvée raciste et homophobe des candidats FN », rue89.nouvelobs.com, 23 février 2015 ; « Propos racistes homophobes, les candidats FN aux départementales se lâchent sur les réseaux sociaux », lesinrocks.com, 24 février 2015 ; « Contre les Arabes, les Juifs, les gays... ces candidats FN qui propagent la haine », nouvelobs.com, 23 février 2015.

186. Un collectif de citoyens anonymes réunis autour d'un site internet (www.lentente.net) a entrepris de censurer et de signaler l'ensemble de ces propos.

187. Anne-Sophie Leclère a été suspendue du Front national en décembre 2013 et condamnée en juillet 2014 par le tribunal de Cayenne à 9 mois de prison ferme et 5 ans d'inéligibilité. De son côté, le FN a été condamné à 30 000 euros d'amende. Anne-Sophie Leclère comme le FN ont fait appel de ces décisions (non rendues au moment de l'achèvement de cette étude).

188. Vidéo dont Marine Le Pen a demandé à ce qu'elle ne soit pas diffusée sur les sites internet frontistes.

avant 1933 et le national-socialisme allemand¹⁸⁹ ». On peut encore mentionner le tweet posté par Bruno Le Maire, conseiller économique auprès de Marine Le Pen, évoquant suite aux attentats du 7 janvier 2015 la « secte de mohamerede¹⁹⁰ » et amalgamant islam et terrorisme¹⁹¹. On peut également citer les « traits d'humour » réguliers de Jean-François Sauvage, l'un des fondateurs du collectif Racine. Sur sa page Facebook, il s'amuse d'un concours « Miss Hitler » ou réagit ainsi à l'un des commentaires : « Ce qui caractérisait 18 [Adolf Hitler], c'est aussi la mère [...]; en effet, ta solution finale est plus facile à mettre en œuvre¹⁹² ». On peut encore rapporter cette intervention sur l'antenne de BFM Business Paris de Julien Rochedy, ancien président du Front national de la jeunesse, membre coopté par Marine Le Pen au comité central du FN : « Je déplore d'être né à une époque où on se pose une question si absurde du mariage homosexuel et de l'adoption [...]. Je vous demande à tous ici si vous voulez donner des enfants à ce genre de fous, ou de folles, je ne sais pas comment il faut dire, si vous voulez donner des enfants à ce genre de personnes. [...] Ce qui est déplorable, c'est la pédophilie qu'il y a derrière ça¹⁹³ ». Et n'oublions pas les propos de Louis Aliot s'offusquant que les obsèques du dessinateur Charb aient été retransmises sur BFM TV : « Est-ce que vous imaginez l'inverse ? À la télévision, un enterrement avec des chants nazis, des drapeaux nazis, des anciens nazis ? Parce que moi, dans mon esprit, je ne fais pas la différence entre l'un et l'autre. C'est pour ça que je suis choqué, d'ailleurs¹⁹⁴ ».

À travers ces quelques exemples, on aura compris que, au-delà des effets d'homogénéisation liés à l'imposition du leadership mariniste, la « dédramatisation » de l'organisation frontiste demeure encore très partielle.

189. Source : <http://aymericchauprade.com/la-france-est-en-guerre> (consultation : janvier 2015).

190. Source : www.lentente.net/wp-content/uploads/2015/01/bruno-lemaire-attentat-charlie.png (consultation : janvier 2015).

191. Source : www.lentente.net/wp-content/uploads/2015/01/bruno-lemaire-attentat-charlie-religion-de-paix.png (consultation : janvier 2015).

192. Source : www.lentente.net/wp-content/uploads/2014/12/Jean-Fran%C3%A7ois-Sauvage-Croix-gamm%C3%A9.png (consultation : janvier 2015).

193. Source : <https://www.youtube.com/watch?v=axqeVOt6UWM#t=26m50s> (consultation : janvier 2015).

194. « Louis Aliot compare les obsèques de Charb à celles d'un nazi », nouvelobs.com, 9 février 2015.

UN ÉLECTORAT RELATIVEMENT STABLE DANS SON IMPLANTATION GÉOGRAPHIQUE ET SA COMPOSITION SOCIOLOGIQUE

Qu'en est-il aujourd'hui de celles et ceux qui soutiennent le Front national ? Tout d'abord, force est d'admettre que, depuis l'élection de Marine Le Pen à sa présidence, le FN a réussi à reconstituer sinon à renforcer son capital électoral. Les résultats obtenus aux différents scrutins l'attestent pleinement : 15,2 % des suffrages exprimés au premier tour des cantonales de 2011 (+10,4 points par rapport à 2008), 17,9 % au premier tour de la présidentielle de 2012 (+7,5 points par rapport à 2007), 13,6 % au premier tour des législatives de 2012 (+9,3 points par rapport à 2007), 4,7 % au premier tour des municipales de 2014 (+3,7 points par rapport à 2008), 24,9 % aux européennes (+18,5 points par rapport à 2009), 25,2 % aux départementales (+10 points par rapport aux cantonales de 2011¹⁹⁵).

Il convient cependant de ne pas surestimer l'ampleur de la progression du parti. En premier lieu, la comparaison avec les résultats obtenus par le FN dans les années 2000, sur laquelle s'appuient la plupart des commentateurs, ne s'avère guère pertinente puisque le parti enregistre au cours de cette période un net recul lié tout à la fois aux conséquences de la scission de l'hiver 1998-1999 et à la concurrence de l'UMP sarkozyste. Il faut rappeler que, à la fin des années 2000, le FN se trouve confronté à d'importantes difficultés. Endetté à hauteur de 9 millions d'euros en raison de ses faibles résultats aux élections législatives de 2007 (4,2 % des suffrages), le parti se voit contraint de se séparer d'un tiers de ses permanents, de mettre en vente son siège à Saint-Cloud, de suspendre la publication de l'organe *Les Français d'abord* – au point que certains observateurs pronostiquent sa disparition¹⁹⁶. Comparer les résultats actuels du

195. Elections où seule une moitié des cantons était renouvelée.

196. Cf. par exemple *Le Monde*, 15 janvier 2010.

FN avec ceux qu'il a enregistrés au cours de cette période ne peut donc que produire des effets de surévaluation. Il apparaît ensuite que, rapporté au nombre d'inscrits, le vote FN reste globalement dans les volumes qu'il a pu connaître autrefois. La seule exception est l'élection présidentielle de 2012, où Marine Le Pen a engrangé 6,4 millions de voix (13,9 % des inscrits), soit 900 000 voix de plus que le score de son père au second tour de l'élection présidentielle de 2002 (13,4 % des inscrits, alors le meilleur score enregistré par le parti). Ainsi, le FN mariniste a bien progressé, mais pour retrouver les meilleurs niveaux du FN lepéniste.

Si l'on s'intéresse à présent à la géographie du vote FN, on constate que peu de modifications notables sont intervenues. La grande majorité des électeurs frontistes continuent en effet de se situer à l'est d'une ligne Le Havre-Valence-Perpignan (exception faite de la vallée de la Garonne), et plus particulièrement dans le Nord-Est de la France et autour du bassin méditerranéen. C'est dans ces territoires que le parti d'extrême droite s'est historiquement implanté et qu'il continue aujourd'hui de progresser. Ainsi, la très grande majorité de ses municipalités mais aussi de ses élus départementaux se concentre sur ces territoires¹⁹⁷. À l'occasion des dernières consultations électorales, le FN a certes enregistré des scores inhabituellement élevés dans l'Ouest, et plus particulièrement dans le Nord-Ouest. Lors du premier tour des élections départementales de 2015, les binômes frontistes ont ainsi réussi des résultats remarquables en Mayenne (19,7 %), dans les Côtes-d'Armor (19 %) ou encore en Ille-et-Vilaine (18,4 %). Ces scores restent cependant inférieurs à la moyenne nationale du parti et ne permettent toujours pas, pour l'heure, de conclure à une « nationalisation » du vote FN, comme nombre d'observateurs se sont sentis autorisés à le faire dès les lendemains de l'élection présidentielle de 2012¹⁹⁸. De

197. « Résultats départementales 2015 : les villes FN, un an après, ont massivement confirmé leur vote », huffingtonpost.fr, 30 mars 2015 ; « Onze villes, neuf binômes élus », liberation.fr, 30 mars 2015.

198. Voir par exemple « Le vote Front national : la reconquête sur Sarkozy, et plus encore », nouvelobs.com, 27 avril 2012 ; « Le vote Front national supprime ses frontières », liberation.fr, 27 avril 2012 ; « Européennes : qui sont ces Français qui votent pour le Front national », bfmtv.com, 26 mai 2014.

fait, comme l'affirme Joël Gombin, on ne constate toujours pas à ce jour de « rééquilibrage de la géographie électorale du FN¹⁹⁹ ».

En resserrant la focale, on peut également observer que le vote FN continue de se déployer de manière périphérique autour des zones urbaines. Cette tendance a certes été quelque peu contredite par les derniers résultats des élections départementales, où l'on a pu constater, par rapport aux élections européennes, une progression assez nette du vote FN dans les cantons urbains et une stagnation, voire une baisse, dans les cantons les plus ruraux²⁰⁰. Mais globalement, il faut noter que plus on s'éloigne des centres-villes, plus le nombre d'électeurs frontistes tend à augmenter. Ce phénomène n'est pas nouveau. Alors que le vote FN était à l'origine un vote urbain (grandes villes, banlieues, zones industrielles), il s'est progressivement ruralisé à partir du milieu des années 1990. C'est chez les agriculteurs que Jean-Marie Le Pen progresse le plus lors de l'élection présidentielle de 2002²⁰¹. En revanche, il est manifeste que cette ruralisation s'est accentuée, tandis que la défense de la France rurale est devenue l'un des thèmes de discours de Marine Le Pen. Ainsi, lors de sa campagne présidentielle, la candidate frontiste a pu évoquer dans une veine barrésienne ces « espaces d'une richesse inouïe où la France se perpétue dans ce que sa civilisation a engendré de meilleur », affirmant que « le principal talent de la France, c'est sa terre²⁰² ». Elle a également tour à tour stigmatisé « le mépris d'une petite élite parisienne » à l'égard des agriculteurs, défendu la chasse « que le parisianisme présente trop souvent comme s'opposant à la nature », prôné la sauvegarde des services publics ou encore dénoncé les mesures prises par l'Union européenne²⁰³. Ce discours semble avoir trouvé un écho auprès des populations rurales : agriculteurs en difficulté,

199. Joël Gombin, *Vote FN aux européennes : une nouvelle assise électorale*, note de l'Observatoire des radicalités politiques, n° 9, Fondation Jean-Jaurès, septembre 2014.

200. Cf. Hervé Le Bras, « "Périphérie", vous avez dit "périphérie" ? », liberation.fr, 25 mars 2015.

201. Nonna Mayer, *Ces Français qui votent Le Pen*, Paris, Flammarion, 2002.

202. « Marine Le Pen vise les voix de la France rurale », lefigaro.fr, 26 février 2012.

203. *Ibid.*

personnes se sentant délaissées par la puissance publique, ouvriers et salariés nouvellement installés à la campagne car n'ayant plus les moyens de continuer à vivre en ville. Comme le rappelle Nicolas Lebourg, dans les zones rurales situées dans un rayon de 80 à 90 kilomètres des grandes villes, le vote FN a progressé de 6,7 points depuis 1995²⁰⁴. Depuis lors, le gradient d'urbanité (c'est-à-dire la distance qui sépare la commune de résidence de la grande agglomération la plus proche) est devenu un facteur explicatif important de la géographie électorale du Front national. Ce phénomène permet également de comprendre pourquoi la carte du vote frontiste ne correspond plus aux territoires où sont installées les populations d'origine immigrée, puisque ces populations vivent pour l'essentiel dans les zones urbaines. Ainsi, le soutien accordé au FN se nourrit bien de la peur de l'autre, mais cette peur apparaît aujourd'hui davantage fantasmée qu'elle ne tient à une fréquentation immédiate des populations d'origine étrangère²⁰⁵.

Comme par le passé, on relève cependant des situations où cette « distance problématique » avec la ville ne permet pas forcément d'expliquer le vote FN. Étudiant le cas du Languedoc-Roussillon, Emmanuel Négrier remarque ainsi que les 28 communes de plus de 3 500 habitants où Marine Le Pen a obtenu plus de 30 % des suffrages en 2012 ne sont pas particulièrement éloignées des grands centres urbains ni toujours voisines²⁰⁶. Il faut ainsi se rappeler que le vote FN reste déterminé par des variables locales qui diffèrent d'une région à l'autre – l'électorat nordiste du FN n'a pas nécessairement le

même profil que l'électorat sudiste²⁰⁷ –, d'une commune à l'autre, voire d'un quartier à l'autre²⁰⁸. Comme ont pu le remarquer Jérôme Fourquet, Nicolas Lebourg et Sylvain Manternach au sujet du cas perpignanais, le vote FN se repère aussi bien dans les zones périurbaines où vivent les classes populaires que dans les quartiers de villas sécurisées très aisées²⁰⁹ ; tout dépend encore ici du niveau d'inégalité dans la répartition des richesses (mesuré par l'indice de Gini). Or le vote frontiste se révèle d'autant plus élevé que le territoire est plus inégalitaire – un phénomène qui s'accroît depuis 2009²¹⁰. Quoi qu'il en soit, on aura compris que l'hétérogénéité des logiques spatiales pour le vote est un autre invariant de la géographie électorale frontiste.

Sur le plan sociologique, l'électorat FN conserve globalement les propriétés qu'on lui connaît depuis le milieu des années 1990. Autrement dit, l'élection de Marine Le Pen à la présidence du parti n'a pas produit de bouleversement majeur dans la composition sociale des soutiens du parti – du moins telle qu'elle peut être appréciée à l'aune des données d'enquêtes disponibles. On a certes pu évoquer l'hypothèse d'une féminisation de l'électorat frontiste. Mais cette évolution est loin d'être attestée, tant les résultats des enquêtes s'avèrent contradictoires. Ainsi, selon l'institut Ipsos, 15 % des femmes et 21 % des hommes auraient voté pour Marine Le Pen lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2012 – soit un niveau et un écart équivalents à ceux enregistrés pour Jean-Marie Le Pen lors de la présidentielle de 2002 : 14 % de femmes et 20 % des hommes²¹¹. Pourtant, pour le même premier tour de

204. Nicolas Lebourg, « Militants, leader, élus, ligne, électeurs : où en est le Front national ? », slate.fr, 6 septembre 2014.

205. « On voit effectivement que les territoires où il y a des immigrés originaires du Maghreb ou de Turquie ne sont pas ceux où le vote FN est le plus important. Il y a une déconnexion des deux. On le voit en région parisienne : plus vous allez vers le centre de Paris, plus le vote FN est faible et plus vous allez vers le centre, plus la proportion d'immigrés est forte. L'argument de départ, qui était la proximité, la présence immédiate, a été intériorisé ». Cf. également Hervé Le Bras, « Qui dit hausse des inégalités, dit hausse du vote FN », tempsreel.nouvelobs.com, 22 mars 2015.

206. Cf. Emmanuel Négrier, « Le Pen et le peuple. Géopolitiques du vote FN en Languedoc-Roussillon », *Pôle Sud*, n° 37, février 2012, p. 158.

207. Cf. « Front du Nord, Front du Sud », Ifop Focus, n°92, août 2013. Enquête réalisée pour *Le Monde*. Cf. « "Sudiste" et "Nordiste", les deux électors du FN », lemonde.fr, 7 août 2013.

208. Cf. Sylvain Barone, Emmanuel Négrier, « Voter FN en milieu rural. Les explications du vote à l'épreuve de l'enquête ethnographique », in Sylvain Crépon, Alexandre Dézé, Nonna Mayer (dir.), *Le Front national : un parti en transition ?*, op. cit.

209. Jérôme Fourquet, Nicolas Lebourg, Sylvain Manternach, *Perpignan, une ville avant le Front national*, Fondation Jean-Jaurès, « Les Essais », décembre 2014.

210. *Ibid.* Cf. également Hervé Le Bras, « Qui dit hausse des inégalités, dit hausse du vote FN », tempsreel.nouvelobs.com, 22 mars 2015.

211. Source : www.ipsos.fr/sondages/1er-tour-presidentielle-2002comprendre-vote-francais-qui-vote-quoi-mot (consultation : mai 2012).

l'élection, l'institut CSA estime que les femmes et les hommes auraient été aussi nombreux (18 %) à accorder leurs suffrages à Marine Le Pen²¹². On observe le même contraste pour les élections européennes de 2014. Selon l'institut OpinionWay, il n'existerait plus de différence entre le vote des femmes et celui des hommes pour le FN. Lors du scrutin, une proportion équivalente d'électrices et d'électeurs (25 %) aurait soutenu les listes du parti d'extrême droite²¹³. Pour l'institut Ifop, en revanche, le *gender gap* subsisterait : 22 % des femmes et 27 % des hommes auraient voté FN²¹⁴. Et lors du scrutin départemental de mars 2015, ce même institut a encore relevé un écart de 8 points entre les électrices (22 %) et les électeurs frontistes (30 %)²¹⁵. Les résultats en composition (et non plus seulement en pénétration) laissent tout aussi perplexes. En 2012, l'institut CSA estimait que l'électorat de Marine Le Pen s'était « considérablement féminisé par rapport à celui de Jean-Marie Le Pen en 2007 », avec « 53 % de femmes et 47 % d'hommes ». Mais en 2014, l'institut Harris Interactive ramenait cette proportion à 37 % pour les femmes et 63 % pour les hommes²¹⁶, soit des résultats proches de ceux de Jean-Marie Le Pen en 2007 (36 % de femmes, 64 % d'hommes). Difficile, dans cette mesure, de statuer sur l'évolution sexuée de l'électorat FN.

Il en va de même concernant l'hypothèse d'un rajeunissement des soutiens du parti. Là encore, les données sondagières s'avèrent très variables, traduisant les difficultés des instituts à cerner avec précision les contours de l'électorat frontiste²¹⁷. Pour l'institut CSA, 10 % des 18-24 ans auraient voté

pour les listes FN aux élections européennes de 2014²¹⁸. Pour OpinionWay, cette proportion s'élèverait à 28 % pour la même tranche d'âge²¹⁹ ! Il faut en outre rappeler que ces résultats concernent les jeunes qui ont pris part au scrutin, soit en définitive – si l'on prend la fourchette haute d'OpinionWay (28 %) – environ 7 % des 18-24 ans inscrits sur les listes électorales. On est loin du tiers de la jeunesse française trop souvent évoqué dans les commentaires qui ont suivi les élections européennes²²⁰.

Les déterminants sociaux du vote FN autres que le sexe et l'âge ne semblent connaître que peu de modifications. Le niveau de diplôme reste une variable explicative majeure du soutien électoral au parti : plus il est élevé, plus la probabilité de voter pour le FN décroît. Ainsi, d'après les données de l'institut OpinionWay recueillies le jour des élections européennes de 2014²²¹, seuls 12 % des personnes titulaires d'un bac +2 auraient voté pour une liste FN, contre 40 % des titulaires d'un BEPC, d'un CAP ou d'un BEP (auxquels s'ajoutent les personnes sans diplôme). Selon l'Ifop, 50 % des personnes sans diplôme auraient voté FN au premier tour des élections départementales de mars 2015, contre 16 % des diplômés du supérieur²²². De même, si l'électorat du FN est depuis longtemps devenu interclassiste, c'est surtout chez les ouvriers et les employés que le parti continue de progresser. Aux élections de 2014, selon

212. Source : www.csa.eu/multimedia/data/sondages/data2012/opi20120427-note-d-analyse-le-vote-au-1er-tour-de-l-election-presidentielle.pdf (consultation : mai 2012).

213. Source : www.opinion-way.com/pdf/opinionway_pour_le_figaro_-_sociologie_du_vote_avec_abstentionnistes_-_elections_europeennes_2014.pdf (consultation : décembre 2014).

214. Source : www.ifop.com/media/pressdocument/747-1-document_file.pdf (consultation : décembre 2014).

215. Source : http://www.ifop.com/media/poll/2976-1-study_file.pdf (consultation : avril 2015).

216. Source : www.harrisinteractive.fr/news/2014/Sociologie_vote_europeennes_02062014.pdf (consultation : décembre 2014).

217. Sur les problèmes relatifs à l'évaluation sondagière du FN, cf. dans cette étude les sous-parties intitulées « La "nouveau" FN : une construction sondagière » et « Réalité artefactuelle et biais méthodologiques des enquêtes sondagières sur le FN ».

218. Source : www.csa.eu/multimedia/data/sondages/data2014/opi20140526-note-d-analyse-csa-decrypte-la-mecanique-du-front.pdf (consultation : décembre 2014).

219. Source : www.opinion-way.com/pdf/opinionway_pour_le_figaro_-_sociologie_du_vote_avec_abstentionnistes_-_elections_europeennes_2014.pdf (consultation : décembre 2014).

220. Comme le confirme Hervé Le Bras, « Depuis plus d'une dizaine d'années, la structure du vote se trouve dans les actifs de 25 à 55 ans. Les jeunes sont tentés ? Non, en regardant les chiffres, on voit qu'ils votent moins FN que les actifs. Ils sont une cible, mais ce n'est pas ça qui marche vraiment. Géographiquement, il y a aussi un changement très fort des dernières décennies, les jeunes de 18 à 24 ans sont au centre des grandes villes. C'est extraordinairement net dans les villes comme Rennes, Montpellier, Toulouse, où vous avez jusqu'à 15 % de cette tranche d'âge dans la population totale. Si vous allez à la frontière du département de l'Orne ou de la Sarthe, vous tombez à 2 %. Et en centre-ville, justement, on ne vote pas FN ». Cf. Hervé Le Bras, « "Périphérie", vous avez dit "périphérie" ? », liberation.fr, 25 mars 2015.

221. *Ibid.*

222. Source : http://www.ifop.com/media/poll/2976-1-study_file.pdf (consultation : avril 2015).

l'institut Ipsos²²³, 43 % d'ouvriers et 38 % d'employés auraient voté pour le FN, loin devant les professions intermédiaires (20 %) et les cadres supérieurs (9 %) – ces résultats variant de plus ou moins 3 points de pourcentage selon les instituts. Comme pouvait déjà le relever Nonna Mayer à propos des résultats de la présidentielle 2012, « malgré sa stratégie de “dédiabolisation”, Marine Le Pen ne parvient pas à percer chez les cadres du public, les professions intellectuelles et artistiques, à peine plus chez les cadres d'entreprise et les professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé, de la fonction publique²²⁴ ». Par ailleurs, il faut préciser que la très grande majorité des ouvriers qui votent aujourd'hui pour le Front national ne provient pas de la gauche. Ainsi, d'après les résultats de l'enquête « French Electoral Study²²⁵ », seulement 9 % des ouvriers ayant voté pour Marine Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle de 2012 se déclarent « de gauche », contre 49 % « de droite », et 29 % du « centre ». Ce que Nonna Mayer appelle à juste titre l'« ouvriéro-lepénisme »²²⁶ procède d'une radicalisation de l'électorat ouvrier qui votait initialement pour la droite (30 % à l'époque où la gauche capitalisait 70 % du vote ouvrier, à la fin des années 1970). Cet électorat ouvrier n'a par ailleurs que peu à voir avec celui qui soutenait anciennement la gauche et qui pour l'essentiel s'est réfugié dans l'abstentionnisme²²⁷.

Les votants frontistes continuent également de se distinguer par la priorité qu'ils accordent, au moment du vote, aux enjeux de l'immigration et de

l'insécurité. En 2012, ces deux thèmes arrivaient largement en tête des préoccupations des électeurs de Marine Le Pen²²⁸, tout comme en 2014, où l'immigration a constitué l'enjeu le plus déterminant pour 85 % d'entre eux, suivie de l'insécurité (53 %)²²⁹. La permanence de ces singularités se repère également dans le rapport des électeurs FN à l'antisémitisme. L'enquête commanditée par la Fondapol en novembre 2014 montre ainsi que c'est parmi ces électeurs que l'on trouve la proportion la plus élevée d'opinions antisémites. 46 % des électeurs de Marine Le Pen sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle « les Juifs ont trop de pouvoir dans le domaine de l'économie et de la finance » (contre 25 % dans le reste de l'électorat) ; 48 %, avec l'idée que « les Juifs ont trop de pouvoir dans les médias » (contre 22 %) ; 49 % répondent préférer « éviter » d'« avoir un président de la République juif » (contre 21 %)²³⁰.

Enfin, il convient de rappeler que le vote FN n'est pas devenu un vote d'adhésion sous la présidence de Marine Le Pen. Cette catégorisation a été employée à de multiples reprises pour qualifier l'évolution récente du vote frontiste. Or, on a oublié qu'elle fait débat depuis longtemps. Nonna Mayer évoquait déjà l'hypothèse de cette transformation du vote FN en 1997 dans un article de la *Revue française de science politique*, époque à laquelle le FN était dirigé par Jean-Marie Le Pen²³¹. Le sens de cette catégorisation reste par ailleurs particulièrement flou. Désigne-t-on l'adhésion aux idées frontistes ? Au parti ? À Marine Le Pen ? À Jean-Marie Le Pen ? Ce n'est jamais précisé. Enfin, il faut rappeler que la sociologie politique a depuis longtemps mis en évidence la complexité des logiques qui interviennent dans la production des comportements électoraux. Dans cette mesure, le vote ne saurait être réduit à

223. Source : <http://fr.scribd.com/doc/226037674/Europeennes-Ipsos-Comprendre-Le-Vote-Des-Francais> (consultation : décembre 2014).

224. Source : <http://le1hebdo.fr/numero/26/le-plafond-de-verre-de-marine-le-pen-430.html> (consultation : décembre 2014).

225. Source : www.cee.sciences-po.fr/fr/recherche/les-analyses-electorales/enquete-electorale-francaise-2012.html (consultation : mars 2015). Cf. encore Luc Rouban, *Les électeurs de Marine Le Pen ou les contraintes du succès*, note du Cevipof sur les élections municipales de 2014, n° 2, novembre 2013.

226. Nonna Mayer, « Gaucho-lepénisme ou ouvriéro-lepénisme », in Erwan Lecoeur (dir.), *Dictionnaire de l'extrême droite*, Paris, Larousse, 2007, pp. 160-162.

227. Cf. Florent Gougou, « La droitisation du vote des ouvriers en France. Désalignement, réaligement et renouvellement des générations », in Jean-Michel De Waele, Mathieu Vieira (dir.), *Une droitisation de la classe ouvrière en Europe ?*, Paris, Economica, 2012, pp. 142-172.

228. Source : www.ipsos.fr/sondages/1er-tour-presidentielle-2002comprendre-vote-francais-qui-vote-quoi-mot (consultation : mai 2012).

229. Source : www.opinion-way.com/pdf/opinionway_pour_le_figaro_-_sociologie_du_vote_avec_abstentionnistes_-_elections_europeennes_2014.pdf (consultation : décembre 2014).

230. Fondapol, « L'antisémitisme dans l'opinion publique française. Nouveaux éclairages », novembre 2014, pp. 16-17.

231. Nonna Mayer, « Du vote lepéniste au vote frontiste », *Revue française de science politique*, vol. 47, n° 3-4, 1997, pp. 438-453.

une logique en particulier – ici d'adhésion. C'est pour ces mêmes raisons que la catégorie « vote de protestation » pour qualifier le vote FN (ou le vote pour n'importe quelle autre formation politique) doit être écartée. Rappelons en dernier lieu que l'on peut parfaitement voter *pour* un parti ou un candidat tout en étant *contre* un autre parti ou un autre candidat.

Du point de vue de sa géographie et de sa sociologie électorales, le vote frontiste présente donc davantage d'invariants que de nouveautés – du moins si l'on s'en tient aux descriptions générales que l'on vient de donner. Certains indices laissent cependant penser que des inflexions pourraient se faire jour. En examinant de manière détaillée la géographie électorale du vote frontiste aux élections européennes de 2014, Joël Gombin a pu noter que, dans 5 440 communes, les listes frontistes avaient remporté un score plus élevé en proportion des inscrits que Marine Le Pen en 2012. Or il s'agit de « petites communes (255 habitants en moyenne) dans lesquelles sont surreprésentées les catégories sociologiques habituellement les plus rétives au vote frontiste²³² ». Pour le chercheur, cet élargissement serait également repérable à Paris, où le FN a progressé en voix entre 2012 et 2014, notamment dans les quartiers les plus aisés de la capitale, contredisant une nouvelle fois la sociologie traditionnelle du vote frontiste et témoignant d'un apport en voix d'électeurs de droite. Ce phénomène s'est encore répété dans le cadre particulier de l'élection législative partielle dans la quatrième circonscription du Doubs en février 2015. Joël Gombin a pu en effet estimer que, sur ce territoire, près d'un électeur sur deux ayant voté pour le candidat UMP au premier tour du scrutin avait reporté ses suffrages sur la candidate FN au second tour²³³. Les raisons à l'origine de ces reports restent difficiles à analyser. Mais il faut en convenir : les scores élevés que réalise actuellement le FN ne s'expliquent pas seulement par sa capacité à mieux mobiliser son électorat que les autres formations politiques, mais aussi par son aptitude, résolument nouvelle, à élargir son socle

de soutiens. Cette tendance semble avoir reçu une nouvelle confirmation avec les résultats du parti aux élections départementales de 2015. Ainsi, certains binômes frontistes ont enregistré des résultats assez importants là où d'habitude le FN peine à recueillir des voix. Dans le canton de Chantilly (Oise) ou dans le canton de Nord-Médoc (Gironde), pour ne prendre que ces deux exemples, les candidats du parti d'extrême droite ont respectivement recueilli 27 % et 37,9 %, alors même que ces territoires sont plutôt prospères et restent épargnés par la crise. Par ailleurs, les reports de voix UMP vers le FN ont certes été moins importants qu'à l'occasion des élections partielles (comme celle de la quatrième circonscription du Doubs). On estime ainsi que 22 % des électeurs UMP se sont prononcés pour le FN au second tour lorsque leur candidat était éliminé (contre 18 % pour le PS)²³⁴. Mais dans certains cantons, l'apport des voix de la droite s'est avéré décisif pour faire gagner les candidats frontistes : par exemple, dans le canton de Monteux (Vaucluse), où les binômes FN sont passés de 44 % à 55 % entre le premier et le second tour, ou dans le canton de la Seyne-sur-Mer 1, où ils ont enregistré une progression de 12 points en passant de 41 % à 53 %. On notera enfin que les reports entre le FN et l'UMP sont asymétriques. Autrement dit, il y a, pour l'heure, toujours plus d'électeurs FN qui se reportent au second tour sur des candidats UMP que d'électeurs UMP qui se reportent sur des candidats FN. Ainsi, selon les résultats d'une enquête OpinionWay réalisée le jour du deuxième tour de scrutin, 65 % des électeurs frontistes du premier tour auraient voté pour la droite quand elle était opposée à la gauche au second²³⁵. Autant d'évolutions qu'il conviendra de suivre avec la plus grande attention à l'occasion des prochaines consultations électorales.

232. Cf. Joël Gombin, « Vote FN aux européennes : une nouvelle assise électorale », *op. cit.*

233. *Id.*, « UMP, PS, abstentionnistes : qui s'est reporté sur le FN au second tour de la législative partielle du Doubs ? », *slate.fr*, 13 février 2015.

234. « Reports de voix : des consignes malmenées », *lemonde.fr*, 1^{er} avril 2015.

235. Source : www.opinion-way.com/pdf/opinionway_pour_1_opinion_-_sondage_jour_du_vote_-_second_tour_des_departementales_2015_-_vf.pdf (consultation : avril 2015).

LES MILITANTS : UN RENOUVELLEMENT DANS LA CONTINUITÉ

Prendre la mesure des évolutions qui ont affecté le corps militant frontiste reste aussi problématique que de tenter de cerner avec précision le profil des électeurs du parti. Les données quantitatives dont nous disposons émanent en effet du FN et sont donc invérifiables – comme d’ailleurs pour les autres partis. Les formations politiques se risquent rarement à dévoiler le nombre exact de leurs adhérents et ont plutôt tendance à le surévaluer pour en faire une ressource dans la compétition interpartisane. Ainsi, à la veille du congrès de Lyon en novembre 2014, le FN revendiquait 83 000 adhérents. Or, comme on l’a déjà indiqué, le niveau de participation à la réélection de Marine Le Pen laisse à penser que le parti en comptait deux fois moins : 42 000²³⁶. Entre 2011 et 2014, le FN aurait ainsi multiplié le nombre de ses adhérents non par quatre – comme l’ont martelé certains titres de la presse²³⁷ – mais par deux, pour finalement retrouver son niveau historique (celui qu’il avait atteint en 1998 avant la scission, avec 42 000 militants à jour de leurs cotisations²³⁸).

Ce chiffre est-il pour autant parfaitement fiable ? On peut en douter car il ne correspond pas vraiment aux estimations auxquelles il est possible de procéder à partir des comptes certifiés que le FN remet chaque année à la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP). Pour l’exercice 2013, le parti a déclaré un montant total de 2 061 394 euros de cotisations perçues. Le prix moyen d’une cotisation étant de 30 euros, cela signifie que, à la fin de l’année 2013, le nombre de militants

236. Comme le rappelle David Doucet, ces chiffres sont incontestables puisqu’ils correspondent aux fichiers qui avaient été saisis lors du procès opposant Bruno Mégret et Jean-Marie Le Pen après la scission. Cf. « Portraits-robots des militants du Front national », slate.fr, 12 janvier 2011.

237. Cf. par exemple « Front national : Marine Le Pen a nationalisé le FN en trois ans [infographie] », huffingtonpost.fr, 29 novembre 2014.

238. Selon l’hebdomadaire *Minute*, qui se serait procuré la liste électorale constituée en vue du congrès de Tours en janvier 2011, le FN comptait au moment de l’élection de Marine Le Pen 22 373 militants. Cité par David Doucet, « Portraits-robots des militants du Front national », *art. cit.*

frontistes s’élevait, si l’on se base sur ce calcul, à environ 68 700 (soit un chiffre assez proche de celui que Nicolas Bay, alors secrétaire général adjoint au FN, avait indiqué à Nicolas Lebourg au 1^{er} novembre 2013 : 74 000²³⁹). De fait, soit le parti a perdu près de 35 000 adhérents entre 2013 (68 700) et 2014 (42 000), ce qui semble peu probable, soit le mode de calcul qui consiste à rapporter le montant total des cotisations au prix moyen de la cotisation est trop imprécis. Dans tous les cas, les données qui ont été communiquées par Nicolas Bay en novembre 2013²⁴⁰ – accompagnées de renseignements sur la composition par âge et par sexe – ne semblent pas suffisamment fiables pour être exploitées, et encore moins pour permettre de formuler des conclusions sur l’évolution numérique et sociologique de la base militante frontiste – ce qui est regrettable.

Il faut dès lors s’en remettre aux différentes enquêtes qualitatives réalisées depuis 2011. La plupart de ces travaux suggèrent tout d’abord que la base militante frontiste s’est non seulement élargie, mais également pour partie renouvelée. Les observations menées sur le terrain attestent ainsi la présence d’un public apparemment plus nombreux (dans les sections, dans les meetings), mais il n’est pas certain, comme cela a pu être avancé, qu’il soit plus jeune ou plus féminin que par le passé. Comme le précise le sociologue Sylvain Crépon, « la féminisation est plus visible pour l’instant dans l’affichage des listes que dans la base militante²⁴¹ » ; et « concernant les jeunes, il n’est pas acquis que le FN ait retrouvé le nombre qu’il avait avant 1998²⁴² ». Ainsi, le Front national compte assurément dans ses rangs quelques « nouveaux visages » – pour reprendre une appellation médiatique devenue routinière²⁴³. Mais il ne s’agit

239. Jean-Yves Camus et Nicolas Lebourg, « Le Front national expliqué à mon père », *Charlie Hebdo*, hors-série n° 13, 2014, p. 13.

240. *Ibid.*

241. « Une féminisation attestée par le nombre de binômes paritaires (candidats et suppléants) présentés par le FN aux élections départementales de mars 2015 (1 909 sur 2 054 cantons).

242. Cité par Jean-Yves Camus et Nicolas Lebourg, « Le Front national expliqué à mon père », *Charlie Hebdo*, hors-série n° 13, 2014, p. 13.

243. « Les dix nouveaux visages du Front national », lesinrocks.com, 3 octobre 2012 ; « Les nouveaux visages du FN », « Deshabillons-les », Public Sénat, émission du 30 avril 2014 ; « Les nouveaux visages du Front national », leparisien.fr, 1^{er} avril 2014 ; « Municipales : les nouveaux visages du FN », tempsreel.nouvelobs.com, 25 mars 2014.

en rien d'un phénomène inédit. En réalité, le corps militant frontiste n'a jamais cessé d'être en constant renouvellement depuis la création du parti, un renouvellement générationnel mais aussi, bien sûr, doctrinal. Ainsi, nationalistes-révolutionnaires, néo-nazis, solidaristes, catholiques traditionalistes, anti-communistes, partisans de l'Algérie française, lepénistes, mégrétistes, marinistes... ont ensemble ou tour à tour occupé les rangs du parti. Or le dernier « renouvellement » en date, celui qui semble s'opérer depuis que Marine Le Pen a été élue à la présidence du parti, ne paraît pas avoir produit de bouleversements dans la sociologie militante du parti. Comme par le passé, on note parmi les militants frontistes une forte hétérogénéité des origines sociales, des trajectoires biographiques et des profils socioprofessionnels de ses membres. Il suffit, pour en prendre la mesure, de parcourir les récentes enquêtes de Sylvain Crépon²⁴⁴, Charlotte Rotman²⁴⁵ et Claire Checcaglini²⁴⁶ et de les mettre en perspective avec les observations développées dans des travaux plus anciens (ceux de Valérie Lafont²⁴⁷, Daniel Bizeul²⁴⁸, Magali Boumaza²⁴⁹, Violaine Roussel²⁵⁰ ou encore Ivan Bruneau²⁵¹). Pas plus aujourd'hui qu'hier ne se dégage un profil type de militant FN. Parmi les néo-militants frontistes, on trouve ainsi des individus dont les origines politiques couvrent un large spectre allant de la gauche à l'extrême droite, issus de milieux modestes mais aussi aisés, diplômés du supérieur mais aussi sans diplôme, exerçant des professions

244. Sylvain Crépon, *La Nouvelle Extrême Droite. Enquête sur les jeunes militants du Front national*, Paris, L'Harmattan, 2006.

245. Charlotte Rotman, *20 ans et au Front. Les nouveaux visages du FN*, Paris, Laffont, 2014.

246. Claire Checcaglini, *Bienvenue au Front. Journal d'une infiltrée*, Paris, Éditions Jacob-Duvernet, 2012.

247. Valérie Lafont, « Les jeunes militants du Front national : trois modèles d'engagement et de cheminement », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1-2, 2001, pp. 175-198.

248. Daniel Bizeul, *Avec ceux du FN. Un sociologue au Front national*, Paris, La Découverte, 2003.

249. Magali Boumaza, *Le Front national et les jeunes de 1972 à nos jours. Hétérodoxie d'un engagement partisan juvénile : pratiques, socialisations, carrières militantes et politiques à partir d'observations directes et d'entretiens semi-directifs*, thèse de doctorat de science politique, université Robert-Schuman, Institut d'études politiques de Strasbourg, 2002.

250. Violaine Roussel, « Labels politiques et construction de l'identité militante : le cas du Front national », in Michel Dobry (dir.), *Le Mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, 2003, pp. 237-278.

251. Ivan Bruneau, « Un mode d'engagement singulier au Front national. La trajectoire scolaire effective d'un fils de mineur », *Politix*, vol. 15, n° 57, 2002, pp. 183-211.

aussi diverses que celles d'agriculteur ou de chargé de communication. Les logiques de l'engagement et les investissements militants demeurent également pluriels. L'adhésion au FN peut ainsi s'opérer par conviction idéologique ou sans réelle connaissance de la culture et de l'histoire du Front national, pour se conformer à l'un des membres du couple ou pour combler un sentiment de solitude, pour faire face à un événement personnel ou familial (rupture, décès) ou par attrait pour Marine Le Pen, par peur du déclassement social ou tout simplement pour tenter d'y faire carrière. La fonction socialisatrice de l'organisation partisane frontiste représente une autre dimension qui semble continuer de jouer un rôle important pour les militants. Le FN demeure ainsi bien plus qu'un parti : une « sous-société », pour reprendre une terminologie ancienne de Guy Birenbaum²⁵², pourvoyeuse d'un espace social alternatif permettant de tisser des liens, de partager des moments de convivialité mais aussi de vivre, sur le mode de l'entre-soi, une relation au monde construite et perçue comme illégitime²⁵³.

La communauté militante du FN s'est donc renouvelée mais ses traits n'ont guère changé. La « dédramatisation » mariniste a certes permis de renouer avec un cycle d'adhésions à la hausse, mais elle n'a pas modifié la sociologie de la base au point qu'il soit possible de parler de « nouveau FN ». Bien plus, en dépit des efforts de normalisation de sa présidente, l'organisation frontiste compte toujours des individus racistes, antisémites, homophobes ou islamophobes. C'est cette réalité occultée par le roman de la dédramatisation mariniste que nombre de néo-militants ont découverte en adhérant au FN – avant de finir par quitter le parti. On pense ici au récit de Nadia et Thierry Portheault sur leur passage au Front national dans leur ouvrage, *Revenus du Front*²⁵⁴, ou encore aux témoignages d'anciens transfuges un temps investis

252. Guy Birenbaum, *Le Front national en politique*, op. cit.

253. Cf. Anne Tristan, *Au Front*, Paris, Gallimard, 1987 ; Guy Birenbaum, *Le Front national en politique*, op. cit. ; Charlotte Rotman, *20 ans et au Front*, op. cit. ; Sylvain Crépon, *Enquête au cœur du nouveau Front national*, op. cit.

254. Nadia et Thierry Portheault, *Revenus du Front. Deux anciens militants FN racontent*, op. cit.

comme candidats par le FN ou le RBM avant de se retirer. Citons parmi d'autres :

- Arnaud Cléré, ancien militant UMP et candidat RBM aux élections municipales de 2014 à Gamaches : « Quand on voit Marine Le Pen à la télévision, on ne peut pas imaginer à quoi ressemble l'arrière-boutique²⁵⁵ » ;
- Anna Rosso-Roig, ancienne ralliée du Front de gauche et candidate RBM aux élections municipales de 2014 à Marseille : « Avec toute la stratégie de communication qu'ils avaient mise en place, des gens comme moi ont eu l'espoir qu'ils enlèvent ce côté brutal, cette radicalité du Front national²⁵⁶ » ;
- Vincent Morelle, ancien militant UMP et directeur démissionnaire de la campagne pour la candidate frontiste aux élections municipales à Meaux : « Je suis allé au FN car j'ai pensé que c'était la meilleure offre pour faire gagner le souverainisme. J'y voyais une dynamique et des perspectives [...]. Le FN essaye de passer un coup d'éponge sur une vitrine pleine de poussière. On met un drap neuf mais, derrière, l'arrière-boutique n'a pas changé [...]. En réunion départementale, j'ai entendu des propos qui m'ont choqué. On ne parle pas de Copé mais de "Copelovici", "ce gros fils de pute", j'entends aussi "Merci aux Roms, ces voleurs de ferraille" [...]. Un hiérarque du bureau prend alors la parole pour dire : "Vous pouvez penser ce que vous voulez, mais ne le dites pas quand il y a du monde". À l'inauguration de la permanence de La Ferté-sous-Jouarre, le 9 décembre, j'ai aussi entendu : "Taubira, la sale guenon" ou "Riester, cette pédale, on ne sait même pas si c'est un homme ou une femme"²⁵⁷ » ;
- Benoît Girard, ancien candidat FN aux élections législatives de 2012 : « Tout tournait autour d'une hostilité des immigrés en tant que personnes, de leur culture considérée comme une menace pour notre civilisation, avec des termes qui, en plus d'être inexacts, étaient souvent assez vulgaires et peu conformes à ce qu'on peut attendre d'un parti républicain [...]. Tout tournait

255. « Ils ont essayé le Front national, mais ils l'ont quitté, atterrés », francetvinfo.fr, 11 février 2014.

256. « Ils ont cru à la dédramatisation du FN », europe1.fr, 27 novembre 2013.

257. « FN : "J'ai honte d'appartenir à ce parti que je pensais javellisé" », liberation.fr, 21 janvier 2014.

autour des Arabes, des bougnoules, qu'il fallait rejeter à la mer, voilà, ce genre de propos se tenait de façon tout à fait décomplexée et sans appréhension particulière. [...] C'est là où je me suis rendu compte effectivement qu'il y avait une forme de double discours de la part du Front national, c'est-à-dire qu'on essayait d'évacuer des militants qui tenaient ces propos de façon trop ouverte, qui les tenaient devant les médias, devant la presse, mais pour autant que ces propos soient tenus de façon privée ou n'entraînaient pas de réactions particulières, ça ne gênait pas plus que ça les cadres à la fois locaux et nationaux du Front national²⁵⁸ »).

- sans compter les expériences similaires de Michael Lanoy²⁵⁹ ou de Christian et Éric Bonnegent²⁶⁰.

On ne saurait ainsi oublier que le FN ne se réduit pas à Marine Le Pen ou aux marinistes, mais recouvre une réalité partisane plurielle. En somme, ce n'est pas parce que certains dirigeants cherchent à projeter une image dédramatisée du FN que pour autant le parti et, en l'occurrence, le corps militant se sont dédramatisés.

Au terme de ces développements, on espère avoir démontré que le Front national n'est en rien devenu un « nouveau » parti, un « parti comme les autres », un parti « normalisé ». Comme l'affirme Jean-Marie Le Pen, qui s'est certes toujours montré réfractaire à toute idée de refonte de l'organisation frontiste : « Je reconnais mon FN dans le FN de Marine Le Pen. Il n'y a rien de changé. La ligne politique reste la même²⁶¹ ». Des changements sont certes intervenus, mais ils relèvent davantage, comme on l'a vu, du fonctionnement ordinaire des organisations partisans que d'une entreprise volontaire et profonde

258. Propos rapportés dans l'émission « Envoyé spécial », France 2, émission du 17 octobre 2013.

259. « Michaël Lanoy, son secrétaire dans la 20e, quitte le FN : trop d'homophobie à ses yeux », lavoixdunord.fr, 18 janvier 2013.

260. « Le FN raconté de l'intérieur par ses déçus », mediapart.fr, 4 décembre 2013.

261. « Front national : enquête sur la méthode bleu marine pour conquérir le pouvoir », francetvinfo.fr, 15 novembre 2013.

de transformation. Cette invariance s'explique aisément au regard de l'économie partisane frontiste et, plus largement, de la sociologie des organisations partisanes²⁶². Il reste que, si le Front national n'a pas changé, c'est bien la conviction inverse qui semble aujourd'hui s'être imposée. Comment l'expliquer ?

LA CONSTRUCTION DE LA RÉALITÉ POLITIQUE DU FRONT NATIONAL

Si le parti frontiste n'a pas de connu de modification notable concernant son programme, son discours, son leadership, son organisation ou encore ses soutiens, il est en revanche manifeste que la perception de ce parti a considérablement évolué au cours de ces dernières années. Aujourd'hui, le FN semble de plus en plus considéré comme un « nouveau » parti, voire comme un parti « comme les autres ». Ce changement de perception est certes lié aux effets de nouveauté produits par l'arrivée de Marine Le Pen à la présidence du FN et à sa stratégie de « dédramatisation ». Mais il s'explique également par l'intervention de trois autres facteurs complémentaires : le traitement médiatique et sondagier du FN, la banalisation des idées par des agents exogènes au parti, les effets d'amnésie liés à son effacement politique dans les années 2000.

LE TRAITEMENT MÉDIATIQUE ET SONDAJIER DU FN

La croyance selon laquelle le FN serait devenu un « nouveau » parti résulte tout d'abord des résultats des enquêtes sondagières et de la manière dont ils sont interprétés dans les médias depuis 2011. Marine Le Pen n'était pas encore élue à la présidence de l'organisation frontiste que nombre de journaux et de magazines (presse, radio, télé, internet) évoquaient déjà la perspective de l'avènement d'un « nouveau » FN. Dans son édition du 5 novembre 2010, le magazine *Paris Match* consacre ainsi un long article à

262. Cf. Alexandre Dézé, *Le Front national : à la conquête du pouvoir ?*, op. cit. Cf. également la conclusion de cette étude.

Marine Le Pen avec comme titre : « Le nouveau visage de l'extrême droite²⁶³ ». Le 12 décembre 2010, l'émission *Arrêt sur images*, diffusée sur internet, s'intéresse à la question de savoir « comment traiter le “nouveau” FN²⁶⁴ ». Le 13 janvier 2011, le journal *Metronews* titre : « Un nouveau FN, couleur Marine Le Pen²⁶⁵ ? » Le 17 janvier 2011, soit le lendemain de l'élection de la nouvelle présidente frontiste, l'émission télévisée de Frédéric Taddei, *Ce soir ou jamais* (diffusée sur France 3), a pour thème : « Marine Le Pen : vers un nouveau FN²⁶⁶ ? »

Bien que formulée précocement, la question de l'émergence d'un nouveau FN ne semble pas complètement illégitime. Depuis le début des années 2000, Marine Le Pen a en effet clairement exprimé sa volonté de changer le parti – ce qu'elle n'a pas manqué de réaffirmer dès son élection à la présidence du FN²⁶⁷. La question qui se pose est donc celle de « l'avenir du FN », pour reprendre le thème d'un débat organisé sur l'antenne de RFI le 17 janvier 2011²⁶⁸. Rien n'interdit alors de penser que Marine Le Pen va entreprendre un travail de rénovation partisane. Pourtant, dans les semaines qui suivent le congrès de Tours, la nouvelle présidente du FN s'efforce surtout de consolider ses positions à l'intérieur du parti en s'alignant sur l'orthodoxie frontiste. Le 17 janvier 2011, elle réaffirme la centralité du principe de la préférence nationale dans l'offre de programme du FN²⁶⁹ ; le 18 janvier, elle déclare que « le FN ne changer[a] pas de nature²⁷⁰ », même si elle précise que

263. Source : www.parismatch.com/Actu/Politique/Marine-Le-Pen-le-nouveau-visage-de-l-extreme-droite-144956 (consultation : décembre 2014).

264. Source : www.arretsurimages.net/emissions/2010-11-12/Avec-Marine-Le-Pen-les-memes-erreurs-qu-avec-son-pere-id3523 (consultation : décembre 2014).

265. Source : www.metronews.fr/info/un-nouveau-fncouleur-marine/mkam!YSubtXhpbwI (consultation : janvier 2012).

266. Source : www.dailymotion.com/video/xgm7r9_alain-soral-dans-ce-soir-ou-jamais-17-janvier-2011_news?start=22 (consultation : janvier 2012).

267. Cf. le point 2.1. de cette étude.

268. « Quel avenir pour le Front national », rfi.fr, 17 janvier 2011.

269. « Marine Le Pen reprend le credo de la préférence nationale », lemonde.fr, 17 janvier 2011.

270. « M. Le Pen : Le FN ne “changera pas de nature” », europe1.fr, 18 janvier 2011.

les thèmes économiques et sociaux y seront davantage développés ; le 28 janvier, elle rappelle son « opposition totale » au mariage homosexuel²⁷¹ ; le 21 février, elle brandit la menace de « l'aggravation d'une immigration extra-européenne », avec pour risque « le remplacement pur et simple de la population française²⁷² ». Au cours de cette période, le seul écart à l'orthodoxie frontiste se traduit par ses déclarations du 5 février à propos de « ce qui s'est passé dans les camps » d'extermination nazis et qui, selon elle, représente, le « summum de la barbarie ». À cette exception près – qui est certes tout sauf négligeable –, Marine Le Pen cherche donc plutôt, après son élection, à s'inscrire dans la lignée du FN lepéniste. Quoi qu'il en soit, deux mois après son élection, la transformation du parti est encore loin d'avoir débuté. Pourtant, c'est une tout autre réalité qui, à partir du mois de mars 2011, commence à prendre forme dans les médias, avec en premier lieu la multiplication et la diffusion des enquêtes par sondages.

La « nouveauté » FN : une construction sondagière

Jusqu'alors créditée de 13 à 15 % d'intentions de vote pour l'élection présidentielle de 2012, Marine Le Pen enregistre tout d'abord une soudaine et nette progression dans les enquêtes. Les 16 et 17 février 2011, un sondage réalisé par l'Ifop pour le compte de *France Soir* indique que 20 % des personnes interrogées déclarent vouloir voter pour la présidente du FN²⁷³. Le 6 mars 2011, le quotidien *Le Parisien* publie les résultats d'un sondage Harris Interactive qui la placent en tête du premier tour du scrutin présidentiel avec 23 % d'intentions de vote, devant tous les autres candidats testés (Martine Aubry pour le PS à 21 %, Nicolas Sarkozy pour l'UMP à 21 %). Dans un sondage complémentaire du même institut, auquel on avait reproché de ne pas avoir testé les

271. « Marine Le Pen totalement contre le mariage homosexuel », lci.tf1.fr, 28 janvier 2011.

272. « Marine Le Pen fait monter les enchères sur l'immigration », leparisien.fr, 21 février 2012.

273. Source : www.ifop.com/media/poll/1426-1-study_file.pdf (consultation : décembre 2014).

candidatures de François Hollande et Dominique Strauss-Kahn, Marine Le Pen arrive encore en tête, quel que soit le candidat de gauche ou de droite, et gagne même un point dans l'hypothèse d'une candidature « DSK » ou Hollande (*document 1*).

Document 1. La une du *Parisien* (6 mars 2011) et les résultats détaillés du sondage complémentaire



En janvier 2012, le potentiel de Marine Le Pen atteint 30 % selon l'institut Viavoice pour *Libération* (*document 2*). Et les résultats de ces différents sondages sont abondamment diffusés et commentés dans l'ensemble des médias.

Document 2. La une de *Libération* (9 janvier 2012)



C'est ensuite la perception du Front national qui semble avoir subitement changé. Au lendemain des élections cantonales de mars 2011, un sondage réalisé par l'institut BVA pour France Info et *Les Échos* montre que, pour 52 % des personnes interrogées, le FN serait devenu un « parti comme les autres », soit une progression de 10 points par rapport au mois de septembre 2010²⁷⁴. Là encore, les résultats de ce sondage sont largement repris par les médias (*document 3*).

Document 3. Captures d'écran de sites d'information (*Le Point*, France Info, *Le Figaro*) relayant les résultats de l'enquête de BVA sur la « normalisation » du FN



Parallèlement, c'est le vote FN qui lui aussi semble avoir évolué. Les résultats d'une enquête réalisée en avril 2011 par l'institut OpinionWay pour le magazine *Lyon Capitale* indiquent ainsi qu'il serait devenu en l'espace de quelques semaines un « vote d'adhésion » (et non plus un « vote de protestation »).

Enfin, le nombre de Français partageant les idées du FN paraît également connaître une hausse brutale. Ainsi, en janvier 2012, un tiers des personnes interrogées par TNS Sofres dans le cadre du baromètre d'image du FN pour le journal *Le Monde* déclarent être d'accord avec les idées du parti – soit une progression de 9 points par rapport à janvier 2011 pour atteindre un niveau soi-disant « record », comme l'affirment nombre de médias (*document 4*).

274. Sondage BVA pour Absolute, publié dans *Les Échos* et diffusé sur France Info, 28 mars 2011 (consultation : décembre 2014).

Document 4. Captures d'écran de sites d'information (France Inter, *Le Nouvel Observateur*, *Le Monde*, *20 Minutes*, TF1) relayant les résultats de l'enquête de TNS Sofres sur le niveau d'adhésion aux idées du FN



En l'espace de quelques semaines, le Front national aurait donc profondément changé, du moins si l'on s'en tient aux résultats des enquêtes sondagières. La concordance de ces résultats s'avère remarquable, mais elle ne l'est pas moins que les interprétations auxquelles elles vont donner lieu. De manière quasi unanime, les responsables d'instituts vont en effet considérer que si le FN progresse dans les sondages, c'est parce que le parti aurait changé et que ce changement serait lié tout à la fois à l'arrivée de Marine Le Pen et aux vertus de sa stratégie de « dédiablement » :

- « Si nos études montrent une progression des intentions de vote en faveur de Marine Le Pen (entre août 2010 et février 2011, elle est passée de 12-13 % à 17-19 %), cette évolution semble surtout liée au processus de dédiablement du parti consécutif à l'accession de Marine Le Pen à sa présidence et aux inflexions idéologiques entamées, plutôt qu'à une évolution de son image personnelle » (présentation de l'enquête TNS Sofres sur « l'effet Marine Le Pen » pour « La Matinale » de Canal +, 14 mars 2011)²⁷⁵ ;

275. Source : www.tns-sofres.com/etudes-et-points-de-vue/effet-marine-le-pen (consultation : mai 2013).

- « Alors que la politique économique du gouvernement bat un nouveau record d'impopularité avec 75 % de mauvaises opinions, Marine Le Pen semble avoir clairement gagné son pari de la dédiablement, et même de la normalisation de son parti : pour la première fois, le FN est désormais considéré comme « un parti comme les autres » par une majorité de Français » (présentation de l'enquête BVA pour Absolu, *Les Échos* et France Info, 28 mars 2011)²⁷⁶ ;
- « Le FN est devenu un vote d'adhésion [...]. C'est l'enseignement de l'enquête réalisée par OpinionWay [...]. C'est la première fois qu'un sondage mesure aussi nettement « l'effet Marine Le Pen » » (présentation de l'enquête OpinionWay pour *Lyon Capitale*, 28 avril 2011)²⁷⁷ ;
- « Le terme Front national est en train de se normaliser [...]. L'effet Marine Le Pen se confirme » (explications d'Édouard Lecerf, alors directeur général de TNS Sofres, à propos du baromètre d'image du Front national, pour *Le Monde*, 12 janvier 2012)²⁷⁸.

La construction médiatique de la « nouveauté » supposée du FN procède ainsi à l'origine de ressorts sondagiers. Ce sont en premier lieu les enquêtes réalisées par les instituts qui ont installé la croyance dans l'avènement d'un parti d'extrême droite « normalisé », mais aussi l'interprétation – devenue aujourd'hui dominante – selon laquelle cette normalisation s'expliquerait par l'entreprise de « dédiablement » de Marine Le Pen. Or, au moment où les résultats de ces enquêtes commencent à être diffusés et commentés, la présidente du FN s'inscrit encore – comme on l'a rappelé – dans la pleine orthodoxie frontiste, et le parti n'a connu aucun changement. L'image du FN telle qu'elle est dépeinte dans les sondages est donc fictionnelle. Mais elle est également artificielle, tant les enquêtes accumulent les biais méthodologiques.

276. Sondage BVA pour Absolu, publié dans *Les Échos* et diffusé sur France Info, 28 mars 2011 (consultation : décembre 2014).

277. « Enquête. Pourquoi ils votent FN ? », *Lyon Capitale*, n° 700, mai 2011.

278. Source : « Près d'un tiers des Français sont d'accord avec les idées du FN », *lemonde.fr*, 12 janvier 2012 (consultation : décembre 2014).

Réalité artefactuelle et biais méthodologiques des enquêtes sondagières sur le FN

Le premier biais tient à la temporalité sondagière. La plupart des enquêtes d'intentions de vote sont réalisées bien avant le premier tour de l'élection (près de 400 durant la seule campagne présidentielle de 2012, soit quatre fois plus que pour la campagne présidentielle de 1981). Or, plus un sondage est élaboré en amont du scrutin, plus il est imprécis. Ainsi, lorsque *Le Parisien* publie en mars 2011 les résultats du sondage Harris Interactive indiquant que 23 ou 24 % des personnes interrogées voteraient pour Marine Le Pen « si l'élection présidentielle de 2012 avait lieu dimanche prochain », il reste encore treize mois avant l'échéance. De fait, non seulement l'enquête installe les répondants dans une situation politique irréaliste, non seulement les listes de candidats qui sont testées sont arbitraires et encore loin de correspondre à l'offre définitive (comme on le sait, Dominique Strauss-Kahn et Martine Aubry ne seront finalement pas candidats), mais, en outre, près d'une personne sur deux se déclare encore à cet instant incertaine de son choix. Au mieux, donc, le sondage n'enregistre qu'un état ponctuel du rapport de forces potentiel entre différents acteurs politiques mis en concurrence les uns avec les autres. Et ce rapport de forces reste bien éloigné de la réalité du premier tour de l'élection présidentielle de 2012.

Le deuxième biais est lié à l'évaluation sondagière du phénomène frontiste. Cette évaluation s'est en réalité toujours avérée problématique. La raison en est simple. Dans le cadre d'enquêtes par téléphone, les personnes interrogées par les instituts ont tendance à sous-déclarer leur intention de vote ou leur sympathie pour le FN car elles n'assument pas toujours, face aux enquêteurs, le stigmate social encore associé au soutien à ce parti²⁷⁹. Dans le

cadre d'enquêtes par internet, ce problème de sous-déclaration serait pour partie corrigé par le fait que les répondants s'administrent eux-mêmes les questionnaires. En l'absence de « contrôle social » exercé par un tiers enquêteur, ils se sentiraient ainsi plus libres d'exprimer des opinions considérées comme illégitimes ou de déclarer des intentions de vote pour des formations extrêmes. Il reste que les résultats « bruts » recueillis au terme des enquêtes par téléphone ou par internet s'avèrent le plus souvent « faux » – pour reprendre les termes de Roland Cayrol, ancien directeur de l'institut CSA²⁸⁰. « Faux » car ils sont en deçà de la réalité du poids électoral du FN. C'est la raison pour laquelle les instituts pratiquent des opérations de « redressement » qui ont pour vocation de corriger les résultats bruts. Les modalités de base de ces opérations sont connues : on interroge les électeurs sur leur vote aux précédentes élections, on compare les résultats recueillis avec les résultats effectifs de ces élections, et on en déduit un coefficient multiplicateur qui sera appliqué aux résultats obtenus dans l'enquête en cours. Il demeure que, au-delà des problèmes d'amnésie ou de confusion que rencontrent les répondants lorsqu'il s'agit de se souvenir de leurs pratiques électorales antérieures²⁸¹, on ignore la manière dont ces coefficients sont précisément utilisés²⁸² – sachant que, en général, plusieurs hypothèses de redressement ou colonnes de référence (en fonction des élections prises en compte dans le redressement) sont testées. Ainsi, comme a pu l'admettre Pierre Weill, ancien dirigeant de la Sofres, les opérations de redressement suivent peut-être des « recettes », mais elles comportent également une « part de pifomètre²⁸³ ». En somme, les estimations du potentiel électoral frontiste relèvent d'opérations qui restent approximatives, comme le montre assez bien l'examen comparé des différents sondages effectués pendant la campagne présidentielle de 2012. En septembre 2011, les écarts entre les

280. *Le Monde*, 9 mars 2011.

281. Cf. Patrick Lehingue, *op. cit.*, pp. 116-117.

282. Sur ce point, cf. les débats relatifs à la proposition de loi sur les sondages visant à mieux garantir la sincérité du débat politique et électoral, présentée par Hugues Portelli au Sénat. Source : www.senat.fr/seances/s201102/s20110214/s20110214001.html (consultation : décembre 2014).

283. *Ibid.*

279. Dans les années 2000, il y avait encore deux fois moins d'électeurs déclarant leur intention de vote pour le FN dans les enquêtes sondagières, lors du recueil des résultats bruts, que d'électeurs votant pour le FN dans la réalité. Cf. Patrick Lehingue, Subunda. *Coups de sonde dans l'océan des sondages*, Bellecombès-en-Bauge, Éditions du Croquant, 2007, p. 119 et suiv.

estimations proposées par les principaux instituts s'élèvent à 7 points ; en décembre 2011, ils sont encore de 6,5 points ; en avril 2012, à la veille du scrutin, ils sont toujours de 3 points (tableau 1) – sachant, par ailleurs, que la plupart des dernières estimations vont s'avérer inférieures au résultat final de Marine Le Pen (17,9%).

Tableau 1. Comparatif des estimations concernant les intentions de vote pour Marine Le Pen à l'élection présidentielle de 2012²⁸⁴

	LH2	CSA	Ifop	Écarts
Septembre 2011	12 %	15 %	19 %	+ 7 points
Décembre 2011	13,5 %	16 %	20 %	+6,5 points
	BVA	LH2	TNS	Écarts
Avril 2012	14 %	15,5 %	17 %	+ 3 points

Le troisième biais est à rechercher du côté des modalités de constitution des échantillons. Dans l'enquête réalisée par OpinionWay pour le compte du magazine *Lyon Capitale* (enquête qui annonce la transformation supposée du vote FN en « vote d'adhésion »), l'échantillon s'avère de taille bien trop réduite pour que les résultats soient statistiquement exploitables (474 personnes interrogées) ; du moins, toute conclusion définitive à partir des résultats devrait être interdite. Dans la fiche technique accompagnant le sondage, il est certes précisé que la marge d'incertitude est de « 4 à 5 points au plus²⁸⁵ » (dès lors que les réponses en pourcentage sont de 50 %, conviendrait-il de préciser²⁸⁶). Mais il convient d'abord de rappeler que ces marges ne sont valables que dans le cadre d'enquêtes recourant à une méthode d'échantillonnage de type aléatoire. Avec la méthode dite des quotas – celle utilisée par OpinionWay pour *Lyon Capitale* –, ces marges ne sont tout simplement pas calculables – elles

sont donc appliquées par « analogie ». On peut dès lors s'interroger sur les raisons pour lesquelles les instituts de sondage prennent désormais soin de publier, dans leurs rapports d'enquête, les tableaux d'indication de ces marges. En effet, la très grande majorité des instituts n'utilisent plus la méthode aléatoire, trop onéreuse et presque impossible à appliquer. La présence de ces tableaux est donc inutile, même si elle vise sans doute à rappeler le caractère « estimatif » des sondages tout en garantissant une allure de scientificité aux résultats. Quoi qu'il en soit, c'est avant tout la méthode des quotas que les instituts utilisent aujourd'hui. La raison en est simple : un nombre croissant et majoritaire de personnes refuse de répondre aux enquêtes. En dehors des enquêtes par panel constituées d'individus pré-recrutés, il faut désormais une moyenne de 10 000 appels téléphoniques (entre 4 000 et 20 000) pour constituer un échantillon de 1 000 personnes. Les échantillons interrogés sont donc de moins en moins représentatifs (sinon des seules personnes qui acceptent de répondre). Mais, surtout, ce refus croissant implique, dans le cadre de la méthode aléatoire, de remplacer les personnes que le hasard avait désignées par d'autres personnes... Au bout du compte, l'échantillon cesse donc d'être strictement aléatoire. La méthode des quotas paraît certes tout à fait recevable, dès lors que les principaux critères constitutifs de la population sont pris en compte (âge, sexe, profession, niveau de diplôme, lieu d'habitation)²⁸⁷. Mais elle est discutée par certains spécialistes dans le cas de son application aux enquêtes par internet²⁸⁸. Les enquêtes Harris Interactive et OpinionWay que nous avons évoquées mobilisent précisément ce mode de recueil des données. Or on peut tout au moins penser que même si les instituts parviennent à constituer des échantillons représentatifs (au regard des statistiques de l'Insee), le profil des répondants ne peut que présenter certaines singularités. Pour répondre à des questionnaires en ligne de nature politique, il faut en effet être équipé d'une

284. Source : www.sondages-en-france.fr (consultation : juin 2013).

285. « Enquête. Pourquoi ils votent FN ? », *Lyon Capitale*, n° 700, mai 2011.

286. La marge d'erreur (que les instituts préfèrent appeler « intervalle de confiance ») est calculée en fonction de la taille de l'échantillon et des chiffres en pourcentage obtenus.

287. Ce n'est pas toujours le cas. Cf. sur ce point la note critique de Joël Gombin sur le sondage Ifop d'octobre 2013 annonçant les listes frontistes à 24 % pour les élections européennes de 2014 (disponible sur son blog : www.joel-gombin.fr/sondageifop).

288. Cf. sur ce point la note de Christian Barrault, ancien conseil statistique auprès de la Sofres, d'Ipsos et de Médiamétrie : « Petite histoire des méthodes d'enquêtes par sondage ». Source : www.observatoire-des-sondages.org/petite-histoire-des-methodes-d-enquetes-par-sondage (consultation : mars 2015).

connexion, éprouver un intérêt personnel à répondre et se sentir suffisamment compétent en politique pour le faire. Ce sont donc, in fine, des personnes connectées, intéressées et généralement politisées qui participent plus volontairement à ce genre de sondages. Par conséquent, on peut douter qu'elles soient représentatives de toutes les catégories de la population (par exemple des jeunes électeurs, toujours moins mobilisés politiquement que les adultes, ou des personnes âgées, toujours moins connectées que les autres).

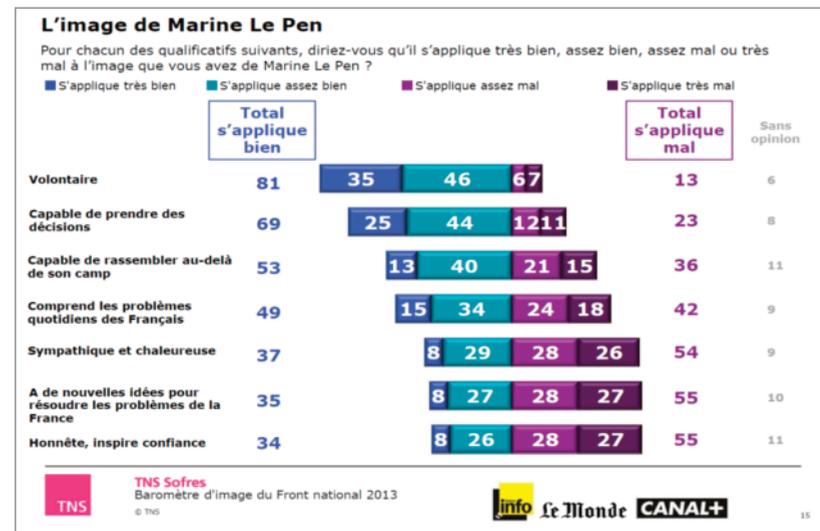
Le quatrième biais tient à l'ordre, à la nature et à la formulation des questions. Prenons quelques exemples. Le baromètre d'image du FN de TNS Sofres (dans son édition 2012 déjà citée) s'ouvre sur une série de questions portant, est-il annoncé, sur « certaines opinions concernant la société actuelle ». Il s'avère cependant que ces « opinions », avec lesquelles les personnes interrogées doivent se déclarer en accord ou en désaccord, sont ni plus ni moins celles que promeut le Front national : « On ne défend pas assez les valeurs traditionnelles en France » ; « La justice n'est pas assez sévère avec les petits délinquants » ; « On accorde trop de droits à l'islam et aux musulmans en France » ; « Il y a trop d'immigrés en France » ; « Il faut donner plus de pouvoir à la police » ; « On ne se sent plus vraiment chez soi en France » ; « Il faut rétablir la peine de mort ». Or, formulées de la sorte et sur un tel mode itératif, ces propositions (affirmatives, négatives ou exagérées) peuvent non seulement encourager des réponses favorables, mais en outre créer un biais d'acquiescement. Bien plus : posées en ouverture de l'enquête, elles auront tendance à produire un effet de halo sur le reste du questionnaire en augmentant la sensibilité des personnes interrogées aux idées du FN. Un problème de même nature est encore repérable, toujours dans ce même baromètre, au niveau de l'élaboration de la question portant sur l'appréciation de l'image de Marine Le Pen. En effet, tous les qualificatifs proposés aux répondants, qui doivent indiquer s'ils s'appliquent bien ou mal à Marine Le Pen, sont positifs (« volontaire », « capable de prendre des décisions », « comprend les problèmes quotidiens des Français », « sympathique et chaleureuse », etc.), limitant de facto les possibilités d'émettre une appréciation négative et contribuant à dessiner en creux un portrait plutôt flatteur de la présidente du

FN (*document 5*). Or, dans l'une de ses enquêtes datant de septembre 2013, l'institut BVA a posé la même question, mais en proposant une série d'items à la fois positifs et négatifs (« d'extrême droite », « agressive », « démagogique », « raciste », etc.). Mécaniquement, comme le montre le document 6, l'image de Marine Le Pen s'en trouve dégradée. Cela signifie que la façon dont est conçue la question oriente la réponse et, partant, l'image de la présidente du FN. En somme, on peut presque faire dire tout et n'importe quoi à un sondage. Tout dépend, en dernière instance, de l'intention de départ.

Document 5. Baromètre TNS Sofres 2012.

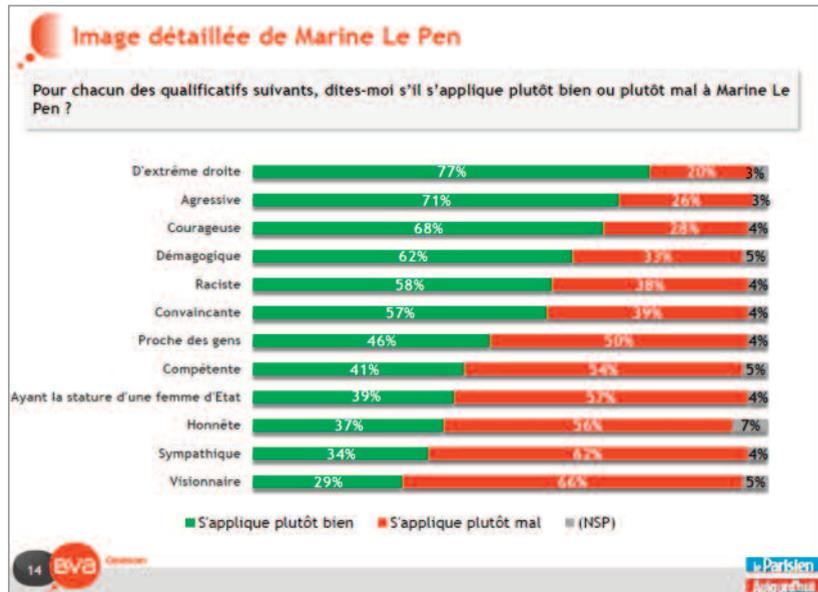
Question portant sur « l'image de Marine Le Pen²⁸⁹ »

Document 6. Sondage BVA pour *Le Parisien - Aujourd'hui en France*, septembre 2013.



289. Source : www.tns-sofres.com/sites/default/files/2012.01.12-barofn.pdf (consultation : mars 2012).

Question portant sur « l'image détaillée de Marine Le Pen²⁹⁰ »



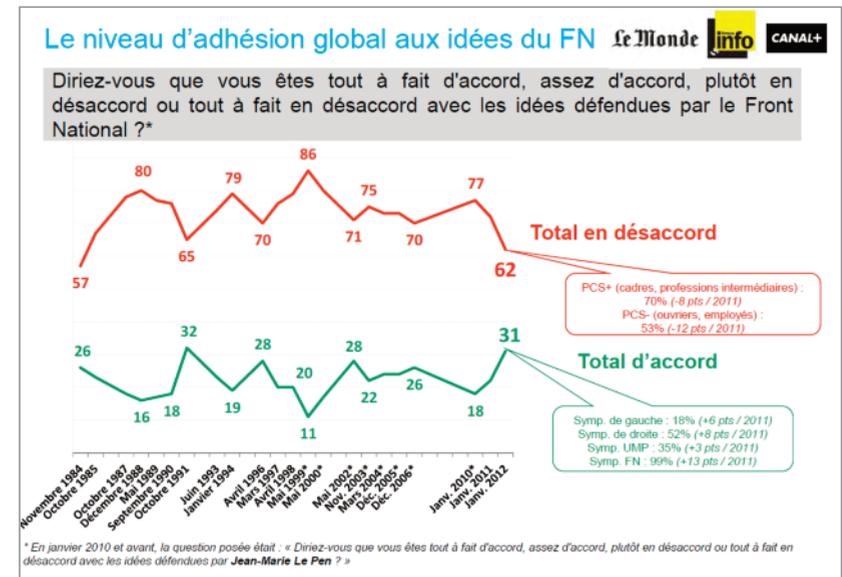
Le cinquième biais tient à l'interprétation des résultats des sondages proposée dans les médias, interprétation qui s'est avérée (et qui continue de s'avérer aujourd'hui) éminemment favorable au Front national. La lecture des résultats du baromètre d'image du FN de 2012 en offre une illustration archétypale. Comme on a eu l'occasion de l'évoquer, la plupart des médias ont surtout relevé dans cette enquête que le taux d'adhésion aux « idées » frontistes avait augmenté de 9 points entre janvier 2011 et janvier 2012, passant de 22 % à 31 %, et qu'il s'agissait là d'un niveau « record ». Mais, en procédant à une

290. Source : www.bva.fr/data/sondage/sondage_fiche/1338/fichier_bva_pour_le_parisien-aujourd'hui_en_france_-_marine_le_pen5792b.pdf (consultation : janvier 2014).

comparaison dans le temps (document 7), on remarque que ce même taux s'élevait à 32 % en 1991, soit un point de plus par rapport à 2012. Le niveau d'adhésion aux idées du FN est donc plutôt stable sur le long terme et aurait même tendance à décliner, puisque les personnes interrogées se montrent davantage en « désaccord » avec les idées du FN en 2012 (62 %) qu'en 1984 (57 %).

Document 7. Baromètre TNS Sofres 2012.

Question portant sur le niveau d'adhésion global aux idées du FN²⁹¹



Il en va de même, toujours dans le baromètre de 2012, concernant l'évolution du taux d'approbation des prises de position des leaders frontistes. Certes, la proportion de personnes acquiesçant au point de vue de Marine Le

291. Source : www.tns-sofres.com/sites/default/files/2012.01.12-barofn.pdf (consultation : mars 2012).

Pen sur la sécurité ou les immigrés augmente entre 2011 et 2012. Mais elle diminue également par rapport à 2002, époque où Jean-Marie Le Pen était encore président du FN (-5 points en ce qui concerne les positions sur la sécurité, -2 points pour celles sur les immigrés). Quant à la perception du FN comme « danger pour la démocratie », le pourcentage de personnes interrogées partageant cette vision a bien reculé de 17 points au cours des années 2000 pour atteindre 53 % en 2012. On aurait là, précise *Le Monde*, « le marqueur le plus fort de la banalisation du Front national ». Pourtant, rapporté à son niveau de 1985, le résultat de 2012 est en augmentation de 3 points. Bien plus, le recul enregistré en 2012 sur cette question ne saurait s'expliquer par un « effet Marine Le Pen » puisque, en 2010, c'est-à-dire avant que la nouvelle présidente du parti ne prenne ses fonctions, les personnes interrogées n'étaient déjà plus que 52 % à considérer le FN comme un « danger pour la démocratie » (soit un point de moins qu'en 2012). En somme, on l'aura compris, on a préféré, dans la lecture des résultats, placer la focale sur les données accréditant l'idée d'une « normalisation » du FN – intentionnellement ou non. Cette lecture préférentielle est encore repérable dans l'interprétation des résultats de l'enquête OpinionWay pour *Lyon Capitale*. L'idée selon laquelle le vote frontiste serait devenu un vote d'adhésion repose pour l'essentiel, dans cette enquête, sur l'exploitation de ce résultat : 86 % des électeurs du FN déclareraient souhaiter que Marine Le Pen soit élue présidente de la République, alors que seuls 53 % affirment qu'ils auraient aimé voir son père à l'Élysée. Passons sur le caractère pour le moins particulier de cette question, qui somme les personnes interrogées de se prononcer a posteriori sur leur souhait de voir Jean-Marie Le Pen occuper la fonction de président, alors même qu'il n'est plus candidat... Surtout, on voit mal ce qui autorise à parler de mutation du vote FN sur la base du résultat évoqué. Sans compter que, en examinant les autres résultats du sondage, on remarque que 48 % des personnes interrogées déclarent voter FN « pour soutenir un parti qui incarne [leurs] valeurs », mais que 48 % déclarent également voter FN « pour exprimer [leur] mécontentement à l'égard du cours des choses ». Ainsi, le vote de protestation s'avère aussi important que le vote d'adhésion (sous réserve, comme on l'a souligné, que l'utilisation de ces deux catégories soit d'un quelconque intérêt pour

comprendre les comportements électoraux). On peut encore prendre un dernier exemple, parmi d'autres, en évoquant la lecture des résultats de l'enquête BVA sur la « normalisation » du FN datant de mars 2011. On y apprend notamment – comme on l'a rappelé – qu'une majorité de Français considèrent désormais le Front national comme « un parti comme les autres ». C'est tout du moins sous ce titre que les résultats de l'enquête vont être repris et diffusés dans les médias. Or, dans l'enquête BVA, la question n'est pas : « Vous, personnellement, considérez-vous le FN comme un parti comme les autres ? », mais « Vous, personnellement, estimez-vous que le Front national devrait être à présent considéré comme un parti comme les autres ? ». En somme, ce n'est pas une majorité de Français qui estiment que le FN est un parti comme les autres, mais une majorité de Français qui estiment que ce parti *devrait être* considéré comme un parti comme les autres. La manière dont sont présentés les résultats ne correspond donc pas à la question posée (formulée de manière indirecte et au conditionnel) et a pour effet d'accréditer, là encore, l'idée d'une normalité partisane désormais établie du FN.

Au-delà de ces nombreux biais, d'autres problèmes touchant à la déontologie même de la pratique sondagière et journalistique sont repérables. En janvier 2012, on l'a évoqué, le journal *Libération* annonce en première page, sur la base d'une enquête réalisée par l'institut Viavoice, que « 30 % [d'électeurs] n'excluraient pas de voter Marine Le Pen ». Mais, en examinant le détail des chiffres en pages intérieures, on découvre que les 30 % annoncés résultent en réalité du cumul du pourcentage de personnes ayant répondu qu'elles voteraient « certainement » (8 %) pour Marine Le Pen, « oui, probablement » (10 %) et « non, probablement pas » (12 %). Ainsi, pour parvenir au score final de 30 %, on a estimé que les personnes déclarant qu'elles ne voteraient « probablement pas » pour Marine Le Pen avaient finalement autant de chances de le faire que celles qui avaient répondu « oui, probablement » ou « oui, certainement » (8+12+10) ! À moins de considérer que les mots n'ont aucun sens ou que, lorsqu'ils sont interrogés, les sondés n'attachent aucune importance à leur réponse, on peut légitimement se demander ce qui autorise de telles pratiques comptables, sinon la volonté d'attirer à tout prix l'attention sur la progression du

FN ou, plus prosaïquement, celle de faire un coup éditorial avec l'espoir de gains de vente. Dans tous les cas, la publication de ces résultats, du moins sous cette forme, aura été longuement débattue au sein de la rédaction de *Libération*.

D'autres pratiques discutables sont à relever. On peut ainsi penser que Marine Le Pen n'a jamais réellement atteint les 24 % d'intentions de vote dans l'enquête Harris Interactive de mars 2011. Pour la simple raison qu'elle obtient au mieux, à cette époque, 16 % d'intentions de vote en résultats bruts (ce qui est déjà très élevé, notamment par rapport aux résultats que son père pouvait enregistrer en brut). De fait, les 24 % qui lui sont attribués dans le sondage complémentaire procèdent d'un ajout d'au moins 8 points au résultat initial. Comment les a-t-on trouvés ? En les « prenant » à Dominique Strauss-Kahn. Dans le sondage Harris Interactive, les intentions de vote en faveur de l'ancien candidat socialiste présumé se révèlent soudain inférieures de 5 à 10 points par rapport aux estimations proposées par les autres instituts. Le 24 février 2011, le CSA donnait « DSK » à 28 % et Marine Le Pen à 18 %²⁹². Le 14 mars, Ipsos donnait « DSK » à 33 % et Marine Le Pen à 19 %²⁹³. Il est donc peu probable que le niveau d'intention de vote en faveur de l'ancien directeur du FMI ait brutalement chuté entre ces deux dates. D'après les résultats d'Ipsos, il aurait même eu tendance à augmenter.

Au terme de cette analyse, il semble possible d'affirmer que les sondages produits à partir de mars 2011 ont bien contribué à installer l'idée qu'un nouveau FN avait vu le jour. Cette « nouveauté » a été construite sur la base de résultats d'enquêtes bénéficiant d'une vaste diffusion médiatique (éditorial après éditorial, une après une, revue de presse après revue de presse, et ainsi de suite) plaçant le parti d'extrême droite à des niveaux particulièrement élevés dans l'opinion qui ont été interprétés comme autant d'indices d'une

banalisation supposée du FN. Avec leurs enquêtes, les instituts de sondage ont donc contribué à donner corps et forme au « roman de la dédramatisation » mariniste. Alors même que les responsables frontistes réactivaient les ressorts d'une stratégie mégrétiste de conquête du pouvoir pour édifier une façade plus respectable du parti, les instituts dessinaient les contours d'un Front national imaginaire. En à peine quelques mois, ce dernier aurait en effet réussi le tour de force de « changer » et de devenir un parti « comme les autres²⁹⁴ ». Or, non seulement il s'agit – encore à ce jour – d'une illusion, tant le FN campe sur ses fondamentaux. Mais, en outre, la valeur des résultats d'enquêtes sur lesquels elle repose se révèle sérieusement discutable. Pourtant, l'emballement sondagier autour du FN ne s'est pas éteint, loin de là. Depuis lors, la plupart des instituts n'ont eu de cesse de réaliser des enquêtes dont les résultats apparaissent toujours un peu plus spectaculaires, suivant ainsi une logique de prophétie auto-réalisatrice où les prédictions se voient d'autant plus confortées que les intentions de vote pour le FN, l'adhésion à ses idées ou les opinions favorables à sa présidente sont placées à un niveau toujours plus élevé. On peut toujours se demander, comme Joël Gombin, si les sondages enregistrent désormais un « mouvement qui existe bel et bien » ou si « cet outil de mesure participe à alimenter la vague²⁹⁵ ». Il n'en reste pas moins que la plupart des enquêtes sur le FN, toujours produites en abondance, continuent de cumuler les biais et problèmes qui viennent d'être évoqués. Prenons quelques exemples.

Problèmes liés à la temporalité sondagière et aux méthodes d'enquête

En octobre 2013, l'Ifop réalise pour le compte du *Nouvel Observateur* un sondage dont les résultats placent le Front national à 24 % d'intentions de vote pour les élections européennes de 2014²⁹⁶. La couverture choisie par l'hebdomadaire illustre parfaitement les modalités du traitement dominant du FN par les médias, tant du point de ton anxiogène utilisé (« Le sondage qui

292. Source : www.csa-tmo.fr/dataset/data2011/opi20110222-le-candidat-de-la-droite-en-2012-et-les-intentions-de-vote-pour-le-premier-tour-de-l-election-presidentielle-de-2012.pdf (consultation : février 2015).

293. Source : www.ipsos.fr/ipsos-public-affairs/actualites/intentions-vote-presidentielle-2012 (consultation : février 2015).

294. Cf. encore : Alexandre Dézé, « La banalisation du FN, mirage sondagier », mediapart.fr, 14 février 2012.

295. Cité dans « Départementales : les sondages font-ils le jeu du FN ? », lemonde.fr, 4 mars 2015.

296. Source : www.ifop.fr/media/poll/2355-1-study_file.pdf (consultation : octobre 2013).

fait peur ») que de l'évocation d'une réalité frontiste fictionnelle (« Le Front national menace de devenir le premier parti de France »). Notons d'emblée que ces « 24 % » attribués au FN ont pris *après coup* une résonance particulière car les listes frontistes ont *effectivement* obtenu un peu plus de 24 % aux élections européennes. Voilà de quoi accréditer l'idée, encore récemment reprise par deux journalistes du *Monde*, que les sondages sur le FN seraient désormais « plus fiables qu'auparavant²⁹⁷ ». Pourtant, cette correspondance ne peut qu'être hasardeuse compte tenu des nombreux biais repérables dans le sondage Ifop. Autrement dit, il était effectivement probable que le FN obtienne 24 % aux élections européennes, mais on ne pouvait pas le déduire du sondage réalisé en octobre 2013. Tout d'abord, on l'a dit, mesurer les intentions de vote à neuf mois d'un scrutin n'a guère de sens. À ce stade, les enjeux de l'élection tout comme l'identité des candidats qui seront en lice restent largement indéterminés. Ensuite, l'Ifop a testé dans son sondage non pas l'ensemble des listes présentées par circonscription, mais une seule liste nationale par parti « soutenue » par un représentant de ce parti : Olivier Besancenot pour le NPA, Cécile Dufflot pour EELV, Harlem Désir pour le PS, Jean-François Copé pour l'UMP, Marine Le Pen pour le FN, etc. On a donc demandé aux personnes interrogées de se prononcer sur un scrutin sans rapport avec sa réalité finale. Enfin, l'enquête a été réalisée par internet, selon un mode d'auto-administration posant, comme on l'a déjà rappelé, un certain nombre de problèmes compte tenu du profil quelque peu singulier des répondants²⁹⁸.

Encore une fois, tout sondage réalisé à plus de six mois d'une échéance électorale produit des résultats qui ont toutes les chances de se révéler erronés. On peut ainsi, de la même manière, légitimement douter de la valeur des enquêtes qui, à partir du mois d'avril 2013, soit quatre années avant l'élection présidentielle de 2017, ont commencé à annoncer la présence de

Marine Le Pen au second tour du scrutin²⁹⁹, voire, à partir d'août 2014, sa victoire finale³⁰⁰.

Problèmes liés à l'évaluation sondagière du potentiel électoral frontiste

Les responsables d'instituts assurent que la « dédramatisation » mariniste aurait permis de gagner en précision dans l'évaluation sondagière du phénomène frontiste. Avec la normalisation supposée du FN, un nombre croissant de personnes interrogées n'hésiterait plus à exprimer dans le cadre des enquêtes leur soutien ou leur sympathie pour le parti d'extrême droite, réduisant ainsi les possibilités d'erreur liées aux opérations de redressement. Il reste que l'examen comparé des données des sondages ne confirme pas forcément ce gain de précision. Si les instituts ne rencontraient plus de difficulté dans l'appréciation du phénomène frontiste (ou dans son redressement), on observerait des résultats relativement identiques d'une enquête à l'autre – du moins concernant celles portant sur les intentions de vote, qui procèdent généralement du même type de question : « Si l'élection avait lieu dimanche prochain, pour quel(le) candidat/parti/liste voteriez-vous ? ». Durant la campagne présidentielle de 2012, on l'avait noté, les écarts repérables entre les estimations des différents instituts avaient atteint jusqu'à 7 points. Lors des élections européennes de 2014, on a pu encore relever des écarts de plus de 5 points (*tableau 2*), y compris dans les enquêtes réalisées à quelques jours du scrutin, alors même que la proximité de l'échéance est censée garantir une précision optimale. Et pendant la campagne pour les élections départementales, ces écarts ont été encore de 5 points, tandis que certains instituts, comme Odoxa, donnaient le FN à 33 % des voix au premier tour (soit 8 points au-dessus de son score définitif !) (*tableau 2 bis*). Il faut en déduire un

297. « Dans le Doubs, les leçons du « séisme souterrain » du vote FN », lemonde.fr, 9 février 2015.

298. Pour une analyse critique complémentaire des biais constitutifs de ce sondage, cf. la note de Joël Gombin déjà mentionnée (disponible sur son blog : www.joelgombin.fr/sondageifop).

299. « Sondage BFM TV – Aujourd'hui Marine Le Pen serait au second tour de la présidentielle », bfmtv.com, 29 avril 2013 (sondage CSA).

300. « 2017 : un sondage place Marine Le Pen en tête du premier tour, Hollande éliminé », lefigaro.fr, 1^{er} août 2014 (sondage Ifop pour *Marianne*) ; « Sondage : Marine Le Pen bat tout le monde », latribune.fr, 5 septembre 2014 (sondage Ifop pour *Le Figaro*).

enseignement fort : la mesure sondagière du potentiel électoral frontiste reste indiscutablement imprécise.

Tableau 2. Estimations des instituts de sondage concernant les intentions de vote pour les listes FN aux élections européennes de 2014³⁰¹

LH2 15-16 mai 2014	OpinionWay 14-16 mai 2014	Sofres 9-11 mai 2014	Ifop 20-23 mai 2014	Ipsos 21-22 mai 2014	YouGov 19-22 mai 2014	Écarts
21 %	22 %	23 %	23,5 %	24 %	26,1 %	5,1 points

Tableau 2 bis. Estimations des instituts de sondage concernant les intentions de vote pour le FN aux élections départementales de 2015

CSA 16-18 mars 2015	Ipsos 19-20 avril 2015	Ifop 9-11 mai 2014	Odoxa 5-6 mars 2015 2014	Écarts
28 %	29 %	30 %	33%	5 points

Problèmes liés à l'interprétation des résultats

Au-delà des nombreux écueils méthodologiques que l'on peut relever dans les enquêtes sondagières sur le FN, l'interprétation qui est généralement donnée de leurs résultats ne laisse pas de surprendre. Prenons l'exemple de l'édition 2013 du baromètre TNS Sofres sur l'image du FN. On note dans les commentaires médiatiques que la plupart des données allant à l'encontre de la thèse de la banalisation du FN ont été soit occultées, soit placées au second plan. Ainsi, on a relativement peu insisté sur le fait que 81 % des personnes interrogées n'approuvent pas les solutions que Marine Le Pen propose, que 67 % d'entre elles n'envisagent pas de voter pour ce parti à l'avenir, que 54 % considèrent qu'il

a plutôt vocation à rassembler les votes d'opposition³⁰². Ce constat vaut également pour la manière dont les résultats de l'édition 2015 ont été traités. Il se trouve que les données de cette ultime édition se sont avérées plutôt médiocres pour le Front national. Les résultats montrent en effet que le niveau d'adhésion à ses idées a légèrement baissé par rapport à 2014 (33 %, -1 point), que le FN est davantage perçu comme un « danger pour la démocratie » (54 %, +3 points), que l'image de Marine Le Pen s'est « écornée » et que les fondamentaux du parti sont « massivement rejetés », selon les termes d'Abel Mestre qui en a proposé une analyse détaillée pour le journal *Le Monde*³⁰³. Mais, plutôt que de mettre en valeur ces différents résultats, pourtant clairement mentionnés par le journaliste dans son article, le quotidien a préféré titrer : « Élections départementales : un sympathisant UMP sur deux favorable à des alliances avec le FN », tout en considérant que la porosité entre les électeurs FN et UMP constituait le « principal enseignement du baromètre d'image du parti d'extrême droite³⁰⁴ ». Or c'est précisément cet enseignement qui a été repris et diffusé par la plupart des médias. Dans leurs manchettes, les journaux ont en outre généralement omis de préciser que les sympathisants UMP interrogés s'exprimaient en l'occurrence sur des alliances « locales, au cas par cas » : « La moitié des électeurs UMP voudraient des alliances avec le FN » (*capital.fr* ; *francebleu.fr* ; *reuters.fr*, 16 février 2015) ; « 50 % des sympathisants UMP favorables à des alliances avec le FN » (*franceinfo.fr*, 16 février 2015) ; « Départementales : le FN séduit les électeurs UMP » (*francesoir.fr*, 16 février 2015). Ainsi, on l'aura compris, c'est l'un des rares résultats du baromètre de 2015 indiquant une évolution positive pour le FN par rapport à 2014 que l'on a choisi de mettre en avant.

Ce type de lecture oblique est devenu quasi systématique. Ainsi, en septembre 2013, un sondage BVA-Orange pour *L'Express*, la presse régionale

302. Pour de plus amples développements critiques sur ce baromètre, cf. Alexandre Dézé, « La banalisation médiatique du FN », *liberation.fr*, 11 février 2013.

303. « Un sympathisant sur deux favorable à des alliances locales avec le FN », *lemonde.fr*, 16 février 2015.

304. « Élections départementales : un sympathisant sur deux favorable à des alliances avec le FN », *lemonde.fr*, 16 février 2015.

301. Source : www.sondages-en-france.fr/sondages/Elections/Europeennes-2014/National

et France Inter annonce que 63 % des sympathisants de droite interrogés déclareraient « préférer » Marine Le Pen à François Hollande (29 %). Admettons que la question à l'origine de ce résultat ait un sens³⁰⁵. En examinant les autres données de cette enquête, on apprend surtout que « seulement » 26 % des personnes interrogées souhaiteraient voir Marine Le Pen avoir « davantage d'influence dans la vie politique française » ; que 72 % des personnes interrogées ont une « mauvaise opinion » du FN ; et que 57 % de l'ensemble des personnes interrogées continuent de préférer François Hollande à Marine Le Pen... Or, ces résultats ont été relégués au second plan par les médias : « Les sympathisants de droite préfèrent Marine Le Pen à François Hollande » (lefigaro.fr, 30 septembre 2013)³⁰⁶ ; « Les sympathisants de droite préfèrent Le Pen à Hollande » (francetvinfo.fr, 30 septembre 2013)³⁰⁷ ; « Sondage : les sympathisants de droite préfèrent Marine Le Pen à François Hollande » (20minutes.fr, 1^{er} octobre 2013)³⁰⁸. De même, sur la base d'un sondage réalisé par l'Ifop en février 2015, Le Journal du dimanche³⁰⁹, *Le Point*³¹⁰, *Le Parisien*³¹¹, *L'Express*³¹², *20 minutes*³¹³ et le site internet de RTL³¹⁴ titraient à peu près dans

305. Dans le même sondage, les personnes interrogées devaient également indiquer si elles préféraient François Hollande à Nicolas Sarkozy, François Hollande à Jean-François Copé, et François Hollande à François Fillon. Pour consulter les résultats de ce sondage, cf. <http://fr.calameo.com/read/001524739f3b540d24785> (consultation : février 2015).

306. Source : www.lefigaro.fr/politique/2013/09/30/01002-20130930ARTFIG00594-les-sympathisants-de-droite-preferent-marine-le-pen-a-francois-hollande.php (consultation : janvier 2015).

307. Source : www.francetvinfo.fr/politique/les-sympathisants-de-droite-preferent-le-pen-a-hollande_424309.html (consultation : janvier 2015).

308. Source : www.20minutes.fr/societe/1230205-20131001-20131001-sondage-droite-sympathisants-preferent-marine-pen-a-francois-hollande ((consultation : janvier 2015).

309. Source : www.lejdd.fr/Politique/29-des-Francais-disent-souhaiter-un-succes-du-FN-aux-departementales-718000 (consultation : février 2015).

310. Source : www.lepoint.fr/politique/departementales-pres-de-30-des-francais-souhaitent-le-succes-du-fn-15-02-2015-1905160_20.php (consultation : janvier 2015).

311. Source : www.leparisien.fr/politique/departementales-pres-de-30-des-francais-souhaitent-le-succes-du-fn-15-02-2015-4535353.php (consultation : février 2015).

312. Source : www.lexpress.fr/actualite/politique/un-francais-sur-trois-favorable-a-une-victoire-du-fn-aux-elections-departementales_1651756.html (consultation : février 2015).

313. Source : www.20minutes.fr/politique/1541059-20150215-departementales-pres-30-francais-souhaitent-succes-fn (consultation : février 2015).

314. Source : www.rtl.fr/actu/politique/departementales-pres-de-30-des-francais-souhaitent-le-succes-du-fn-7776603286 (consultation : février 2015).

les mêmes termes : « Départementales : 30 % des Français souhaitent le succès du FN ». On peut tout d'abord se demander ce que signifie ici « souhaiter le succès du FN ». Pour certains journalistes, le sens semble clair : cela équivaut à voter pour le FN. « Le vote FN, hier vote de protestation, commence à ressembler à un vote d'adhésion. Selon notre enquête, 29 % [résultat exact] des Français disent “souhaiter” un succès du FN lors des départementales³¹⁵ », pouvait-on lire à propos de cette enquête sur le site internet du *Journal du dimanche*. D'un résultat indiquant que « 30 % des Français souhaitent le succès du FN », on passe ainsi, sans autre forme d'inventaire, à « 30 % des Français votent » pour le FN. Mais une autre question vient irrémédiablement à l'esprit. Si 30 % des personnes interrogées souhaitent le succès du FN, est-ce à dire que 70 % ne le souhaitent pas ? Et, si tel est le cas, pourquoi ne pas avoir mis en avant ce résultat, qui semble se déduire en creux du premier³¹⁶ ?

Problèmes liés à des procédés abusifs engageant les fondements déontologiques de la pratique sondagière et journalistique

D'autres pratiques dans la production et l'analyse sondagières s'avèrent encore plus problématiques. Prenons quelques exemples.

En décembre 2014, le tout nouvel institut Odoxa réalise un sondage d'intentions de vote pour les élections départementales de 2015. Le principal résultat mis en exergue concerne, sans grande surprise, le Front national, qui serait crédité de 28 % d'intentions de vote au niveau national, « soit 3 points de plus que son score “canon” des dernières européennes³¹⁷ ». Outre que la comparaison entre élections départementales et européennes est dénuée de sens tant ces scrutins sont de nature différente, on peut estimer que le niveau

315. « FN : le sondage qui inquiète le PS et l'UMP », *lejdd.fr*, 14 février 2015.

316. Même s'il ne résulte d'aucune question formulée dans l'enquête. Pour une présentation des résultats de ce sondage, cf. : www.ifop.com/media/poll/2938-1-study_file.pdf (consultation : février 2015).

317. C'est ce qu'on peut lire dans le rapport éditorialisé de l'institut disponible en ligne : www.odoxa.fr/wp-content/uploads/2014/12/Barom%C3%A8tre-politique-Odoxa-L'Express-Presse-R%C3%A9gionale-France-Inter-D%C3%A9cembre-2014.pdf

d'intentions de vote prêté au FN est également peu fondé. Passons sur le mode de recueil de l'échantillon par internet, dont on a déjà souligné les défauts, et sur les problèmes de redressement subséquents (mais non mentionnés) que crée cette technique. Il faut tout d'abord rappeler que, dans l'enquête réalisée, environ la moitié des personnes interrogées ne sont pas certaines d'aller voter. Ce résultat est certes mentionné dans le rapport publié par l'institut, mais nullement dans les différents commentaires médiatiques, donnant l'impression que les intentions de vote frontistes sont assurées. Plus discutable encore, l'enquête a été réalisée comme s'il s'agissait d'une élection nationale, autrement dit, sans tenir compte des caractéristiques locales du scrutin départemental, ni même des particularités du mode d'élection, impliquant la constitution de binômes paritaires pour les candidats et les suppléants et potentiellement de binômes mixtes politiquement. De fait, quelle peut être la valeur des résultats d'un sondage qui cherche à mesurer des intentions de vote pour un scrutin dont les singularités sont complètement ignorées³¹⁸ ? Pourtant, le sondage d'Odoxa a été abondamment repris et diffusé sans jamais que ne soient évoqués les problèmes liés à ses modalités de production³¹⁹. Mais ce n'est pas tout. Dans le rapport d'enquête d'Odoxa, on apprend également que « les Français estiment qu'il faut désormais considérer le FN comme "un parti comme les autres" ». Pourtant, à regarder dans le détail, ce sont non pas « tous » les Français mais 58 % des personnes interrogées qui ont répondu favorablement à la question : « Vous personnellement, estimez-vous que le FN devrait être à présent considéré comme un parti comme les autres ? ». On retrouve ici l'un des biais déjà évoqués, en l'occurrence le décalage entre la façon dont est formulée la question et la façon dont elle est restituée sous forme de résultats. Au-delà du caractère problématique des données d'enquête Odoxa, c'est le ton du rapport qui ne peut manquer de surprendre. Précisons tout d'abord que ce rapport, signé Gaël Sliman, le président d'Odoxa, a été présenté le 15 décembre 2014 lors d'un

318. Cette absence de prise en compte des singularités du scrutin explique pour partie que la plupart des instituts se soient trompés dans l'estimation des intentions de vote pour cette élection. Sur ce point, cf. Alexandre Dézé, « Départementales : pourquoi les sondeurs se sont-ils trompés », *lefigaro.fr*, 24 mars 2015.

319. Sur ce sondage, cf. Alexandre Dézé, « Méfions-nous de la surenchère sondagière en faveur du FN », *lemonde.fr*, 29 décembre 2014.

« petit déjeuner politique » organisé par l'institut en présence de Marine Le Pen, qui en était l'invitée. Or, le document semble avoir été rédigé pour mettre d'autant plus en valeur les résultats obtenus par le FN. Gaël Sliman y évoque en effet, de manière particulièrement contrastée, un président de la République qui « demeure incroyablement impopulaire », un Parti socialiste « grand perdant » et un Front national « créant la "surprise" aux prochaines élections départementales » (comme si ces élections avaient déjà eu lieu), avec la « promesse de scores inédits » et de « "cartons" auprès de pans entiers de la population » ! On s'étonne de l'enthousiasme que semble susciter, chez le président d'Odoxa, l'évocation de ces prévisions. Et l'on finit, compte tenu de la fragilité des résultats produits, par s'interroger sur les intentions qui l'animent...

Toujours au mois de décembre 2014, l'institut OpinionWay réalise pour CLAI-*Metronews* une enquête sur le « bilan de l'année politique 2014 ». Les résultats sont divers, mais l'un d'eux en particulier retient l'attention des médias et occupe les titres de l'actualité au moins deux jours, les 14 et 15 décembre. D'après ce sondage, Marine Le Pen serait pour les Français la personnalité politique de 2014. D'abord diffusée sur le site internet de *Metronews* (« Marine Le Pen, personnalité politique de 2014 pour les Français³²⁰ »), l'information est rapidement reprise un grand nombre de médias : « Marine Le Pen : personnalité politique 2014 pour les Français » (*leparisien.fr*, 14 décembre 2014)³²¹ ; « Sondage : Marine Le Pen, personnalité politique de l'année 2014 » (*sudouest.fr*, 15 décembre 2014)³²² ; « Marine Le Pen désignée personnalité politique de l'année par les Français » (*rtl.fr*, 14 décembre 2014)³²³ ; « Marine Le Pen élue personnalité politique 2014 par les Français » (*ladepeche.fr*,

320. Source : www.metronews.fr/info/sondage-exclusif-fn-marine-le-pen-personnalite-politique-de-2014-pour-les-francais/mnln!FWU7GEJU8emqg (consultation : février 2015).

321. Source : www.leparisien.fr/politique/marine-le-pen-personnalite-politique-2014-pour-les-francais-14-12-2014-4373641.php (consultation : février 2015).

322. Source : www.sudouest.fr/2014/12/15/sondage-marine-le-pen-personnalite-politique-de-l-annee-alain-juppe-5e-1769035-625.php (consultation : février 2015).

323. Source : www.rtl.fr/actu/politique/marine-le-pen-designee-personnalite-politique-de-l-annee-par-les-francais-7775877853 (consultation : février 2015).

15 décembre 2014)³²⁴ ; « Marine Le Pen désignée personnalité politique 2014 selon un sondage » (valeursactuelles.com, 15 décembre 2014)³²⁵. Le résultat semble ainsi sans appel. Personne ne paraît devoir douter que Marine Le Pen puisse être la personnalité politique de l'année pour les Français. Et, si personne ne doute, c'est que personne n'a pris soin d'examiner en détail les résultats du sondage. Le rapport d'étude d'OpinionWay est pourtant accessible en ligne³²⁶. Or, ce que l'on peut aisément remarquer en le parcourant, c'est que les personnes interrogées par OpinionWay n'ont pas désigné ou élu Marine Le Pen personnalité politique de l'année. Ils ont simplement répondu à la question : « Quelles sont, selon vous, les trois personnalités qui ont le plus marqué l'actualité politique en 2014 ? ». 42 % des personnes interrogées ont répondu Marine Le Pen, 39 % Manuel Valls et 36 % Nicolas Sarkozy. De fait, Marine Le Pen arrive bien en tête des personnalités qui « ont marqué l'actualité politique en 2014 », mais cela ne saurait suffire à en faire « la personnalité politique de 2014 ». Là encore, le décalage entre la question, les résultats et la manière dont ils sont restitués dans les médias est remarquable, contribuant une nouvelle fois à gonfler artificiellement l'importance politique du FN.

Des travers similaires sont repérables dans bien d'autres enquêtes sondagières. Ainsi, en septembre 2014, l'Ifop réalise un sondage pour *Le Figaro* qui donne Marine Le Pen non seulement première au premier tour de l'élection présidentielle de 2017, mais également l'emportant sur François Hollande au second. Ces résultats ont de quoi de surprendre, mais pas moins que les commentaires livrés dans les pages du journal : « Ce n'est qu'une hypothèse, mais c'est la première fois qu'un sondage l'envisage : Marine Le Pen peut être élue présidente de la République. Et de manière large, même si c'est dans le scénario aujourd'hui le moins probable : celui d'une finale avec François

324. Source : www.ladepeche.fr/article/2014/12/15/2011977-marine-le-pen-elue-personnalite-politique-2014-par-les-francais.html (consultation : février 2015).

325. Source : www.valeursactuelles.com/politique/marine-le-pen-designee-personnalite-politique-2014-selon-un-sondage-49654 (consultation : février 2015).

326. Source : www.opinion-way.com/pdf/opinionway_pour_clai_metro_lci-questions_d_actualite-dec2014.pdf (consultation : février 2015).

Hollande ». En somme, la victoire de Marine Le Pen est annoncée sur la base d'une « hypothèse » s'inscrivant dans le cadre d'un scénario « le moins probable³²⁷ ». Dans cette mesure, ce résultat a-t-il encore une chance de se concrétiser ? Et pourtant, l'annonce de la défaite de François Hollande face à Marine Le Pen est relayée par la plupart des médias. Or, ce second tour est pourtant parfaitement improbable. La raison en est simple : dans le sondage, François Hollande n'obtient pas assez d'intentions de vote pour accéder au second tour, sauf dans l'hypothèse d'une candidature à droite de François Fillon – et encore, puisque tous deux obtiennent le même score (17 % d'intentions de vote). Dans les deux autres hypothèses (candidature Juppé ou candidature Sarkozy), il échoue au premier tour³²⁸. De même, en novembre 2014, l'Ifop réalise pour le compte du *Journal du dimanche* un sondage avec pour principale question : « Parmi les personnalités suivantes de droite, laquelle s'oppose le plus selon vous dans ses propos et ses actions à François Hollande³²⁹ ? ». 60 % des personnes interrogées répondent Marine Le Pen, 21 % Nicolas Sarkozy, 8 % Alain Juppé, 4 % François Bayrou et François Fillon. On aura noté qu'aucune personnalité de l'opposition de gauche n'a été intégrée à l'enquête. Mais il n'en fallait pas tant pour que les résultats de ce sondage soient retraduits de telle manière que Marine Le Pen apparaisse comme la « meilleure opposante à François Hollande pour 60 % des Français » – un titre repris tel quel par lemonde.fr³³⁰, bfmtv.com³³¹, lefigaro.fr³³², atlantico.fr³³³, midilibre.fr³³⁴,

327. Cf. « Une déflagration qui défie la droite et humilie la gauche », lefigaro.fr, 5 septembre 2014.

328. Pour consulter les résultats de ce sondage : www.ifop.fr/media/poll/2755-1-study_file.pdf (consultation : février 2015).

329. Pour consulter les résultats de ce sondage : www.ifop.com/media/poll/2823-1-study_file.pdf (consultation : février 2015).

330. Source : www.lemonde.fr/politique/article/2014/11/02/pour-une-majorite-de-francais-le-pen-est-la-1re-opposante-a-hollande_4516643_823448.html (consultation : février 2015).

331. Source : www.bfmtv.com/politique/le-pen-premiere-opposante-a-hollande-pour-6-francais-sur-10-844019.html (consultation : février 2015).

332. Source : www.lefigaro.fr/flash-actu/2014/11/02/97001-20141102FILWWW00011-pour-60-des-francais-le-pen-meilleure-opposante.php?pagination=24 (consultation : février 2015).

333. Source : www.atlantico.fr/pepites/marine-pen-premiere-opposante-francois-hollande-selon-sondage-1838002.html (consultation : février 2015).

334. Source : www.midilibre.fr/2014/11/02/marine-le-pen-principale-opposition-a-francois-hollande-pour-60-des-francais,1074901.php (consultation : février 2015).

rtl.fr³³⁵, nouvelobs.com³³⁶, latribune.fr³³⁷, 20minutes.fr³³⁸, etc. Pourtant, il semble assez clair que les résultats obtenus par la présidente du FN tiennent au caractère différencié de l'intensité de son opposition par rapport aux autres personnalités de droite qui ont été testées dans l'enquête. C'est d'ailleurs cette intensité différenciée que vise à mesurer la question posée, et ce en des termes plutôt clairs (« la personnalité qui s'oppose le plus dans ses *propos* et dans ses *actions* »). Que Marine Le Pen soit, parmi les différentes « personnalités de droite », la plus radicale en discours et en pratique à l'égard du président de la République ne semble guère faire de doute. Mais cela ne saurait suffire à en faire la « meilleure opposante » à François Hollande. Pourtant, encore une fois, c'est bien cette idée, en total décalage avec la question posée et le résultat obtenu, qui s'est imposée.

Procéder à l'examen critique systématique des sondages portant sur le FN impliquerait un travail à temps plein, tant la production d'enquêtes ou de résultats d'enquêtes sur le parti d'extrême droite est abondante. Pour ne prendre qu'un exemple récent, entre le 14 et le 16 février 2015, pas moins de quatre sondages relatifs au FN ont été publiés :

- le 14 février : sondage BVA pour Orange et I-télé indiquant que le « Front national atteint pour la première fois les 30 % de bonnes opinions³³⁹ » ;
- le 15 février : sondage Ifop pour *Le Journal du dimanche* rapportant que 29 % des Français souhaitent le succès du FN lors des départementales³⁴⁰ ;
- le 16 janvier : sondage TNS Sofres pour *Le Monde* et France Info faisant état des résultats du baromètre d'image du Front national, avec comme

335. Source : www.rtl.fr/actu/politique/60-des-francais-estiment-que-marine-le-pen-est-la-personnalite-qui-s-oppose-le-plus-a-francois-hollande-7775134932 (consultation : février 2015).

336. Source : <http://tempsreel.nouvelobs.com/politique/20141102.AFP9752/marine-le-pen-personnalite-qui-s-oppose-le-plus-a-francois-hollande-selon-60-des-francais.html> (consultation : février 2015).

337. Source : www.latribune.fr/actualites/economie/france/20141102trib835b1f7cc/marine-le-pen-premiere-opposante-a-francois-hollande-selon-un-sondage.html (consultation : février 2015).

338. Source : www.20minutes.fr/france/1472762-20141102-marine-pen-personnalite-oppose-plus-a-francois-hollande-selon-60-francais (consultation : février 2015).

339. Source : <http://ci.tf1.fr/politique/le-fn-aussi-populaire-que-l-ump-dans-un-sondage-l-udi-et-le-modem-8564532.html> (consultation : février 2015).

340. Source : www.lejdd.fr/Politique/29-des-Francais-disent-souhaiter-un-succes-du-FN-aux-departementales-718000 (consultation : février 2015).

principal résultat : « un sympathisant UMP sur deux favorable à des alliances avec le FN³⁴¹ » ;

- le 16 janvier : sondage Odoxa pour *Le Parisien* selon lequel 42 % des électeurs de Nicolas Sarkozy seraient prêts à voter FN³⁴².

On mesure, à l'aune de ce simple rappel, à quel point les sondages en sont venus à occuper une place centrale dans la production de l'information sur le Front national³⁴³, à quel point leur publication dans les médias contribue à placer le parti d'extrême droite au cœur de l'actualité, et à quel point ils servent d'étalon pour apprécier sa réalité. Pourtant, et ce n'est pas le moindre des paradoxes, les enquêtes des instituts offrent des données bien peu satisfaisantes pour appréhender le FN, comme on espère l'avoir démontré. Et l'on peut s'étonner que, en dépit des apports pourtant connus de la sociologie critique³⁴⁴ (a fortiori dans les milieux journalistiques) ou des mises en garde qui sont régulièrement publiées, les résultats des enquêtes soient si rarement remis en question ou, du moins, qu'ils ne soient pas traités et interprétés avec prudence. Ainsi, les erreurs commises par les instituts dans l'évaluation du potentiel électoral frontiste pour les élections départementales (tout comme dans l'estimation du niveau d'abstention) n'ont pas empêché les médias de confier le soin aux responsables des instituts de commenter les résultats du premier et du deuxième tours ni de leur commander dès la clôture de cette séquence électorale de nouveaux sondages sur les élections régionales de 2015³⁴⁵. L'importance des sondages en France – qui n'a que peu d'équivalent à l'étranger – est intimement liée à la croyance, désormais solidement installée depuis une cinquantaine

341. Source : www.lemonde.fr/politique/article/2015/02/16/un-sympathisant-ump-sur-deux-favorable-a-des-alliances-locales-avec-le-fn_4577006_823448.html?xtmc=front_national&xtcr=12 (consultation : février 2015).

342. Source : www.atlantico.fr/pepites/ump-42-electeurs-nicolas-sarkozy-seraient-prets-voter-fn-pour-prochaines-elections-locales-2006970.html (consultation : 15 février 2015).

343. Sur l'importance de ce « journalisme de sondage », cf. Philippe Riutort, « Renoncer au journalisme de sondage pour combattre Marine Le Pen », *lemonde.fr*, 28 mai 2014.

344. Cf. par exemple Patrick Champagne, *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Paris, Minuit, 1990 ; Patrick Lehingue, *Subunda. Coups de sonde dans l'océan des sondages*, op. cit. Sur les modalités de développement de l'industrie sondagière, cf. Loïc Blondiaux, *La fabrique des sondages. Une histoire sociale des sondages*, Paris, Seuil, 1998.

345. Cf. par exemple le sondage réalisé le 29 mars par Harris Interactive pour le compte de la chaîne parlementaire. Source : http://www.harrisinteractive.fr/news/2015/Results_HIFR_LCP_03042015.pdf (consultation : avril 2015).

d'années, selon laquelle les instituts auraient la capacité de prévoir l'avenir en politique, mais aussi de dire le vrai en politique. Cette croyance est aujourd'hui d'autant plus solidement établie que l'information sondagière est recherchée dans le champ médiatique. Elle est en effet peu coûteuse et peut susciter des gains de vente et d'audience. Ainsi, avec son numéro d'octobre 2013 annonçant le FN à 24 % aux élections européennes de 2014, *Le Nouvel Observateur* aurait augmenté ses ventes de 30 %. En somme, un sondage sur le FN s'avère nécessairement *intéressant* pour les médias, a fortiori dans le contexte de crise qu'ils traversent depuis une décennie. Cette dimension économique est importante à prendre en considération car elle se trouve pour partie au fondement de la dynamique spéculative qui s'est emparée de la production sondagière sur le FN depuis 2011. Cette dynamique n'aboutit pas seulement à un nombre croissant d'enquêtes sur le parti d'extrême droite. Elle encourage également certains instituts à produire des résultats d'autant plus vendeurs qu'ils seront spectaculaires – et ce, parfois, au mépris des règles déontologiques les plus élémentaires. De la sorte, les instituts s'offrent un accès facilité aux médias en leur donnant la possibilité de faire des « coups » éditoriaux. Il faut rappeler que les sondages d'opinion représentent entre 3 et 10 % du chiffre d'affaires des instituts – 1 % à peine pour les sondages « politiques ». Leur activité réside donc pour l'essentiel dans la production d'autres types d'enquêtes. Il reste que la reprise et la diffusion médiatiques de ces sondages leur offrent une opportunité exclusive de valoriser leur marque et d'accroître leur notoriété – en somme de vendre leurs autres produits.

Quoi qu'il en soit, la fabrique sondagière ne saurait être écartée du processus complexe qui a permis d'imposer l'idée selon laquelle le Front national aurait changé, alors qu'il est resté globalement le même – sans bien évidemment demeurer parfaitement identique. Mais ce n'est là pas le seul facteur ayant contribué à ce processus³⁴⁶.

346. Pour une analyse critique complémentaire de la production sondagière sur le Front national, on pourra se reporter utilement aux contributions publiées sur deux sites internet : www.acrimed.org et www.observatoire-des-sondages.org.

Le traitement médiatique du FN en question

La construction exogène de la nouveauté supposée du Front national procède d'un deuxième facteur qui tient au traitement médiatique proprement dit du parti. Trois ressorts complémentaires nécessitent ici d'être évoqués pour comprendre comment les médias sont intervenus dans ce processus.

La couverture médiatique du FN

Le premier ressort réside dans la couverture médiatique du FN. Il faut commencer par rappeler que le parti d'extrême droite français représente l'un des objets politiques les plus rentables d'un point de vue médiatique. Les représentants frontistes se plaignent certes régulièrement d'être sous-représentés à la télévision ou à la radio. Leurs revendications se fondent sur le temps d'antenne qui leur est alloué par le CSA en regard du « principe de pluralisme politique³⁴⁷ » et qui, effectivement, s'avère nettement inférieur à celui des porte-parole du PS ou de l'UMP³⁴⁸. Cela dit, on ne saurait se fonder sur ce seul indicateur pour prendre la mesure de l'importance du FN *dans et pour* les médias. En premier lieu, il faut se souvenir que Marine Le Pen, tout comme son père autrefois, a pour habitude de réaliser parmi les meilleures audiences de la télévision. Ces performances sont d'ailleurs souvent soulignées dans les médias : « Marine Le Pen toujours championne de l'audimat » (lejdd.fr, 24 juin 2011)³⁴⁹ ; « Marine Le Pen fait exploser l'audience de Ruquier » (lalibre.be, 20 février 2012)³⁵⁰ ; « Audiences TV : Marine Le Pen sur France 2 en force face aux policiers de TF1 » (tele.premiere.fr, 24 février 2012)³⁵¹ ; « Audiences : Marine Le Pen booste *Parole de candidat* » ([Presimat](http://Presimat.com), 6 mars 2012)³⁵² ; « *Des paroles et des actes* : Marine Le

347. Cf. CSA, « Le pluralisme hors période électorale ». Source : www.csa.fr/es/Television/Le-suivi-des-programmes/Le-pluralisme-politique-et-les-campagnes-electorales/Le-pluralisme-hors-periode-electorale (consultation : février 2015).

348. Source : www.csa.fr/csapluralisme/tableau?annee=2014 (consultation : février 2015).

349. Source : www.lejdd.fr/Medias/Television/Actualite/Marine-Le-Pen-toujours-championne-de-l-audimat-336005 (consultation : février 2015).

350. Source : www.lalibre.be/culture/medias-tele/marine-le-pen-fait-exploser-l-audience-de-ruquier-51b8e607e4b0de6db9c58fc9 (consultation : février 2015).

351. Source : <http://tele.premiere.fr/News-Tele/Audiences-TV-Marine-Le-Pen-sur-France-2-en-force-face-aux-policiers-de-TF1-3130144> (consultation : février 2015).

352. Source : www.programme-tv.net/news/evenement/presimat-2012/21937-audiences-marine-le-pen-booste-parole-de-candidat (consultation : février 2015).

Pen offre un record d'audience à France 2 » (*Le Nouvel Observateur*, 11 avril 2014)³⁵³. La présidente du FN est incontestablement dotée de qualités télévisuelles – ce qui n'est pas le moindre de ses atouts lorsqu'on sait que l'évaluation des acteurs politiques tend de plus en plus à s'aligner sur l'évaluation de leurs performances médiatiques. Elle est une « très bonne cliente », une « bête médiatique³⁵⁴ », affirme ainsi Arlette Chabot (Europe 1). Elle maîtrise « l'art oratoire et un sens de la formule qui font que l'on ne s'ennuie pas³⁵⁵ », précise Nathalie Saint-Cricq (France 2). Avec elle, « on sait qu'il va se passer quelque chose³⁵⁶ », déclare encore Hervé Bérout, directeur de l'information à BFMTV. Marine Le Pen n'est cependant pas la seule représentante frontiste à assurer le « spectacle³⁵⁷ ». Jean-Marie Le Pen, Florian Philippot, Marion Maréchal-Le Pen sont également « appréciés » pour leur capacité à capter l'attention du public³⁵⁸. On l'aura compris, le FN tout autant que ses leaders *intéressent* au premier chef les médias.

Ce phénomène n'est certes pas nouveau³⁵⁹, mais il est manifeste qu'il a redoublé d'ampleur depuis 2011. En 2013 et 2014, Marine Le Pen et Florian Philippot ont été les deux personnalités politiques les plus conviées dans les émissions d'information matinale (télévision et radio confondues) avec respectivement 56 et 51 invitations³⁶⁰. À ce jour, c'est Marine Le Pen qui, avec

Jean-Luc Mélenchon, détient le record de participation à l'émission de France 2 *Des paroles et des actes*, devant François Hollande. On ne compte plus par ailleurs les unes de journaux³⁶¹ ou de magazines consacrées au FN (*document 8*), les articles qui paraissent chaque jour sur les sites d'information en ligne (42 pour le seul mois de janvier 2015 sur le site du Lab Europe 1), les documentaires ou les grands reportages programmés à la radio ou à la télévision³⁶². Plus une seule journée ne semble devoir s'écouler sans que le Front national soit propulsé au cœur de l'actualité – et ce, quelle que soit la valeur de l'information relayée. Ainsi, pas moins d'une quinzaine de médias (parmi lesquels BFMTV, RTL, France TV Info, *L'Express*, *20 minutes*, *Les Échos*, *Le Nouvel Observateur*, *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*, *Closer*, *Atlantico.fr*, *Yahoo Actualités*) ont relaté l'incident survenu chez Jean-Marie Le Pen à la fin du mois de septembre 2014, lorsque l'un des dobermans du président d'honneur du FN a dévoré l'une des « chattes bengalaises » de Marine Le Pen (*document 9*). Au lendemain de cet événement, *Metronews* ira même jusqu'à publier sur son site internet un *selfie* montrant côte à côte Marine Le Pen, Florian Philippot et l'une des chattes bengalaises survivantes (*document 9, en bas à droite*) ! Ainsi n'importe quel type d'événement touchant au FN semble devoir être systématiquement rapporté : l'exclusion de deux militants pour avoir versé du laxatif dans le vin de Louis Aliot³⁶³ ; la fracture que s'est faite Marine Le Pen en tombant dans sa piscine vide³⁶⁴, etc.

353. Source : <http://teleobs.nouvelobs.com/audiences/20140411.OBS3551/dpda-marine-le-pen-offre-un-record-d-audience-a-france-2.html> (consultation : février 2015). De manière complémentaire, on peut encore préciser qu'entre le 20 février et le 4 mars 2012, alors que la campagne présidentielle bat son plein, Marine Le Pen parvient à réunir la plus forte audience cumulée (8,7 millions de téléspectateurs) lors de ses passages au 20h de TF1 et de France 2, au 19/20 de France 3, au 19h45 de M6, à *Parole de candidat* (TF1), *Des paroles et des actes* (France 2), *Le Grand Journal* et *Dimanche* + (Canal +), *C Politique* (France 5) et *Capital* (M6), loin devant les autres candidats, également passés par toutes ces émissions (Nicolas Sarkozy : 5,2 millions ; François Bayrou : 5,2 millions ; François Hollande : 3,2 millions). Source : <http://presimat.programme-tv.net/presimat-2012/news/21893-quel-candidat-plus-populaire-television> (consultation : février 2015).

354. « Marine Le Pen et les médias : comment monter au Front », *telarama.fr*, 16 février 2012.

355. « Bons clients et bonnes audiences », *lejdd.fr*, 5 mai 2013.

356. « Marine Le Pen et les médias : la prise de pouvoir », *teleobs.nouvelobs.com*, 7 novembre 2014.

357. *Ibid.*

358. « Florian Philippot, le Front médiatique », *lemonde.fr*, 28 novembre 2014.

359. Cf. Jacques Le Bohec, *Sociologie du phénomène Le Pen*, Paris, La Découverte, 2004.

360. « Marine Le Pen et Florian Philippot, plus gros squatteurs de matinales depuis un an », *lelab.europe1.fr*, 16 octobre 2014 (consultation : février 2015). Comme le note par ailleurs Charlotte Rotman, « la force de frappe et la présence médiatique de Marine Le Pen ou de son lieutenant Florian Philippot permettent également une sorte de révision générale de la doctrine et des mots du FN. "La formation, elle passe aussi par BFMTV, reconnaît Steve Briois. Les jeunes regardent Florian ou Marine en replay, cela leur donne des arguments". » Cf. Charlotte Rotman, *20 ans et au Front. Les nouveaux visages du FN*, *op. cit.*, p. 52.

361. Entre septembre 2013 et mars 2014, le journal *Le Monde* aura consacré pas moins de 14 unes au Front national. Pour la seule semaine du 6 avril 2015 (correspondant à la crise interne suite à l'entretien accordé par Jean-Marie Le Pen à *Rivazol*), le même journal lui en aura dédié trois.

362. Pour ne mentionner ici que la liste sans doute incomplète des documentaires diffusés à la télévision depuis 2013 : « Le Pen, le diable de la République, 40 ans de Front national » (6 mai 2013, France 3) ; « Ils ont voté Front national » (9 juin 2013, M6) ; « Le FN : toujours à l'extrême droite » (12 janvier 2014, LCP) ; « Le 21 avril, le traumatisme de la V^e République ? » (LCP, 20 avril 2014) ; « Plongée au cœur du parti de Marine Le Pen » (28 mai 2014, D8) ; « Ravis par Marine » (29 septembre 2014, France 3) ; « Adieu Le Pen » (France 2, 14 octobre 2014) ; « Bassin miné » (20 décembre 2014, Public Sénat).

363. Source : www.lesinrocks.com/2014/12/buzzodrome/deux-militants-fn-exclus-pour-avoir-mis-du-laxatif-dans-le-vin-de-louis-aliot (consultation : février 2015).

364. Source : www.parismatch.com/Actu/Politique/Accident-de-piscine-et-fracture-pour-Marine-Le-Pen-515211 (consultation : février 2015).

Document 8. Quelques unes de journaux consacrées à Marine Le Pen et au Front national



L'importance de cette couverture médiatique n'est pas sans avoir servi les intérêts de Marine Le Pen. La présidente du FN a su en effet parfaitement tirer profit de la fenêtre d'exposition qui lui était offerte pour imposer le roman de la « dédialisation » frontiste et créer l'impression que, avec elle, un nouveau parti était en train de naître. On a déjà eu l'occasion de souligner la contribution des sondages à la construction de cette réalité fictionnelle du FN. Ici, il importe de préciser que la réussite de ce *storytelling* s'explique également par l'intérêt que lui ont manifesté les médias. Il faut convenir que la « dédialisation », autrement dit la transformation a priori improbable du parti d'extrême droite français en un parti « comme les autres », offrait une puissante intrigue politique dont l'exploitation a pu être perçue comme un moyen de maximiser les gains associés au traitement médiatique ordinaire du FN. La « dédialisation » est ainsi devenue le principal angle de traitement du parti, l'étalon de mesure de son évolution en même temps qu'un support propice à sa scénarisation. Une véritable saga médiatique s'est dès lors mise en place, avec son séquençage en épisodes, depuis l'élection de Marine Le Pen à la présidence du FN, qui fournit l'élément déclencheur de l'intrigue originelle – la question de l'avènement d'un « nouveau » parti – jusqu'à son aboutissement pressenti : la promesse de l'accession au pouvoir (*tableau 3*)³⁶⁵.

Document 9. Captures d'écran de sites d'information ayant couvert l'incident « animalier » survenu chez Jean-Marie Le Pen



365. On pourrait pousser l'analogie narrative encore un peu plus loin. Comme toute histoire, celle de la « dédialisation » fait intervenir toute une série d'actants (ou de rôles narratifs) qui fonctionnent par paire dans la structure du récit (sujet-objet, destinataire-destinataire, adjuvant-opposant) et entretiennent des relations différenciées (selon le « schéma actantiel » établi par Algirdas Julien Greimas à partir des travaux de Vladimir Propp sur la morphologie des contes populaires). Le principal axe relationnel relie le sujet à l'objet et est déterminé par une logique de quête. L'adjuvant intervient pour aider le sujet dans sa quête de l'objet de valeur, contre l'opposant (ou anti-sujet). On a là la trame minimale de la plupart des grands récits. Or, en repartant de ce schéma actantiel, on peut considérer que le roman de la dédialisation ne raconte rien d'autre que l'histoire d'un *sujet-héros* (Marine Le Pen) en quête de *l'objet de valeur* (le pouvoir), aidé en cela de *l'adjuvant* (la « dédialisation ») pour faire face à l'anti-sujet (tout ce qui est susceptible d'empêcher le sujet de parvenir à ses fins, et notamment son père, du moins construit comme tel dans la narration médiatique).

Tableau 3. Quelques « épisodes » emblématiques de la saga médiatique de la « dédiablement » frontiste

Épisodes	Titres dans les médias
L'intrigue originelle : la question de l'avènement d'un nouveau FN	« Marine Le Pen : vers un nouveau FN ? » (<i>Ce soir ou jamais</i> , 17 janvier 2011)
L'entreprise de dédiablement	« Marine Le Pen mène l'opération de dédiablement du Front » (<i>liberation.fr</i> , 20 avril 2011)
La transformation du parti	« Front national : la dédiablement, c'est fait » (<i>franceinfo.fr</i> , 6 septembre 2013)
Le début de la conquête du pouvoir	« Le Front national part à la conquête du pouvoir » (<i>Le Monde</i> , 14 septembre 2013)
La progression « inéluctable » de Marine Le Pen	« Qui peut arrêter Marine Le Pen ? » (<i>VSD</i> , 17 octobre 2013) « Jusqu'où ira le Front national de Marine Le Pen ? » (<i>franceculture.fr</i> , 16 septembre 2013)
Les « obstacles » à l'accomplissement de la quête de Marine Le Pen ³⁶⁶	« Exclusif FN : Jean-Marie Le Pen, un boulet pour Marine Pen selon une majorité de Français » (<i>Europe 1</i> , 27 novembre 2014) « Jean-Marie Le Pen peut-il saborder son propre parti ? » (<i>lefigaro.fr</i> , 11 juin 2014)
La promesse de l'accession au pouvoir	« Marine Le Pen : la marche vers l'Élysée » (<i>lepoint.fr</i> , 30 novembre 2014)

366. Cf. note précédente.

Finalement, toute l'histoire récente du Front national a été rapportée à ce roman de la « dédiablement », que ce soit pour le conforter ou pour l'infirmier. Ainsi, les succès électoraux du parti, ses résultats dans les enquêtes sondagières, les ralliements de personnalités extérieures ont été généralement expliqués comme le produit de la stratégie de dédiablement de Marine Le Pen : « Une stratégie de dédiablement payante, une image qui s'améliore » (*letelegramme.fr*, 12 février 2014)³⁶⁷ ; « Européennes 2014 : en bonne position dans les sondages, le FN récolte les fruits de sa stratégie » (*rtl.fr*, 7 mai 2014)³⁶⁸ ; « Succès aux élections municipales, européennes et sénatoriales, ralliement d'anciens UMP : le FN a engrangé les succès en 2014. Le résultat d'une stratégie de dédiablement réussie » (*ledauphine.com*, 28 décembre 2014)³⁶⁹ ; « Marine Le Pen en tête au premier tour en 2017 : la stratégie du FN porte ses fruits » (*bfmtv.com*, 30 janvier 2015)³⁷⁰. À l'inverse, les saillies verbales de Jean-Marie Le Pen, la mise au jour de propos ou de comportements racistes chez les militants, les tensions internes ou encore les difficultés de Marine Le Pen à se positionner après les attentats contre *Charlie Hebdo* ont été interprétées comme autant de remises en question de cette même stratégie : « Le nouveau dérapage de Jean-Marie Le Pen risque d'écorner la stratégie de "dédiablement" du FN » (*lesechos.fr*, 9 juin 2014)³⁷¹ ; « Insultes, racisme : les ratés de la "dédiablement" du FN » (*lopinion.fr*, 2 novembre 2013)³⁷² ; « Gros temps pour Marine le Pen : quand la bête de com' paie à la fois ses piètres qualités de stratégie et la fronde de sa famille » (*atlantico.fr*, 23 janvier 2015).

367. Source : www.letelegramme.fr/france/fn-une-strategie-de-dediabolisation-payante-une-image-qui-s-ameliore-12-02-2014-10032733.php (consultation : février 2015).368. Source : www.rtl.fr/actu/politique/europeennes-2014-en-bonne-position-dans-les-sondages-le-fn-recolte-les-fruits-de-sa-strategie-7771788029 (consultation : février 2015).369. Source : www.ledauphine.com/politique/2014/12/27/2014-l-annee-de-tous-les-succes-pour-le-fn (consultation : février 2015).370. Source : www.bfmtv.com/politique/marine-le-pen-et-le-fn-ont-stabilise-leur-electorat-et-voient-tres-loinbr-860454.html (consultation : février 2015).371. Source : www.lesechos.fr/10/06/2014/LesEchos/21704-006-ECH_fn---le-douloureux-retour-aux-origines.htm (consultation : février 2015).372. Source : www.lopinion.fr/5-novembre-2013/insultes-racisme-rates-dediabolisation-fn-5780 (consultation : février 2015).

Dans tous les cas, la « dédramatiser » s'est bien imposée comme la principale grille de lecture médiatique du parti d'extrême droite, contribuant en retour non seulement à la faire exister, mais aussi à la crédibiliser. On a certes pu observer quelques tentatives ponctuelles d'inversion du *storytelling* mariniste dans la couverture du FN, notamment lors de la séquence qui a suivi les attentats contre *Charlie Hebdo* en janvier 2015 (« Unité nationale : le FN hors jeu³⁷³ ? » ; « Comment Marine Le Pen s'est mise hors jeu³⁷⁴ » ; « Marine Le Pen chute dans les sondages³⁷⁵ » ; « Marine Le Pen en difficulté entre sa gestion chaotique des attentats et des bisbilles internes au FN³⁷⁶ » ; « Au FN, des boulets en batterie³⁷⁷ ») ou lorsque les médias ont entrepris de révéler les propos illicites d'une centaine de candidats du FN aux élections départementales³⁷⁹. Néanmoins, c'est bien la version d'un FN dédramatisé qui semble aujourd'hui l'avoir emporté dans les médias. Comme l'affirme – de manière symptomatique – Marie-Ève Malouines dans l'un de ses « éditoriaux politiques », « Front national : la dédramatiser, c'est fait » (franceinfo.fr, 6 septembre 2013³⁷⁹).

373. Source : www.francetvinfo.fr/politique/front-national/video-marine-le-pen-chute-dans-les-sondages_804573.html (consultation : février 2015).

374. Source : www.lemonde.fr/politique/article/2015/01/19/comment-marine-le-pen-s-est-mise-hors-jeu_4558787_823448.html (consultation : février 2015).

375. Source : <https://fr.news.yahoo.com/video/marine-le-pen-chute-dans-201628605.html> (consultation : février 2015).

376. Source : www.huffingtonpost.fr/2015/01/21/marine-le-pen-difficulte-gestion-chaotique-attentats-bisbilles-interne-fn_n_6516340.html (consultation : février 2015).

377. Source : www.liberation.fr/politiques/2015/01/30/au-fn-des-boulets-en-batterie_1192463 (consultation : février 2015).

378. Cf. « Départementales : la cuvée raciste et homophobe des candidats FN », rue89.nouvelobs.com, 23 février 2015 ; « Plusieurs dizaines de nouveaux dérapages de candidats FN », lefigaro.fr, 20 mars 2015 ; « FN. Quand les candidats aux départementales dérapent », ouest-france.fr, 16 mars 2015.

379. Source : www.franceinfo.fr/emission/Unknown%20token%20emission-type-url/noeud-diffusion-temporaire-pour-le-nid-source-1132823-05-05-2014-11-47 (consultation : février 2015).

Le renouvellement des codes de représentation du leadership frontiste

Si le FN paraît aujourd'hui « dédramatisé », c'est en vertu d'un deuxième ressort lié au traitement médiatique du parti d'extrême droite. Il s'agit du renouvellement des codes de représentation de son leadership.

Ce renouvellement s'explique tout d'abord par les relations différenciées de Marine et Jean-Marie Le Pen avec les médias. La présidente du FN semble de ce point de vue se distinguer de son père : « Elle apparaît plus avenante et compassionnelle que Jean-Marie Le Pen, affirme dans *Télérama* Denis Muzet, directeur de l'institut Médiascopie. Chez lui, la brutalité dominait. Sur les plateaux, c'était un éléphant dans un magasin de porcelaine. Marine Le Pen, elle, neutralise la plupart des reproches que son père suscitait »³⁸⁰. Ce constat semble faire consensus chez une partie des journalistes : « On est tous beaucoup moins crispés, avance Arlette Chabot [...]. Avant il fallait organiser tout un ballet pour éviter que les invités ne croisent Jean-Marie Le Pen. Il fallait les maquiller à part, installer deux entrées pour que les politiques n'aient pas à le saluer »³⁸¹. À l'inverse, Marine Le Pen a cherché à nouer des liens de cordialité : « Elle reste parfois après l'émission pour fumer une cigarette ou boire un verre », rapportent ainsi Erwan Desplanques et Héléne Marzolf³⁸². « Dans nombre de médias, elle ne s'appell[e] plus "Le Pen" mais "Marine"³⁸³ », note Marine Turchi. « Marine Le Pen est joviale, pas désagréable³⁸⁴ », estime même l'animateur Stéphane Bern. Ce comportement n'empêche certes pas la présidente du FN de répliquer vivement à certaines questions, de continuer de tenir un discours critique à l'égard des médias et d'intenter des procès à des journalistes³⁸⁵.

380. Source : <http://www.telerama.fr/medias/marine-le-pen-et-les-medias-comment-monter-au-front,78085.php> (consultation : janvier 2015).

381. *Ibid.*

382. *Ibid.*

383. Marine Turchi, « Le Pen, les médias et le "FN new look" », mediapart.fr, 16 septembre 2013.

384. Cité dans « Vidéo. Le FN se banalise », lexpress.fr, 24 avril 2013.

385. Sur cet aspect, cf. « 5 exemples de relations un poil compliquées entre le FN et les médias », lelab.europe1.fr, 6 février 2015.

Mais le rapport que les médias pouvaient entretenir jusqu'à présent avec le FN n'en a pas moins connu une inflexion depuis l'avènement de Marine Le Pen, inflexion qui a joué sur les modalités de traitement du parti³⁸⁶.

Ce traitement est bien sûr tout sauf homogène. Nombre de journalistes ont conservé un rapport distant avec la présidente du FN et se contentent de l'interroger sur des sujets de politique. D'autres peinent à dissimuler leur hostilité à son égard et adoptent un comportement agressif (qui s'avère le plus souvent contre-productif). En revanche, d'aucuns la considèrent désormais comme une femme politique comme les autres, au prix d'une omission totale de ses prises de position, du programme ou encore de l'histoire du parti qu'elle dirige, et comme si elle s'apprêtait à prendre le pouvoir : « Que feriez-vous si vous étiez au pouvoir ? » (TF1, « 20 heures », 13 septembre 2013)³⁸⁷ ; « En cas de victoire à la présidentielle [de 2017], quel serait votre premier acte politique ? » (lefigaro.fr, 27 novembre 2014)³⁸⁸ ; « Vous êtes nommée à Matignon, quelle est votre première décision pour inverser la courbe du chômage et créer de la croissance ? C'est de la politique-fiction... » (franceinfo.fr, 2 septembre 2014) ; « Vous installeriez Nicolas Sarkozy à Matignon ? » (lejdd.fr, 2 novembre 2014)³⁸⁹. D'autres journalistes, enfin, adoptent un registre d'entretien plus frivole. « Mes confrères l'interviewent souvent comme le feraient *Elle* ou *Marie-Claire*,

386. Sur cet aspect, on pourra encore se reporter au traitement édifiant réservé par l'hebdomadaire *Le Point* aux « nouveaux » visages du Front national dans un dossier intitulé « Jeunes et jolis : bienvenue à la FN Academy ! » dont voici un extrait : « Fini, les vieux aficionados de l'Algérie française au look néocolonialiste, les gouailleurs borgnes, les profs de fac bedonnants et les crânes rasés en treillis militaire. Depuis que le parti de la famille Le Pen a été repris en main par Marine et son bras droit Florian Philippot, les critères de recrutement ont bien changé. Désormais, pour venir garnir les rangs du Front national, il faut être jeune et bien présenter. Une stratégie qui s'inscrit dans une volonté de dédramatiser le FN, qui promet un raz-de-marée aux élections municipales de 2014 ». Dans ce dossier, Julien Rochedy est ainsi décrit comme le « Roch Voisine de Marine », Julien Sanchez comme « les yeux revolver du FN » (en référence à la chanson de Marc Lavoine), Kevin Goslin comme le « Ryan Gosling du Nord ». Cf. « Jeunes et jolis : bienvenue à la FN Academy ! », lepoint.fr, 27 août 2013.

387. Cité dans « Marine Le Pen et l'apathie des médias », regards.fr, 19 novembre 2013.

388. Source : www.lefigaro.fr/politique/2014/11/27/01002-20141127ARTFIG00329-marine-le-pen-si-je-suis-elue-en-2017-je-ferai-un-referendum-sur-la-sortie-de-l-europe.php (consultation : février 2015).

389. Source : www.lejdd.fr/Politique/Marine-Le-Pen-Il-n-y-a-plus-de-President-de-la-Republique-698226 (consultation : février 2015).

affirme ainsi Alain Duhamel. En lui posant tous les mêmes questions superficielles sur son histoire familiale digne de *Dynastie* ou de *Dallas*³⁹⁰. « Les interviews des dirigeants du FN ne sont plus aussi militantes », admet de son côté Jean-Michel Apathie³⁹¹. Le personnel frontiste habilité à parler au nom du parti dans les médias semble d'ailleurs s'accorder sur ce constat : « Je n'ai pas à me plaindre du ton des interviews », déclare Florian Philippot, qui affirme recevoir « au moins une demande d'interview par jour », parfois vingt³⁹². Même Jean-Marie Le Pen semble avoir bénéficié de ce renouvellement de traitement. C'est ce qu'illustre le contenu du dernier livre³⁹³, mais aussi du dernier documentaire³⁹⁴ de Serge Moati. Les relations nimbées d'empathie du réalisateur et du président historique du Front national y transparaissent pour le moins clairement.

Dans tous les cas, le rapport d'un certain nombre de journalistes au leadership frontiste semble bien avoir évolué depuis 2011, rejaillissant inexorablement sur la perception que l'on peut avoir du FN et autorisant manifestement des pratiques jusqu'alors inédites dans le champ médiatique. Ainsi, à la veille du congrès frontiste de novembre 2014, deux rédacteurs du site internet de France Télévisions ont jugé opportun de mettre en ligne un « générateur de nouveaux noms pour le Front national », invitant les internautes à proposer un nouveau label pour le parti d'extrême droite et à partager l'application sur les réseaux sociaux : « Cliquez, faites défiler, partagez³⁹⁵ ! ». Mais l'indice le plus flagrant du rapport manifestement décomplexé qu'entretient un nombre croissant de journalistes à l'égard du FN est venu du prix que le jury du Trombinoscope, composé de 120 journalistes, a décerné à

390. Cité dans « Marine Le Pen et les médias : comment monter au Front », telerama.fr, 16 février 2012.

391. Cité par Éric Dupin, « Les voies de la normalisation médiatique. Le Front national sur un plateau », monde.diplomatique.fr, mars 2014.

392. Cité dans « Florian Philippot, le Front médiatique », lemonde.fr, 28 novembre 2014.

393. Serge Moati, *Le Pen, vous et moi*, Paris, Flammarion, 2014.

394. « Adieu Le Pen », diffusé le 14 octobre 2014 sur France 2.

395. Source : www.francetvinfo.fr/politique/front-national/choisissez-un-nouveau-nom-pour-le-front-national_755921.html (consultation : novembre 2014).

Steeve Briois en janvier 2015 au titre d'« élu local de l'année 2014³⁹⁶ ». L'attribution de ce prix a certes nourri de vives discussions au sein du jury et donné lieu à des échanges polémiques jusqu'au moment de la cérémonie officielle (agitée) qui s'est tenue à l'Assemblée nationale. Mais elle est pleinement révélatrice du changement qui s'est opéré dans les interrelations entre FN et médias et témoigne tout aussi clairement de la conviction d'un certain nombre de journalistes que le FN serait devenu un parti « dédramatisé ». Membre du jury du Trombinoscope, et donc pour partie responsable de l'attribution du prix de l'élu local de l'année à Steeve Briois, Christophe Barbier tentait de justifier le choix du jury de cette manière : « On a considéré que la banalisation du FN était déjà accomplie. Le changement impulsé par Marine Le Pen a marché : électoralement parlant, le FN est considéré comme un parti comme les autres³⁹⁷ ».

Cette « normalisation » du traitement médiatique du leadership frontiste ne s'explique pas seulement par l'élection de Marine Le Pen à la présidence du FN et par la rupture que cette élection a induite dans le rapport que les médias entretenaient jusqu'à présent au parti d'extrême droite français. Elle tient également aux nouvelles modalités de production de l'information politique, de plus en plus travaillée par des logiques de spectacularisation, de peoplisation et d'intimisation³⁹⁸. Jusqu'à une date récente, le traitement médiatique du Front national semblait épargné par cette tendance de fond. Jean-Marie Le Pen pouvait certes apparaître dans quelques hebdomadaires tels que *Paris Match* ou *VSD*, mais il s'agissait le plus souvent d'exceptions. Cette époque semble révolue. Les représentants du Front national sont désormais

396. Cf. par exemple « Des journalistes politiques consacrent un maire FN "élu local de l'année" », *lemonde.fr*, 27 janvier 2015.

397. Cité dans « Steeve Briois "élu local de l'année" par des journalistes : le jury s'explique », *lesinrocks.com*, 28 janvier 2015.

398. Sur ces différents points, cf. Benoît Grevisse : « Le journalisme gagné par la peoplisation. Identités professionnelles, déontologie et culture de la dérision », *Communication*, vol. 27, n° 1, 2009, pp. 179-197 ; François Jost, « L'information à la télévision, un spectacle ? », *Revue française des sciences de l'information et de la communication* [en ligne], n° 5, 2014.

régulièrement invités dans des programmes d'*infotainment*³⁹⁹ (où l'on parle donc du FN tout en se divertissant⁴⁰⁰) et leur intimité est devenue un objet d'attention médiatique légitime – même si ce constat vaut surtout, pour l'heure, pour Marine Le Pen⁴⁰¹. Ainsi, ce n'est plus seulement la femme politique d'extrême droite qui intéresse les médias, mais aussi, plus prosaïquement, ce qu'elle est dans sa vie quotidienne : une personne qui travaille, la mère de trois enfants, la compagne de Louis Aliot, la fille de Jean-Marie Le Pen, la propriétaire d'animaux de compagnie, etc. Les contributions abordant ces dimensions personnelles de la vie de Marine Le Pen se sont ainsi multipliées au cours de ces trois dernières années. Ses problèmes de couple ont été placés sous les feux de l'actualité par le magazine *Closer*⁴⁰². Le supplément *Styles* de *L'Express* a fait l'inventaire de ses différentes coupes de cheveux⁴⁰³. L'hebdomadaire féminin *Elle* s'est intéressé à sa garde-robe (« cintrée dans une longue redingote grise sur un jean et des bottes noires, entre cigarette light et café-sucette, Madame la présidente s'affiche ostensiblement décontractée »)

399. Le « Grand Journal » et « Salut les terriens » sur Canal+, « On n'est pas couché » sur France 2, « Ce soir ou jamais » sur France 3, « C à vous » sur France 5, « Zemmour et Naulleau » sur Paris Première, etc.

400. Comme l'illustre ce récit du passage de Marine Le Pen à l'émission de Thierry Ardisson, sur Canal+, en mars 2013 : Marine Le Pen est « tranquillement assise à côté de Nicolas Bedos, dos à un public bon enfant, qui, jure un cadre frontiste, n'était pas gonflé de sympathisants réquisitionnés pour faire la claque. Sur le plateau, Ardisson vanne : "Désormais, tout le monde le sait, la présidente du Front n'est pas raciste. Vous n'avez pas peur que les militants l'apprennent ?" Nicolas Bedos souffle un coup de chaud, puis un petit coup de froid, en direction de sa voisine : "Vous êtes trop sympathique, mais, de temps en temps, vous manquez un peu d'imagination." Ardisson compare : "Tous les deux ensemble sur le même plateau, c'est formidable, parce que c'est vrai qu'à l'époque on n'aurait jamais imaginé Guy Bedos et Jean-Marie Le Pen" ». Cité dans : « Le FN se banalise », *lexpress.fr*, 24 avril 2013. Ici, le dispositif de l'émission, qui mélange tout à la fois les genres (divertissement et information), les registres des rubriques (reportages, éditos, sketches, propos dérisoires, etc.) et les invités (acteur politique, comédien, écrivain, humoriste, chanteur, etc.), tend bien à neutraliser l'illégitimité politique du FN et du personnel qui le représente.

401. Florian Philippot n'a pas été épargné par cette tendance puisque le magazine *people Closer* a décidé de révéler son homosexualité et de l'afficher en une. Cf. « Closer révèle l'homosexualité de Florian Philippot », *lepoint.fr*, 11 décembre 2014.

402. « Marine Le Pen. Son couple explose », *closermag.fr*, 29 mai 2014 [le couple apparaît en photo sur la une de la version papier du numéro]. Ce à quoi la présidente du FN a répondu en diffusant sur Twitter un « selfie » où on la voit embrasser Louis Aliot (information que n'ont pas manqué de relayé *lefigaro.fr*, *lci.tf1.fr*, *rtl.fr*, *huffingtonpost.fr*). Cf. par exemple : « Marine Le Pen embrasse Louis Aliot pour démentir la rumeur de séparation relayée par "Closer" », *rtl.fr*, 30 mai 2014.

403. « Marine Le Pen : l'ambivalente madame tout-le-monde », *lexpress.fr*, 6 mars 2012, cité par Frédérique Matonti, « Paradoxes du stigmate : les représentations médiatiques de Marine Le Pen », *Genre, Sexualité & Société*, hors-série n° 2, 2013, disponible en ligne : <http://gss.revues.org/2626#quotation>

tout en relatant son emploi du temps quotidien qui la conduit à « jongler “entre enfants et dossiers” », mais aussi à organiser des « apéros à l'improviste avec des copains à la maison⁴⁰⁴ ». Les reporters de *Paris Match*, qui ont pu l'accompagner « pendant sa séance shopping avec son amie Lydia Schénardi [où] elle cultive son côté bonne copine », précisent qu'elle « termine ses repas avec le fromage 0 % autorisé par le fameux régime hyperprotéiné Dukan », qu'elle soigne « son look impeccable », qu'elle ne dédaigne pas « une paire de lunettes de soleil griffées » et que, « pendant ses vacances en Espagne, elle a recueilli une petite chatte abandonnée⁴⁰⁵ ». C'est encore le même hebdomadaire qui l'a saisie en photo quelques mois plus tard en train de prendre son petit-déjeuner avec son compagnon, dans un hôtel à Lille avant un meeting (la main de Louis Aliot tenant le menton de Marine Le Pen⁴⁰⁶). Dans le même registre, le site internet *Aufeminin.com* l'a interrogée sur la répartition des tâches ménagères dans son foyer : « J'ai de la chance, j'ai été mariée deux fois, à chaque fois, ce sont mes époux qui faisaient la cuisine⁴⁰⁷ ». Le magazine *VSD* a étalé au grand jour ses « secrets de famille⁴⁰⁸ », etc. En somme, le traitement médiatique du leadership frontiste s'est aligné sur certaines des nouvelles modalités de traitement de l'actualité politique, qui tendent non seulement à désacraliser la politique (autrement dit, à n'en faire qu'une sphère sociale profane parmi les autres), mais aussi à la dépolitiser⁴⁰⁹. Il reste qu'en dévoilant l'ordinaire de la vie de Marine Le Pen, les médias n'ont fait que rendre la présidente du FN un peu plus « ordinaire », contribuant ainsi à faire oublier qui elle était et ce qu'elle reste fondamentalement (la présidente d'un parti d'extrême droite) tout en effaçant les stigmates associés à l'exercice du leadership frontiste. De la sorte,

404. « Qui est vraiment Marine Le Pen », *Elle*, 4 mars 2011, p. 247. Pour une mise en perspective analytique des ressorts de la construction médiatique de Marine Le Pen comme figure féminine, cf. Frédérique Matonti, « Paradoxes du stigmaté : les représentations médiatiques de Marine Le Pen », *art.cit.*

405. Cf. « Marine Le Pen : le nouveau visage de l'extrême droite », *paris-match.com*, 5 novembre 2010.

406. « Marine Le Pen : Front commun avec Louis », *parismatch.com*, 26 février 2012.

407. Source : www.aufeminin.com/societe/marine-le-pen-c-est-mon-mari-qui-fait-la-cuisine-video-s2436.html (consultation : février 2015).

409. « Secrets de famille. Pourquoi le clan Le Pen se déchire », *VSD*, 19 juin 2014.

409. Cf. Pierre Leroux, Philippe Riutort, *La Politique sur un plateau. Ce que la télévision fait à la représentation*, Paris, Presses universitaires de France, 2014.

ils ont inmanquablement participé à son entreprise de « dédiabolisation ».

Une lecture hyperbolique de la réalité frontiste

Il faut encore évoquer un troisième ressort pour comprendre la manière dont les médias ont opéré comme des agents exogènes de la banalisation du FN. Ce troisième ressort tient aux modalités de traitement journalistique de la réalité frontiste, qui se retrouve souvent distordue et gonflée. Là encore, ce phénomène n'est pas nouveau. L'organisation frontiste a toujours été sujette à des traitements tendant à en amplifier l'importance – que ce soit pour alerter le public sur le danger qu'elle pouvait représenter ou pour susciter son attention et, partant, obtenir davantage de ventes ou d'audience. Mais cette lecture hyperbolique trouve désormais une illustration presque quotidienne dans la couverture que les médias accordent au FN. Marine Le Pen entreprend de « dédiaboliser » le Front national et il devient en l'espace de quelques mois un « nouveau » parti. Laurent Lopez remporte l'élection cantonale partielle de Brignoles et le scrutin prend des allures de « test national⁴¹⁰ ». Le Front national remporte 11 mairies et 1 500 conseillers municipaux et son résultat est jugé « triomphal⁴¹¹ ». Les listes frontistes recueillent près de 25 % des voix aux élections européennes de 2014, et il n'en faut pas davantage pour consacrer le FN « premier parti de France ». Il décroche deux sièges de sénateurs et l'événement est considéré comme « historique⁴¹² ». Il obtient le soutien de 81 grands électeurs en Ille-et-Vilaine à l'occasion de cette élection, alors qu'il n'en compte que deux, et ce score est présenté dans *L'Express* comme le produit d'une augmentation de « 4 050 %⁴¹³ ». Marine Le Pen est

410. « Le FN à Brignoles : victoire locale, test national ? », franceinfo.fr, 14 octobre 2013 ; « Brignoles : le FN vole vers la victoire, un scrutin test pour l'avenir », huffingtonpost.fr, 13 octobre 2013.

411. « Municipales : le FN triomphal, le PS sanctionné », *Le Monde*, 24 mars 2014.

412. Source : www.francebleu.fr/infos/elections-senatoriales/senatoriales-le-senat-bascule-droite-le-fn-fait-son-entree-avec-deux-elus-1810294 ; www.lepoint.fr/politique/elections-entree-historique-du-fn-au-senat-avec-rachline-et-ravier-28-09-2014-1867446_20.php (consultation : février 2015).

413. « Les chiffres sont éloquentes : en Ille-et-Vilaine, où le FN possède deux grands électeurs, il récolte 81 voix. Un différentiel de + 4 050 %. Dans le Rhône, où le FN possède 42 grands électeurs, il récolte 163 voix. Un différentiel de + 388 % », cf. *L'Express*, 5-11 novembre 2014, p. 48.

réélue à la présidence du parti en novembre 2014 et c'est désormais la perspective de l'Élysée qui s'ouvre à elle⁴¹⁴. Sophie Montel est battue aux législatives partielles dans la quatrième circonscription du Doubs, mais on apprend en écoutant BFMTV que cette défaite est en réalité une « victoire » pour le FN⁴¹⁵. Environ 40 % des électeurs UMP auraient voté pour la candidate frontiste au second tour de cette élection, mais en définitive c'est une véritable « fusion » à laquelle on assisterait entre l'électorat de droite et celui du FN⁴¹⁶ ; etc. La réalité frontiste se voit ainsi constamment déformée, renvoyant l'image d'un parti qui suivrait une logique inexorable de progression électorale devant nécessairement le conduire au pouvoir. L'analyse journalistique se réduit dès lors souvent (mais pas exclusivement) à un exercice d'anticipation consistant à prophétiser une évolution toujours plus spectaculaire du Front national :

- « En tête pour les européennes, le FN menace de devenir le premier parti de France » (*Le Nouvel Observateur*, 10-16 octobre 2013) ;
- « Sondage exclusif : le Front national “créera la surprise” aux municipales (metronews.fr, 13 octobre 2013)⁴¹⁷ ;
- « FN : et maintenant, objectif Élysée ! » (nouvelobs.com, 29 mai 2014)⁴¹⁸ ;
- « Présidente en 2017 ? Pourquoi le pire est possible ? » (*L'Express*, 5-11 novembre 2014) ;
- « Le FN brise les plafonds de verre les uns après les autres » (lefigaro.fr, 27 novembre 2014)⁴¹⁹ ;

414. Source : www.lepoint.fr/politique/marine-le-pen-la-marche-vers-l-elysee-30-11-2014-1885620_20.php (consultation : février 2015).

415. Source : www.bfmtv.com/politique/legislatives-du-doubs-le-front-national-est-a-la-fete-malgre-la-defaite-862402.html ; www.la-croix.com/Actualite/France/Dans-le-Doubs-le-FN-voit-une-defaite-en-forme-de-victoire-2015-02-08-1278342 (consultation : février 2015).

416. Source : www.ouest-france.fr/legislative-dans-le-doubs-fusion-des-electeurs-fn-et-ump-au-second-tour-3187290 (consultation : février 2015).

417. Source : www.metronews.fr/info/sondage-67-des-francais-pensent-que-le-fn-va-creer-la-surprise-aux-elections-municipales/mmjk!Grwwq7qnVqhr (consultation : février 2015).

418. Source : <http://tempsreel.nouvelobs.com/politique/elections-europeennes-2014/20140528.OBS8746/marine-le-pen-et-maintenant-objectif-elysee-2017.html> (consultation : février 2015).

419. Source : www.lefigaro.fr/politique/2014/11/27/01002-20141127ARTFIG00365-des-plafonds-de-verre-brises-les-uns-apres-les-autres.php (consultation : février 2015).

- « Le FN, ravi par 2014, regarde 2015 avec appétit » (nouvelobs.com, 27 décembre 2014)⁴²⁰ ;
- « Les prochaines élections pourraient un peu plus consacrer un parti qui cherche toujours à se dédramatiser » (bfmtv.com, 30 janvier 2015)⁴²¹ ;
- « Départementales : le FN en pole position » (lefigaro.fr, 22 janvier 2015)⁴²² ;
- « Législative du Doubs : le score du FN augure de conquêtes aux départementales » (nouvelobs.com, 10 février 2015)⁴²³ ;
- « Élections départementales. Des 21 avril partout. En se qualifiant massivement pour le second tour, les candidats de Marine Le Pen pourraient durablement bouleverser la donne politique », *Libération*, 2 mars 2015.

Il ne fait aucun doute que le FN progresse d'élection en élection. Mais cette dynamique ne saurait justifier de telles pratiques spéculatives. Certains médias voient le parti d'extrême droite tellement « gros » qu'ils finissent par confondre les chiffres des enquêtes sondagières. Évoquant les résultats du sondage Viavoice paru dans *Libération* le 2 mars 2015, *L'Express* titrait ainsi, dans un beau lapsus écrit : « Une majorité de Français se sentent compris par le FN⁴²⁴ ». Or ce ne sont pas « 51 % des Français » qui estiment que le Front national « comprend mieux les gens » (ce chiffre n'existe pas dans les données recueillies par Viavoice), mais 24 % des personnes interrogées qui citent le FN en tête des partis « qui comprennent le mieux les gens⁴²⁵ » ! Il reste qu'en

420. Source : <http://tempsreel.nouvelobs.com/politique/20141227.AFP4179/le-fn-ravi-par-2014-regarde-2015-avec-appetit.html> (consultation : février 2015).

421. Source : www.bfmtv.com/politique/marine-le-pen-et-le-fn-ont-stabilise-leur-electorat-et-voient-tres-loin-br-860454.html (consultation : février 2015).

422. Source : www.lefigaro.fr/politique/2015/02/22/01002-20150222ARTFIG00203-departementales-le-fn-en-pole-position.php (consultation : février 2015).

423. Source : <http://tempsreel.nouvelobs.com/politique/20150209.OBS2089/legislative-du-doubs-le-score-du-fnaugure-de-conquetes-aux-departementales.html> (consultation : février 2015).

424. Source : www.lexpress.fr/actualite/politique/fn/une-majorite-de-francais-se-sentent-compris-par-le-fn_1656716.html (consultation : mars 2015).

425. Source : www.liberation.fr/politiques/2015/03/01/le-fn-s-invite-place-de-la-republique_1212171 (consultation : mars 2015). Le seul chiffre correspondant à 51 % dans l'enquête Viavoice est le suivant : 51 % des personnes interrogées estiment que le FN « incarne mal les valeurs républicaines ».

gonflant son importance politique, la plupart des médias ont renforcé l'idée selon laquelle le FN serait devenu un « nouveau » parti. Cette « nouveauté » supposée est ainsi devenue l'explication-clé de son évolution, en même temps que la justification à un traitement toujours plus emphatique du FN, pour finir apparemment par se transformer, pour la plupart des médias, en croyance établie. C'est ce dont témoigne assez bien l'accolement désormais presque systématique de l'épithète « nouveau » au nom du FN : « Législative partielle : Villeneuve-sur-Lot, terrain de jeu du "nouveau FN" » (*l'express.fr*, 17 juin 2013)⁴²⁶ ; « Laurent Lopez ou la victoire du nouveau FN » (*bfmtv.com*, 13 octobre 2013)⁴²⁷ ; « Les nouveaux visages du FN » (*Envoyé spécial*, France 2, 17 octobre 2013)⁴²⁸ ; « Le Var : élève modèle du "nouveau FN" » (*Le Monde*, 28 janvier 2014)⁴²⁸ ; « Derrière Marine Le Pen, les soldats du nouveau FN » (*Le Magazine de la rédaction*, 13-14, France Culture, 28 février 2014)⁴³⁰.

LA BANALISATION DES IDÉES FRONTISTES PAR DES AGENTS EXOGÈNES AU FN

Si la perception du Front national a changé, au point qu'il soit possible aujourd'hui de croire qu'il est devenu un « nouveau » parti, c'est en vertu d'un

426. Source : www.lexpress.fr/actualite/politique/legislative-partielle-villeneuve-sur-lot-terrain-de-jeu-du-nouveau-fn_1258367.html (consultation : février 2015).

427. Source : www.bfmtv.com/politique/laurent-lopez-fn-portrait-622718.html (consultation : février 2015).

426. Pour visionner cette édition du magazine : <https://www.youtube.com/watch?v=8-vh7NgaYwE> (consultation : février 2015).

428. Source : www.lemonde.fr/politique/article/2014/11/28/le-var-eleve-modele-du-nouveau-fn_4531110_823448.html (consultation : février 2015).

430. Source : www.franceculture.fr/emission-le-magazine-de-la-redaction-derriere-marine-le-pen-les-soldats-du-nouveau-fn-2014-02-28 (consultation : février 2015). Pour un éclairage complémentaire sur le traitement médiatique du FN, on se reportera notamment à Éric Dupin, « Les voies de la normalisation médiatique. Le Front national sur un plateau », *monde-diplomatique.fr*, mars 2014 ; « Les médias, partie intégrante du phénomène Le Pen/FN. Entretien avec Jacques Le Bohec », *jolpress.com*, 13 octobre 2013 ; Marine Turchi, « Le Pen, les médias et le "FN new look" », *mediapart.fr*, 16 septembre 2013 ; « FN, les médias complices ? », *Politis*, n° 1275, 31 octobre 2013.

autre phénomène : la banalisation de ses idées par des agents exogènes au parti d'extrême droite.

Ce phénomène de légitimation exogène a été alimenté par deux types d'agents. Les premiers sont des intellectuels ou des chroniqueurs médiatiques proches de la droite conservatrice, sinon du Front national, et qui ont soit accordé des brevets de crédibilité aux propositions programmatiques du parti, soit pris position en faveur de la présidente du parti, soit encore contribué indirectement à la diffusion de ses thèses. Mentionnons entre autres Robert Ménard avant qu'il ne soit élu sur les listes du RBM, Éric Zemmour, Élisabeth Lévy, tous trois cités dans le discours prononcé par Marine Le Pen le 1^{er} mai 2011⁴³². Les seconds sont des acteurs politiques qui se sont évertués à reprendre les idées du FN en pensant en retirer des gains électoraux. C'est sur ce point que l'on souhaiterait s'attarder.

Cette stratégie de récupération n'est certes pas nouvelle. La concurrence autour des principes défendus par le Front national a débuté au début des années 1990. En juin 1991, Jacques Chirac évoque ainsi, lors d'un dîner-débat organisé par le RPR à Orléans, le « bruit et l'odeur » des familles immigrées vivant en HLM, « avec un père de famille, trois ou quatre épouses et une vingtaine de gosses⁴³² ». En septembre 1991, Valéry Giscard d'Estaing affirme encore que « le type de problèmes auquel nous allons être confrontés n'est plus l'immigration, mais l'invasion⁴³³ ». En octobre de la même année, Michel Poniatowski, sénateur UDF du Val-d'Oise, ancien ministre de l'Intérieur et partisan d'une alliance de la droite avec le FN, déclare : « Intrusion, occupation, invasion. Les trois mots sont exacts. [...] Un million de clandestins,

431. Sur ce point, cf. « Elisabeth Lévy et Robert Ménard, ou comment les fantasmes deviennent vérités médiatiques », *huffingtonpost.fr*, 22 avril 2011 ; « Les réacs contre-attaquent », *valeursactuelles.com*, 19 janvier 2012 ; Cécile Daumas, « Elisabeth Lévy, sniper de rien », *liberation.fr*, 3 juillet 2012 ; Dominique Sistach, « Ce que Zemmour veut dire », *tempspresent.com*, 7 octobre 2014.

432. Source : www.ina.fr/video/CAB91027484 (consultation : octobre 2011).

433. Cité par *Le Figaro*, 21 septembre 1991.

c'est l'effectif de cent divisions, non armées certes, mais qui pèsent lourdement sur les conditions de notre existence et de notre identité nationale⁴³⁴ ». En juillet 1991, c'est au tour du Premier ministre socialiste Édith Cresson d'évoquer le recours à des charters pour reconduire les déboutés du droit d'asile : « Les charters, ce sont des gens qui partent en vacances avec des prix inférieurs. Là, ce sera totalement gratuit et ce ne sera pas pour des vacances. Ce sera pour reconduire des gens dans leur pays lorsque la justice aura établi qu'ils n'ont pas le droit d'être chez nous⁴³⁵ ».

Ces emprunts à la vulgate frontiste témoignent déjà assez bien, à l'époque, du fort degré de pénétration des idées FN et de la perception de la valeur de son offre politique sur le marché électoral. Mais il est manifeste que cette pratique qui consiste à se réapproprier ses thématiques s'est amplifiée à partir du milieu des années 2000, notamment sous l'effet de la stratégie « buissonniste » adoptée par Nicolas Sarkozy, tout d'abord dans le cadre de la campagne présidentielle de 2007, puis au cours de son quinquennat. L'ancien président de la République n'a pas seulement donné corps et forme politique à l'idéologie frontiste – en créant par exemple en 2007 un ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Co-développement (supprimé en 2010). Il n'a eu également de cesse, notamment à partir du discours de Grenoble du 30 juillet 2010, de venir braconner sur le terrain programmatique du FN : en liant immigration et insécurité, en demandant la déchéance de nationalité pour certains crimes, en stigmatisant les Roms, en ouvrant un débat sur la binationalité, etc. Or, si l'adoption de cette stratégie a pu s'avérer payante en 2007, elle semble surtout profiter désormais au Front national. Et cela n'a finalement rien d'étonnant. Comme l'a démontré le chercheur allemand Kai Arzheimer, plus les formations politiques accordent de l'importance dans leur programme à des enjeux comme l'immigration, plus elles

434. Cité par *L'Événement du jeudi*, 31 octobre 1991, dans Sylvie Tissot, Pierre Tevanian, « La lepénisation des esprits : éléments pour une grille d'analyse du racisme en France », *La Pensée*, n° 345, mai 2006, p. 50.

435. Cité par *Le Monde*, 9 juillet 1991.

favorisent le vote pour l'extrême droite⁴³⁶. En l'occurrence, on peut considérer que, en cherchant à s'approprier les thèmes du FN, Nicolas Sarkozy n'a fait que provoquer un déplacement des normes du dicible et de l'indicible, contribuant ainsi à rendre d'autant plus acceptables des thèses, des idées jugées jusqu'alors plutôt illégitimes. On trouverait ici une partie de l'explication de la porosité apparemment croissante entre l'électorat UMP et l'électorat FN (qui vaut toujours moins pour les questions économiques que pour les enjeux identitaires⁴³⁷). Portée par le représentant de l'État, la parole frontiste s'est en effet parée d'une nouvelle acceptabilité. Rappelons, à titre d'exemple, que c'est en tant que président de la République, et donc « gardien » de la Constitution, que Nicolas Sarkozy a déclaré en mai 2012 qu'il ne voyait « pas pourquoi on ne pourrait pas être pour la préférence nationale⁴³⁸ » – principe qui reste pourtant anticonstitutionnel. Rappelons encore qu'il s'est adressé, aux « petits », aux « sans-grade⁴³⁹ » entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2012, dans les mêmes termes que ceux que Jean-Marie Le Pen avait employés durant la campagne présidentielle de 2002. Depuis, la droite – mais aussi certains représentants de la gauche – n'a cessé de chercher à récupérer les thèses de l'extrême droite en les banalisant à chaque fois un peu plus (*tableau 4*)⁴⁴⁰.

436. Cf. sur ce point Kai Arzheimer, « Contextual Factors and the Extreme Right Vote in Western Europe, 1980-2002 », *American Journal of Political Science* vol. 53, n° 2, 2009, pp. 259-275.

437. Cf. Nicolas Lebourg, « UMP, PS : on achève bien les partis », *slate.fr*, 27 mai 2014.

438. Source : www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/04/25/m-sarkozy-courtise-sans-retenu-eles-electeurs-du-fn_1690821_1471069.html (consultation : février 2015).

439. Source : www.francetvinfo.fr/france/sarkozy-je-veux-parler-aux-petits-aux-sans-grade_87191.html (consultation : février 2015).

440. Si la « droitisation » de la société française n'est pas avérée puisque l'adhésion aux valeurs du libéralisme culturel ne cesse d'augmenter sur le long terme, il semble bien en revanche que la droite se « droitise », et ce au moins depuis 2008. Sur ce point, cf. « La droitisation de la France est un mythe (pour l'instant) », *slate.fr*, 25 octobre 2013.

Tableau 4. Extraits de quelques déclarations d'acteurs politiques légitimant les idées du FN en les reprenant

3 octobre 2012	Jean-François Copé (alors candidat à la présidence de l'UMP)	« Un “racisme anti-Blanc” se développe dans les quartiers de nos villes où des individus – dont certains ont la nationalité française – méprisent des Français qualifiés de “Gaulois”, au prétexte qu'ils n'ont pas la même religion, la même couleur de peau ou les mêmes origines qu'eux. J'entends de plus en plus d'habitants de Meaux s'en plaindre et ce racisme-là est aussi inacceptable que toutes les autres formes de racisme » (extrait de <i>Manifeste pour une droite décomplexée</i> , Fayard, 2012).
6 octobre 2012	Jean-François Copé (alors candidat à la présidence de l'UMP)	« Il est des quartiers où je peux comprendre l'exaspération de certains de nos compatriotes, père ou mère de famille rentrant du travail le soir, apprenant que leur fils s'est fait arracher son pain au chocolat à la sortie du collège par des voyous qui lui expliquent qu'on ne mange pas pendant le ramadan. »
6 juin 2013	François Fillon (alors candidat aux primaires pour la présidentielle de 2017)	« Oui [il y a trop d'immigrés en France]. La France est aujourd'hui dans l'incapacité d'accueillir dans des conditions décentes tous les gens qui veulent venir y vivre. »
24 septembre 2013	Manuel Valls (alors ministre de l'Intérieur)	« C'est illusoire de penser qu'on réglera le problème des populations Roms à travers uniquement l'insertion [...]. Ces populations ont des modes de vie extrêmement différents des nôtres et qui sont évidemment en confrontation [...]. Les Roms ont vocation à revenir en Roumanie ou en Bulgarie [...]. »
11 octobre 2013	Jean-François Copé (alors président de l'UMP)	« Il n'y a aucune raison de donner automatiquement la nationalité française aux enfants nés de parents arrivés illégalement en France. » « La France est beaucoup trop attractive socialement pour les immigrés. »

22 février 2014	Nadine Morano (alors tête de liste UMP pour la circonscription Est aux élections européennes)	« Les vagues d'immigrés qui s'abattent sur la France depuis les dix dernières années ne font l'objet d'aucune maîtrise en raison de la pensée dominante socialo-humaniste qui nous interdit toute politique de quotas et de choix de ceux que l'on “accueille”. »
17 avril 2014	Guy Teissier (alors député UMP, président de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole)	« Ce n'est pas parce qu'on est des gens du Midi qu'il faut qu'on s'africanise. On doit avoir un comportement normal dans notre société [...]. Il est sûr que certains compatriotes doivent changer leurs gestes, ne plus jeter les déchets par terre. Il faut trouver ensemble des moyens pédagogiques pour éviter que certains comportements ne s'africanisent [...]. Vous êtes déjà allé en Afrique ? Et alors ? Ce que j'ai dit est une réalité. Je pense qu'en Afrique, la propreté n'est pas une priorité. »
22 octobre 2014	Nicolas Sarkozy (alors candidat à la présidence de l'UMP)	« L'immigration ne doit pas être un sujet tabou mais un sujet majeur, car cela menace notre façon de vivre. »
13 novembre 2014	François Fillon (alors candidat à la primaire de l'UMP)	« Je propose que le Parlement organise un débat chaque année sur la politique nationale d'immigration, sur le nombre d'immigrés que nous pouvons accueillir, les qualifications professionnelles qu'on veut privilégier et les régions du monde vers lesquelles on veut se tourner. » « Il y a une nécessité absolue : rendre moins attractives les politiques sociales de notre pays. » Il faut « qu'on ne puisse pas avoir accès ni aux prestations d'aides sociales, ni aux allocations familiales, ni aux aides au logement moins de deux ans après l'arrivée régulière sur le territoire. »

LES EFFETS D'AMNÉSIE LIÉS À L'EFFACEMENT POLITIQUE DU FN DANS LES ANNÉES 2000

Un dernier aspect mérite d'être brièvement évoqué ici pour compléter l'analyse. Si l'on a l'impression d'avoir aujourd'hui affaire à un FN renouvelé, c'est peut-être aussi en raison du déclin politique que le parti a connu au cours des années 2000. Il faut se souvenir que l'organisation frontiste a rencontré d'importantes difficultés au cours de cette décennie, difficultés liées tout à la fois aux conséquences de la scission de l'hiver 1998, qui l'ont privé d'environ la moitié de ses cadres et militants, à la concurrence de la droite sarkozyste, vers laquelle son électorat s'est massivement tourné en 2007, et aux difficultés financières résultant de son recul électoral. En France, le financement public est en effet indexé sur les résultats aux élections législatives et sur le nombre de sièges obtenus à l'Assemblée nationale. Or, aux élections législatives de 2007, le FN ne recueille que 4,3 % des suffrages, soit un recul de 6,8 points par rapport à 2002. Non seulement les frais de campagne de près de 360 candidats frontistes ne sont pas remboursés, puisqu'ils n'ont pas atteint le seuil des 5 % des voix au premier tour. Mais, en outre, le montant de la dotation que le FN perçoit de l'État se voit mécaniquement réduit de plus de moitié. Les dettes du parti s'élèvent alors à 9 millions d'euros environ, obligeant ses dirigeants à des coupes drastiques : mise en vente du siège de Saint-Cloud, finalement conclue en avril 2011, licenciement de plus d'un tiers des permanents, arrêt de la parution de l'organe du parti *Français d'abord*, annulation de la fête Bleu-Blanc-Rouge, etc. En février 2009, avant de connaître un nouveau recul aux élections européennes (6,3 %, -3,5 points), le parti est condamné à verser 6,9 millions d'euros à l'ancien député européen frontiste Fernand Le Rachinel, qui avait avancé les fonds de la campagne des élections législatives de 2007. En 2010, la subvention publique annuelle du FN est saisie pour couvrir une partie de cette dette.

Quelques mois avant l'élection de Marine Le Pen à la présidence du parti en janvier 2011, le Front national affronte donc une situation délicate.

Nombre d'observateurs n'hésitent pas alors à pronostiquer sa disparition⁴⁴¹ – comme ils l'avaient déjà fait au lendemain de la scission de 1998 ou des élections de 2007. Or, on peut se demander si ce trou d'air politique que le FN a connu dans la deuxième moitié des années 2000 n'a pas contribué à produire a posteriori une césure dans la perception globale de l'histoire du Front national. Le FN de Marine Le Pen a pu en effet paraître d'autant plus « nouveau » que le FN de Jean-Marie Le Pen semblait avoir en quelque sorte disparu. Ainsi, tout se passe comme si le FN actuel était devenu – ou souhaitait devenir – un « parti sans mémoire⁴⁴² », pour reprendre une expression de Charlotte Rotman. Et, de fait, on ne peut qu'être frappé par la méconnaissance de l'histoire et de la culture partisans frontistes chez une partie des néo-militants⁴⁴³. Or cette déconnexion artificielle entre le FN mariniste et le FN lepéniste ne nourrit pas seulement une tendance à la comparaison qui s'avère in fine toujours valorisante pour l'actuelle présidente du parti. Elle constitue également un écueil pour la compréhension du phénomène frontiste. Depuis 2011, on assiste en effet finalement moins à l'émergence d'un « nouveau » FN qu'à la fermeture d'une longue parenthèse politique qui s'est ouverte au lendemain de la scission de l'hiver 1998. À bien y regarder, le FN mariniste ressemble finalement assez au FN mégrétiste. Il est à peu près au même niveau électoral ; il contrôle plusieurs municipalités ; il travaille à l'élargissement de son maillage territorial ; il forme ses cadres ; et il entend bien conquérir le pouvoir.

441. Cf. par exemple *Le Monde*, 15 janvier 2010.

442. Charlotte Rotman, *Vingt ans et au Front*, op. cit., p. 19.

443. *Ibid.*

CONCLUSION

Cette étude avait pour ambition de déconstruire un certain nombre de croyances sur le Front national devenues aujourd'hui dominantes. Ces croyances, on l'aura compris, procèdent d'une conception erronée de la réalité frontiste. Il est manifeste que le Front national progresse d'élection en élection et que son importance politique est croissante. Pourtant, comme on a tenté de le démontrer, il n'est pas le « premier parti de France », il ne se trouve pas « aux portes du pouvoir », pas plus qu'il n'incarne un « nouveau » parti. Concernant ce dernier point, il faut convenir que, si le Front national n'a pas fondamentalement changé, la façon dont il est aujourd'hui perçu a en revanche considérablement évolué. Le renouvellement du leadership frontiste, la stratégie de « dédiablement » de Marine Le Pen ne sont évidemment pas étrangers à cette évolution. Mais si le FN paraît aujourd'hui « normalisé », c'est aussi en vertu d'un processus de triple légitimation exogène, comme on a essayé de le souligner : légitimation par certains instituts de sondage qui ont construit une réalité frontiste artificielle, consacrant sa « nouveauté » avant même que Marine Le Pen ait entrepris la moindre opération de rénovation ; légitimation par certains médias qui ont usé autant qu'ils le pouvaient de la rentabilité de l'objet frontiste tout en le traitant de plus en plus comme un parti « normal » ; enfin, légitimation par certains acteurs politiques qui ont cherché à s'approprier les idées du FN dans le vain espoir d'élargir leur base électorale ou de conserver leurs positions de pouvoir.

Ainsi, on semble convaincu aujourd'hui que le Front national est un parti « dédiablement ». Mais c'est oublier que la « dédiablement » ne constitue que l'un des versants de la stratégie du Front national et qu'elle comprend des limites inhérentes.

Comme toute entreprise politique, le FN se doit de présenter une façade politique respectable pour élargir sa base électorale et, partant, conquérir le pouvoir. C'est pourquoi, sous l'égide de Marine Le Pen, le parti a entrepris d'atténuer les aspects les plus illégitimes de son programme, de modérer son discours, de lisser son image, d'exclure les militants les plus radicaux, etc. Mais le FN n'est pas seulement une entreprise politique. Il est aussi, à l'instar de tout parti, une « institution de sens », un producteur d'identité⁴⁴⁴. Cette identité ne lui est pas seulement indispensable pour exister et se différencier sur le marché politique. Elle constitue également une ressource symbolique majeure pour les membres de la communauté partisane, en leur offrant une vision du monde, une raison d'agir et un mode de socialisation. Il suffit de pénétrer l'arène interne du FN (les meetings, les sections, les réseaux sociaux) pour prendre la mesure de l'attachement des militants et des sympathisants à l'idéologie manifeste du parti. Or la singularité de l'identité frontiste réside dans sa radicalité, et notamment dans son antisystémisme, que l'on définira ici de manière classique comme le rejet des fondements des valeurs du système politique dans lequel évolue le FN (qui n'en respecte pas moins les règles du jeu politique de ce système)⁴⁴⁵. Ce qui distingue doctrinalement le FN de ses concurrents, c'est le caractère extrémiste des positions qu'il défend – de la préférence nationale au rétablissement de la peine de mort. De fait, si le FN devait se déradicaliser (ou se « dédiaboliser »), il prendrait le risque d'affaiblir substantiellement son économie partisane. Comme l'affirme de manière plus prosaïque Jean-Marie Le Pen, « un Front national gentil, ça n'intéresse personne⁴⁴⁶ ». C'est pourquoi il faut convenir que la « diabolisation » n'est pas seulement le produit d'un travail de disqualification opéré par les adversaires du FN, mais aussi un positionnement stratégique parfaitement assumé par ses dirigeants. Pour exister en politique, le FN a autant besoin de se légitimer que

d'entretenir les fondements radicaux de son identité. On comprend dès lors un peu mieux pourquoi le parti campe toujours sur ses fondamentaux, pourquoi Marine Le Pen prend soin régulièrement d'entretenir l'atypicité du parti et pourquoi la présence de Jean-Marie Le Pen a été jusqu'à présent tolérée. Or, l'actuel président d'honneur du FN a toujours constitué une pièce centrale dans le dispositif d'entretien de l'identité frontiste. Il faut donc prendre la mesure des risques associés à d'éventuelles sanctions (encore non définies au moment de la relecture des épreuves de cette étude) à la suite de son entretien dans *Rivarol*, sachant qu'il reste particulièrement populaire auprès d'une partie non négligeable des sympathisants, des militants et des cadres intermédiaires du parti.

Cette dialectique identitaire et stratégique entre respectabilisation et radicalisation (ou, si l'on préfère, entre « dédiabolisation » et « diabolisation ») se trouve au fondement de la dynamique partisane du FN depuis sa création en 1972. Elle est centrale pour comprendre son institutionnalisation, les flux et les reflux électoraux qu'il a enregistrés au cours de son évolution mais aussi les nombreux conflits qui ont ponctué son histoire⁴⁴⁷. La scission de 1998 procède ainsi directement d'une lutte pour l'imposition d'une définition légitime des orientations stratégiques du parti, entre d'un côté le camp mégrétiste, prêt à des compromis programmatiques et à des alliances électorales avec la droite pour conquérir le pouvoir⁴⁴⁸, et, de l'autre, le camp lepéniste, attaché au respect de l'orthodoxie doctrinale et rejetant toute forme de partenariat politique⁴⁴⁹. Il reste que le Front national évolue actuellement dans un contexte politique inédit qui modifie notablement le jeu de cette dialectique ainsi que ses implications.

444. Cf. Michel Hastings, « Partis politiques et administration du sens », dans Dominique Andolfatto, Fabienne Greffet et Laurent Olivier (dir.), *Les Partis politiques. Quelles perspectives ?*, Paris, L'Harmattan, 2001, pp. 21-36.

445. Sur cette définition classique de l'antisystémisme partisan, cf. Giovanni Sartori, *Parties and Party Systems: A Framework for Analysis*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976, pp. 132-133.

446. *Le Nouvel Observateur*, 25 janvier 2007, cité par L. Liszkai, *Marine Le Pen. Un nouveau Front national ?*, Paris, Favre, 2011, p. 87.

447. Cf. Alexandre Dézé, *Le Front national : à la conquête du pouvoir ?*, op. cit.

448. Alors même que, contrairement à une idée reçue, le camp mégrétiste pouvait être bien plus radical dans certaines de ses positions que l'autre principale tendance constitutive du FN. Cf. Nicolas Lebourg, « Quelles fractures divisent le Front national », *Le Monde*, 9 avril 2015.

449. Cette dialectique n'est pas propre au FN, elle se repère dans toute organisation partisane. Cf. Pierre Bourdieu, « La représentation politique. Éléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 36-37, février-mars 1981, p. 13.

Aujourd'hui, l'organisation mariniste semble en effet en mesure de se présenter sous les auspices d'un parti apparemment « dédramatisé » tout en continuant d'exploiter les fondements radicaux de son identité. Jean-Marie Le Pen peut ainsi déclarer que « Monseigneur Ebola » pourrait régler « l'explosion démographique » (sous-entendue l'immigration) en « trois mois » et obtenir dans la foulée près de 30 % des voix dans la circonscription Sud-Est à l'occasion des élections européennes de 2014. Il peut encore affirmer en juin 2014 vouloir faire une « tournée » d'artistes hostiles au FN sans que cela empêche les candidats frontistes de progresser lors des élections sénatoriales de septembre 2014. Marine Le Pen peut de la même manière évoquer le recours à la torture dans le cas d'affaires terroristes (décembre 2014) ou chercher à exploiter les attentats de *Charlie Hebdo* pour fonder la légitimité de ses positions politiques (janvier 2015) sans provoquer de réactions réelles (excepté dans la presse internationale⁴⁵⁰) et sans connaître de baisse dans les enquêtes sondagères de popularité. On peut encore apprendre que Sophie Montel a soutenu en 1996⁴⁵¹ les propos de Jean-Marie Le Pen sur « l'évidente inégalité des races » sans que la mobilisation électorale autour de sa candidature au second tour de l'élection législative partielle dans la quatrième circonscription du Doubs en soit affectée. Quant aux 92 candidats frontistes aux départementales de 2015 dont on a appris qu'ils avaient tenu des propos illicites, 37 ont certes été éliminés au premier tour, et tous ont été battus au second. Mais certains d'entre eux n'en ont pas moins réalisé des scores élevés, comme Aimé Deléglise (33,5 % dans le canton de Paumiers, dans l'Ariège), qui avait qualifié Christine Taubira de « banane sur pattes », ou Fabien Rouquette (31 % dans le canton de Narbonne), qui avait pu écrire sur sa page Facebook : « Socialistes, communistes, musulmans ! Faites un geste pour la terre : suicidez-vous ! »⁴⁵². Il y a encore quelques années,

450. « Dans son éditorial, le *New York Times* s'emporte notamment contre les propos de Marine Le Pen, et estime que "c'est une honte" que la présidente du Front national ait transformé le drame en fonds de commerce électoral. Le *New York Times* estime qu'en parlant de "déli et d'hypocrisie" à propos du fondamentalisme islamique, elle "attise les craintes anti-immigrés et antimusulmanes". Et le quotidien d'insister sur le fait que cette attaque est une agression contre la liberté, où que ce soit ». Cité par lemond.fr, 8 janvier 2015.

451. Cf. « Quand la candidate du FN dans le Doubs défendait les propos de Jean-Marie Le Pen sur "l'évidente inégalité des races" », lelab.europ1.fr, 2 février 2015.

452. « FN : les dérapages racistes ont-ils un coup dans les urnes ? », liberation.fr, 23 mars 2015.

ces propos auraient eu un coût pour le FN et provoqué une baisse au moins ponctuelle de l'importance de ses soutiens dans l'opinion et, par extension, dans le corps électoral. Or, il faut croire que ces effets de disqualification sont devenus nuls. Les dérapages s'accumulent, mais sans provoquer de perturbation majeure pour le FN⁴⁵³. Cela en dit long sur le niveau de banalisation, non pas tant du parti, mais de certaines de ses idées. On comprend cependant un peu mieux les raisons pour lesquelles l'organisation frontiste n'a pas intérêt à changer – opération qui s'avère en outre toujours chronophage, complexe et risquée pour un parti. Car c'est peut-être parce qu'il n'a pas changé que le Front national remporte aujourd'hui un tel succès.

Cela ne signifie pas que la progression électorale du parti soit inéluctable. On l'a vu avec les résultats des élections départementales. Le FN a certes renforcé son implantation, mais sa dynamique semble bien, malgré tout, avoir été entravée. Autrement dit, le FN parvient bien à attirer davantage d'électeurs, qui proviennent pour l'essentiel de l'UMP et se retrouvent plus particulièrement dans ses positions sur l'immigration, l'islam ou l'insécurité. Mais ces renforts semblent pour l'heure insuffisants pour lui permettre de s'imposer comme un parti de deuxième tour dans des consultations d'envergure nationale. Ce qui pose de nouveau la question de ses choix stratégiques. Car pour constituer un socle d'électeurs plus large, le FN devra sans doute à un moment ou à un autre en passer par la révision de certains aspects de son programme. Les positions économiques qu'il défend aujourd'hui (sur l'euro, la durée légale de travail, l'âge de la retraite ou l'impôt de solidarité sur la fortune) s'avèrent ainsi difficilement compatibles avec les orientations libérales de l'électorat droitier⁴⁵⁴. Or s'il devait être amené à redéfinir ses positions pour s'ajuster aux attentes de cet électorat, il prendrait alors le risque de s'aliéner le soutien des catégories populaires. Cette problématique stratégique redouble celle du positionnement politique du FN dans la compétition électorale. Pour

453. On peut présumer à ce titre que, pour peu que la crise d'avril se règle en interne, les dérapages de Jean-Marie Le Pen dans *Rivarol* n'entraîneront pas, à court ou moyen terme, de dommages collatéraux importants pour le FN.

454. Cf. « Le "ni droite ni gauche" du FN est-il tenable ? », liberation.fr, 4 avril 2015.

conquérir le pouvoir (ou tout au moins surmonter les écueils du mode de scrutin majoritaire à deux tours), le FN devra sans doute envisager de nouer des alliances. Mais une telle perspective semble pour l'heure peu compatible avec le discours anti-système de ses dirigeants et l'importance de ce discours dans la valorisation de la marque frontiste. Et, quoi qu'il en soit, elle se heurte à l'attitude des dirigeants nationaux de l'UMP, qui refusent pour l'instant tout partenariat avec le FN. Ainsi, Marine Le Pen pouvait toujours fustiger « l'UMPS » dans sa déclaration officielle à l'issue du second tour des élections départementales. Deux jours plus tard, elle n'en appelait pas moins, mais sans succès, à des accords dans la perspective de l'élection des présidents de conseils départementaux. Il semble ainsi que l'organisation mariniste n'en ait toujours pas fini avec certaines des ambivalences qui structuraient déjà le FN lepéniste.

COLLECTION DIRIGÉE PAR GILLES FINCHELSTEIN
ET LAURENT COHEN

© ÉDITIONS FONDATION JEAN-JAURÈS
12, CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS
www.jean-jaures.org

Réalisation : REFLETS GRAPHICS
AVRIL 2015

ALEXANDRE DÉZÉ

LE « NOUVEAU » FRONT NATIONAL EN QUESTION

Le Front national serait devenu le « premier parti de France ». Il se tiendrait « aux portes du pouvoir ». Il aurait « changé ». C'est du moins le discours dominant qui est aujourd'hui tenu sur le parti d'extrême droite français. Pourtant, en examinant attentivement sa stratégie, son programme ou encore son électorat, et en déconstruisant la façon dont les médias et les sondages traitent du parti, le chercheur Alexandre Dézé montre que la réalité frontiste n'est pas forcément celle que l'on croit. Il livre ainsi, pour l'Observatoire des radicalités politiques, une étude fouillée qui permet de mieux comprendre où en est actuellement le parti d'extrême droite français.

Alexandre Dézé est enseignant-chercheur en science politique, membre de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès.